

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DES LETTRES

PROJETS

DE

Rétablissement du Roi Stanislas

EN POLOGNE

Pendant son séjour à Lunéville

(1737-1766)

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ (LETTRES)

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Halina ZDZITOWIECKA

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1915

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DES LETTRES

PROJETS
DE
Rétablissement du Roi Stanislas
EN POLOGNE
Pendant son séjour à Lunéville
(1737-1766)

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ (LETTRES)

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris



PAR

Halina ZDZITOWIECKA

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, VI^e
1915

Digitized by the Internet Archive
in 2026

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	7
CHAPITRE PREMIER. — Mort d'Auguste II. — Stanislas Leczinski candidat au trône de Pologne. — Deux partis politiques à la cour de Versailles. — Avènement d'Auguste III. — Commencement d'une nouvelle phase dans la vie de Stanislas. — Discours de Stanislas à Königsberg en 1736 : <i>circa abdicationem sui</i> . — Circonstances générales dans lesquelles ce discours est prononcé. — Situation difficile du parti français et attitude de la cour de France. — Action de l'abbé Langlois d'après les instructions de Versailles. — Le contact se maintient entre la Pologne et Stanislas après son abdication. — Commencement de la guerre d'Orient. — Bruits de la possibilité du retour de Stanislas en Pologne. — Inquiétudes que cause à la cour de Versailles l'attitude du roi Stanislas.....	11
CHAPITRE II. — Prise de possession de la Lorraine. — Constitution de la maison de Stanislas. — Les Polonais peu nombreux : Zaluski et Ossolinski. — Caractère général de l'entourage polonais de Stanislas. — Polonais de passage. — Discussions avec Versailles au sujet de pertes subies par plusieurs Polonais dans la dernière révolution. — Attitude de la cour de France devant ces réclamations. — Compensation de tous ces embarras, que trouve le roi de Pologne dans l'union persistante entre sa patrie et lui. — Facilité qu'a le roi Stanislas de maintenir ses relations avec la Pologne : parentés, correspondances, affaires particulières, école des cadets de Lunéville.....	25
CHAPITRE III. — Guerre d'Orient et projets de confédération en Pologne. — Le roi Stanislas en Lorraine. — Ses inquiétudes intimes au sujet de son abdication qu'il considère comme illégale. — Ses regrets sont entretenus par les événements des années 1737-1763. — La Turquie et les projets des Potocki. — La Suède. — Stanislas et les projets de retour en Pologne. — Mission de M. Gurowski à Stamboul. — Attitude de la France. — Le palatin de Kiovie et le traité de Belgrade.....	51
Zdzitowiecka	1

CHAPITRE IV. — La Suède, la Russie et la Pologne avant le 18 août 1741. — Ouverture de la succession d'Autriche. — Les prétendants au trône impérial. — Bruits de la candidature d'Auguste III à la couronne Habsbourg, moyennant la cession du trône de Pologne au roi Stanislas. — La Saxe et ces projets impériaux. — Mission de M. Poniatowski à la cour de France. — Sa prétendue mission à Lunéville. — Stanislas et la succession d'Autriche. — Le cardinal Fleury et le projet de rétablissement du roi Stanislas en Pologne. — La Russie et Stanislas. — Vains espoirs du roi. — Déclaration de guerre entre la Suède et la Russie. — Idée de la confédération en Pologne soulevée par la Suède. — Action de M. Bonnas en Pologne. — Caractère partiel du mouvement. — Programme des Potocki. — Confédération polonaise considérée par Versailles comme une diversion. — Auguste III et la confédération. — Son inquiétude. — Ses précautions pour mettre fin à ce mouvement. — Ses démarches à la cour de France.

59

CHAPITRE V. — Stanislas Leczinski de 1743 à 1766. — Divers projets de confédération en Pologne. — La Prusse accueille l'idée d'une restauration de Leczinski. — La Russie et les intelligences secrètes de la Prusse et de la Pologne. — Mort de Charles VII en 1745; élection de François de Lorraine. — La France parle du rétablissement de Stanislas en Pologne. — Peu de solidité de ce projet. — La Turquie et la Suède. — Négociations entre la Prusse et la France. — Frédéric et Stanislas. — Frédéric et la Pologne. — La Pologne abandonnée par la France. — Reprise de la politique franco-polonaise par le comte de Saint-Séverin en 1744. — Dispositions des Polonais envers la France et le roi Stanislas. — Les premiers débats sur la future élection en Pologne. — Les divers candidats. — Sympathie persistante des Polonais pour le roi Stanislas. — Les dernières années à Lunéville. — Mort d'Auguste III et nouvelle élection en Pologne. — Dernières relations de Stanislas avec sa patrie. — Conclusion.

98

PROJETS
DE
Rétablissement du Roi Stanislas
EN POLOGNE
Pendant son séjour à Lunéville
(1737-1766)

INTRODUCTION

Le xviii^e siècle fut une période particulièrement tragique pour la Pologne.

Deux courants contradictoires s'y font sentir : l'un qui aboutit au démembrement du royaume, l'autre, celui de la renaissance morale et intellectuelle, qui fait pressentir la Diète de Quatre Ans et la Constitution du 3 mai.

Un homme, dont le nom a retenti à travers toute l'Europe, assista à cette période si troublée : c'est Stanislas Leczinski.

Sa carrière politique commença de bonne heure ; à peine était-il sorti de l'adolescence, que, pendant l'interrègne troublé qui suivit la mort du roi Jean, il avait été député à la diète de convocation et délégué ensuite de la part de la Grande-Pologne pour aller offrir des condoléances à la veuve du roi.

Placé sur le trône par la guerre du Nord, provoquée par l'ambition et par les plans politiques téméraires d'Auguste II, il fut forcé d'abdiquer bientôt après en gardant un regret amer de la perte de sa couronne.

Aussi, trouvant un appui solide dans le roi de France, ne put-il pas résister au désir de reconquérir son trône en 1733. Avant d'abandonner à jamais la Pologne pour la tranquille rente via-

gère qui l'attendait en Lorraine, il voulut goûter encore une fois les délices du pouvoir.

On a peu parlé jusqu'ici du roi Stanislas, comme en général de toute l'époque des rois de Saxe.

Malgré plusieurs écrits (1), et toutes sortes d'œuvres parues bientôt après sa mort, qui nous sont parvenus, nous ne possédons à son sujet aucune biographie critique fondée sur les documents. Quoique assez riches en faits, ces écrits ne mettent sous nos yeux la silhouette du roi Philosophe, que déformée et voilée par l'étiquette de la cour.

La plupart des auteurs qui connaissaient personnellement le roi Stanislas, nous font voir en lui un personnage sans doute plein de vertus, mais ne nous en font pas un portrait suffisamment net.

Sa constance, sa modération, son manque d'ambition, ses vertus pacifiques, son esprit actif et fécond, son génie de législateur-père, sa piété, son amour du travail, son exactitude, son amabilité, son désir d'être agréable à son entourage y sont présentés avec éloge.

Sa mort y est pleurée unanimement sous une forme plus ou moins pompeuse.

Ces louanges ont beaucoup influé sur l'opinion des générations, qui suivirent la sienne.

Si en France, dès la première moitié du siècle passé, on jugeait Stanislas Leczinski avec une certaine sévérité pour son gouvernement de la Lorraine, il n'en était pas de même en Pologne.

Les Polonais, qui rendaient l'époque saxonne responsable du démembrement, gardaient une profonde rancune aux deux Auguste. Ils leur opposaient le roi Stanislas, incarnant, pour ainsi dire, l'idéal pour lequel les meilleurs patriotes avaient longtemps lutté en vain.

D'ailleurs on le connaissait très peu ; on le jugeait en général d'après ces panégyriques dont nous venons de parler, d'après quelques-uns de ses bons mots, que les cadets de Lunéville avaient fait connaître, et d'après ses écrits instructifs et chrétiens, où l'on

1. Voir la liste de ces ouvrages dans le livre de M. Pierre Boyé : *Stanislas Leczinski et le troisième traité de Vienne*, Cracovie, 1898. Notice bibliographique, section B. *Vies et histoires de Stanislas*, p. XVIII.

pouvait constater son grand amour pour le peuple sur lequel il n'était pas destiné à régner.

Personne ne se souvenait de sa première élection de 1704, par laquelle il était devenu roi de Pologne comme « créature » du roi de Suède, et avait été couronné d'un diadème forgé à la hâte et que l'on devait fondre de nouveau après la cérémonie.

On ne se rappelait que son élection de 1733, ce jour où, dans le désastre général, il avait su gagner l'unanimité des suffrages et obtenir une élection libre, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps.

Depuis quelques années seulement, laissant de côté l'histoire de la politique et des partis, on a commencé à se rendre compte de ce qu'était Stanislas Leczinski.

L'historiographie polonaise s'était d'abord laissée influencer par la légende; mais bientôt elle s'en écarta.

Aujourd'hui nous avons sur Stanislas deux opinions bien distinctes, qui sont sans doute toutes deux exagérées. Il s'agirait de trouver un juste milieu.

L'objet de cette thèse ne sera cependant pas, comme son titre l'indique, d'apprécier les défauts ou les qualités de Stanislas.

Il ne s'agit ici que de traiter de ses relations politiques avec la Pologne pendant son séjour à Lunéville.

On a considéré les œuvres de Stanislas comme ayant un but littéraire et philosophique; en réalité, ce n'est pas tout à fait juste. Sans doute il a beaucoup écrit, et ses œuvres lui ont valu une gloire littéraire durable; mais elles devaient servir avant tout une cause politique: aider le prince à atteindre un but immédiat et tangible.

Même en 1763, à la mort de l'adversaire qui l'avait vaincu, lorsqu'il vit pour la troisième fois une élection se préparer, il fut saisi par le désir violent de voir encore une fois la République à ses pieds.

Aujourd'hui seulement, grâce à M. Pierre Boyé, on a reconnu que Stanislas resta toujours prétendant au trône de Pologne comme il l'avait été; qu'il ne se résigna jamais, et que la nécessité seule lui fit accepter la mître ducale au lieu de la couronne des Piastes.

Aujourd'hui seulement se pose le problème très curieux, des

relations du roi Stanislas avec la Pologne pendant son séjour à Lunéville.

Ce sont ces recherches, que je veux exposer dans ma thèse, bien que je n'aie eu à ma disposition que des documents très épars et sans l'appui d'une bibliographie traitant directement le sujet.

Cette thèse, je dois l'avouer, a de grandes lacunes, qu'on ne peut combler pour le moment ; néanmoins je crois que les études que j'ai rassemblées ne sont pas dépourvues d'un certain intérêt. Peut-être plus tard, complétées par de nouvelles études, reproduisant exactement les rapports du roi Stanislas avec la Pologne dans sa période lorraine, elles jetteront une grande clarté sur la tendance générale de la politique polonaise sous les rois saxons.

J'ai appuyé ma thèse surtout sur les correspondances des ambassades, du ministère des Affaires Etrangères à Paris ; elles m'ont fourni beaucoup de détails fort intéressants pour la question dont il s'agit.

CHAPITRE PREMIER

Mort d'Auguste II. — Stanislas Leczinski candidat au trône de Pologne. — Deux partis politiques à la cour de Versailles. — Avènement d'Auguste III. — Commencement d'une nouvelle phase dans la vie de Stanislas. — Discours de Stanislas à Königsberg en 1736, *circa abdicationem sui*. — Circonstances générales dans lesquelles ce discours est prononcé. — Situation difficile du parti français en Pologne et attitude de la cour de France. — Action de l'abbé Langlois d'après les instructions de Versailles. — Le Contact se maintient entre la Pologne et Stanislas après son abdication. — Commencement de la guerre d'Orient. — Bruits de la possibilité du retour de Stanislas en Pologne. — Inquiétudes que cause à la cour de Versailles l'attitude du roi Stanislas.

Le premier février 1733 mourut Auguste II, roi de Pologne. Deux princes posèrent leur candidature à la couronne vacante : le jeune électeur de Saxe, Frédéric-Auguste, dont l'élection avait été longuement préparée par les intrigues de son père, et Stanislas Leczinski, l'ex-roi, le beau-père du monarque Très Chrétien.

La candidature de Stanislas était soutenue par Louis XV, qui désirait que sa femme fût fille de roi.

A Versailles même, la cause de Stanislas était loin de rencontrer une approbation unanime.

A la tête de ses partisans se trouvait M. de Chauvelin, garde des sceaux, secrétaire d'État, remuant, actif et ambitieux. Il voulait la guerre et était appuyé dans ses désirs par des généraux illustres, tels que Villars et Berwick, las d'une longue inaction. La question polonaise leur promettait l'occasion attendue de montrer leurs talents politiques et militaires.

Ce parti de l'action était sourdement combattu par le ministre dirigeant, le cardinal Fleury, pacifique, qui désirait l'alliance de la France et de l'Autriche. Il n'avait ni les moyens, ni la volonté de s'opposer directement aux désirs du roi et approuvait en apparence

l'intervention de la France dans les affaires polonaises ; mais il était résolu en secret à rechercher tous les moyens d'éviter, ou au moins de limiter une guerre qu'il jugeait inutile aux intérêts du Royaume. Il n'avait aucune sympathie pour Stanislas, d'autant plus que le mariage de Marie Leczinska avec Louis XV avait été le résultat d'une intrigue ourdie contre lui par le duc de Bourbon et M^{me} de Prie. Le cardinal redoutait que l'avènement de Stanislas n'augmentât, le crédit de la reine Marie en ébranlant le sien. Donc, s'il mettait en avant les droits du beau-père de Sa Majesté, ce n'était que pour satisfaire le roi, le parti militaire et l'opinion, qui se déclaraient vivement pour la reine Marie. Il n'aurait, su d'ailleurs, les abandonner aussitôt et complètement sans compromettre l'honneur de la France trop engagée dans l'affaire polonaise ; mais, en même temps, il combattait sous main la politique de Chauvelin, qui cherchait à mener à bonne fin l'affaire de Stanislas. Son opposition systématique à toute l'action du secrétaire d'état sera la cause de la chute de Stanislas.

Trois semaines à peine après son élection à Wola, Stanislas, laissé sans secours, fut obligé de quitter Varsovie et de fuir à Dantzig devant les forces croissantes de son adversaire. Dantzig était alors une forteresse de premier ordre. Stanislas, en attendant le secours qu'il espérait toujours voir arriver de France, y prépara sa défense. Mais le Cardinal ne lui pardonna pas l'argent qu'avait coûté son élection.

Les 12 vaisseaux qui, sous le commandement de M. de Luynes, avaient quitté la rade de Brest pour la Baltique, en même temps que Stanislas se dirigeait vers la Pologne, furent arrêtés à Copenhague et reçurent l'ordre de rentrer en France.

Les ambassadeurs français, le marquis de Monti en Pologne et le comte de Plélo en Danemark eurent beau représenter à la cour la situation fâcheuse où se trouvait la ville de Dantzig, menacée par les forces russes, sous les généraux Lacy et Münnich, Versailles ne répondit à leurs appels que par l'envoi de deux frégates. Cette escadrille, sans vivres et sans munitions, amena avec elle deux mille hommes. Cette armée insignifiante, forcée par le comte de Plélo de lutter contre un ennemi infiniment supérieur, périt avec son valeureux chef dans les marécages de Sommerchanz.

Vers le commencement de juillet 1734, Dantzig ouvrit ses

portes aux Russes, et cette capitulation entraîna la chute de Stanislas.

Déguisé en paysan, le roi réussit à s'évader de la ville quelques jours avant la chute de la place ; il franchit la frontière de la Prusse orientale et s'arrêta quelque temps à Königsberg.

Ses partisans les plus fidèles, comme les Tarlo, le comte d'Ossolinski, grand trésorier de la couronne, Pierre Czapski, palatin de Poméranie, Antoine Potocki, palatin de Belz, etc., avaient vainement tenté de soutenir par la Confédération de Dzikow une cause évidemment désespérée.

L'œuvre du Cardinal était terminée ; elle aboutissait aux préliminaires du Traité de Vienne, préparés par Zinzendorf et Bartenstein, d'un côté, et par La Beaune, de l'autre. Stanislas recevait, à la place de la couronne de Pologne, les duchés de Lorraine et du Barrois qui, après sa mort, reviendraient à la France.

Appuyé par la Russie et par l'Autriche, Auguste III commençait son règne de trente ans. Roi sans défauts et sans qualités, qui n'aimait pas la Pologne, qui ne savait ni le polonais, ni le latin, il faisait prévoir qu'il ne gouvernerait point par lui-même et que toute l'autorité serait entre les mains des favoris ; de son côté Stanislas abandonnait à jamais sa patrie et une nouvelle phase de sa vie commençait. Il allait y rencontrer la rancune persistante du Cardinal qui, très sceptique sur la sincérité de son renoncement, redoutait ses intrigues et le soupçonnait de n'attendre qu'une occasion favorable pour reprendre ses projets polonais.

Cette nouvelle période de la vie de Stanislas est marquée, en quelque sorte, par le discours qu'il prononça à Königsberg le 27 janvier 1736 : *Circa abdicationem sui* (1).

Dans cette déclaration publique et officielle, il renonçait à tous ses droits sur la couronne polonaise.

Après avoir exprimé les sentiments de douleur qu'il éprouvait dans « ce jour critique d'abdication », « qui peut être comparé au dernier jour de sa vie », il faisait appel aux Polonais qui lui étaient encore demeurés fidèles et leur enjoignait de se soumettre à la dure nécessité et d'accepter l'autorité du roi Auguste ; en les assurant de son amour pour eux et pour leur pays, il leur demandait de supporter courageusement le coup qui les frappait et il les

1. *Swada Polska y Lacinska, rok 1743.*

priait, pour le bonheur de leur patrie, de contribuer à étouffer le feu de la guerre civile qui désolait derechef la République.

Cette abdication de Stanislas, les événements l'avaient rendue inévitable. La guerre de la Succession de Pologne était terminée et la République, abandonnée par la France, reprenait justement le cours de sa malheureuse existence.

De tous les pays engagés dans cette crise, elle était le seul pour qui les événements eussent pris une tournure nettement défavorable.

Tandis, en effet, que l'Espagne, dans le traité final, obtenait les deux Siciles, que l'Empereur recevait Parme et Plaisance, et la France l'expectative des duchés du Barrois et de la Lorraine (1), la Pologne subissait de plus en plus le protectorat de la Russie qui, après les derniers événements, surgissait comme une puissance de premier ordre.

On comprend combien la situation était pénible pour les partisans de Stanislas, pour ceux surtout qui avaient organisé la confédération de Dzikow et, jusqu'au dernier jour, avaient continué à défendre les droits de leur candidat. L'amnistie, que sur les instances de la cour de France leur avait promise l'électeur de Saxe, ne les rassurait guère, et ils redoutaient la vengeance du souverain qu'ils avaient combattu avec acharnement (2).

La position des aristocrates surtout était fâcheuse. Car s'il était encore relativement facile à la petite noblesse d'accepter la victoire du parti saxon, parce qu'elle vivait éloignée de la cour et ne jouissait pas de ses faveurs, il n'en était pas de même pour la haute aristocratie. Elle s'attachait d'une façon moins platonique à son candidat parce que son existence même dépendait, jusqu'à un certain point, de son élection.

Des bâtons de commandement, des sceaux, des châtelainies, des starosties, toutes sortes de revenus, enfin le pouvoir même, ce pouvoir que les magnats se préparaient à exercer sous l'égide de leur roi, s'évanouissaient avec l'avènement de l'électeur de Saxe.

Il est naturel, par conséquent, que le discours de Koenigsberg,

1. Lavissee et Rambaud, *Guerre de la succession de Pologne et guerre d'Orient*, t. VII.

2. Wojciechowski B., *O powtornej elekcji Stanisława Leszczyńskiego, 1733* (*Kwartalnik historyczny rocznik II*, Lwow, 1888).

qui marquait le renoncement définitif de la France et le triomphe de la politique saxonne, ait été l'objet d'une violente protestation des partisans de Stanislas. On reprochait amèrement à la cour de Versailles sa politique à double face, sans sincérité ; à Stanislas son ingratitude et son égoïsme, et on contestait la valeur d'une abdication, qui, d'après les lois polonaises, ne pouvait être considérée comme valable qu'avec le consentement de la Diète.

Ces protestations, quelle que fût d'ailleurs la valeur juridique des arguments invoqués, trahissaient surtout la faiblesse et la défaillance du parti stanislaïste, et ne pouvaient pas modifier la situation internationale. Déjà la veille de l'abdication de Stanislas les négociations entamées entre la cour de France et M. Ozarowski, envoyé à Paris par les confédérés de Dzikow, avaient prouvé aux Polonais que la cour de Versailles, suivant la pensée du cardinal Fleury, ne ferait plus rien pour soutenir le parti de Stanislas, qu'elle se bornerait à garantir à ses amis et à ses partisans la possibilité d'un retour tranquille dans leur pays et une amnistie complète ; tout ce qu'ils pouvaient espérer, c'était d'être rétablis dans leurs domaines et dans les dignités que leur avait enlevées la dernière révolution (1).

Pour le moment la partie était perdue. Il fallait céder.

L'épuisement général accélérait la débâcle finale du parti. Cela se remarquait même dans les dispositions de Stanislas, dans sa dépression morale, qui augmentait de jour en jour et lui démontrait la nécessité absolue d'un repos au moins momentané.

Le gouvernement de la Lorraine, qui lui avait semblé d'abord un dédommagement bien médiocre, commençait maintenant à lui apparaître comme une retraite honorable et paisible. Il voulait échapper à l'obsession de la situation douteuse où il se débattait. Il était dans une de ces heures de découragement où l'on ne désire qu'oublier une aventure douloureuse.

A Versailles on se rendait parfaitement compte de la situation, et on avait décidé de profiter adroitement de cette faiblesse du roi pour l'arracher vite et à jamais à son entourage polonais.

C'est donc d'après les instructions de Versailles qu'agit l'abbé Langlois, envoyé de la cour de France en qualité de conseiller

1. Préliminaires du traité de Vienne.

près de Stanislas. Cet abbé Langlois était, paraît-il, un personnage de mœurs assez peu recommandables ; il avait été chargé auparavant par le Ministère français de missions en Russie Il avait été choisi pour représenter à Kœnigsberg la politique du Cardinal, qui l'avait chargé de surveiller la conduite de Stanislas, de le soustraire à l'influence des Polonais, et de le déterminer à quitter ce pays le plutôt possible. Nous savons par ses lettres (1) que toutes les occasions lui étaient bonnes pour représenter au roi de Pologne, qu'il devait bien se garder de conserver autour de lui des gens aussi incommodes et aussi avides que ses anciens partisans, que ce serait aller directement contre le but qu'il se proposait et que ce serait pour les Français l'occasion de mauvais propos et la cause d'innombrables intrigues qu'il fallait éviter.

L'abbé Langlois, en terminant sa relation, affirme qu'il est en parfait accord avec Stanislas, que même ce dernier a déclaré, qu'il n'emmènerait avec lui que le moins possible de ses compatriotes. Malgré ces assurances on s'aperçoit aisément qu'il n'était pas facile de dégager Stanislas des relations dans lesquelles il était engagé. Il était attaché à la Pologne par trop de liaisons, trop de souffrances et trop d'espoirs, qu'il avait partagés avec elle dès les premières années de sa jeunesse.

Voilà pourquoi l'acte d'abdication de Kœnigsberg, en dépit de son caractère officiel, ne pouvait pas du jour au lendemain créer une situation nouvelle et supprimer le passé.

On s'en aperçoit au lendemain même du départ de Stanislas de Kœnigsberg (2).

Tout d'abord il fut assailli par les plaintes de toute une foule ruinée par la dernière élection, dont les lamentations le poursuivaient, sans lui laisser une minute de repos.

Les Dantzikois (3) réclamaient de la France un dédommagement pour les pertes qu'ils avaient subies pendant les derniers troubles : ils demandaient soit une somme d'argent, soit tout au moins un traité de commerce avantageux avec la France.

1. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 225. p. 286 à Kœnigsberg le 26 mars 1736, M. l'abbé Langlois à M. de Chauvelin.

2. Le 3 mai 1736, Stanislas quitta Kœnigsberg (P. Boyé, *Stanislas et le Traité*, p. 443).

3. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 226. p. 307 à Kœnigsberg le 11 déc. 1736, M. de Tourville à M. de Chauvelin.

Les membres de l'aristocratie, comme les Tarlo, palatins de Sandomir (1) et de Lublin (2), le comte de Szembek, palatin de Siradie (3), la comtesse Czapska, palatine de Poméranie (4), le comte Sapieha, staroste de Merez (5), le comte Antoine Eperiasz (6), mendent quelques secours, la restitution de leurs biens, la protection de Sa Majesté Très Chrétienne.

En dehors de ces hauts personnages, à qui leur naissance et leur situation permettaient d'adresser leurs plaintes directement à la cour, il y avait encore une multitude de solliciteurs, dont on ne nous cite pas les noms, mais qui s'unissaient pour envoyer des pétitions à M. de Tourville, chargé par la cour de Versailles de ses affaires en Prusse. Ils priaient très humblement Sa Majesté Très Chrétienne de leur accorder la grâce de faire agir en leur faveur son ministre à la cour de Vienne ; ils rappelaient avec insistance combien il était douloureux pour eux de voir non seulement leurs terres entièrement ruinées, mais encore de perdre leurs charges, alors que leur seule faute avait été de défendre une cause juste et de suivre les inspirations de la France (7).

Si les témoignages, qui nous sont parvenus de toutes ces affaires, indiquent que les Polonais cherchaient principalement un appui à la cour de France, il n'en demeure pas moins évident que pour liquider ces affaires, menées en forme de négociation directe

1. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 226, p. 238, Jean de Tarlo, palatin de Sandomir, au cardinal de Fleury, 9 août 1736.

2. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 226, p. 236, le comte de Tarlo palatin de Lublin au cardinal le 6 août 1736 ; p. 245, le 10 août 1736 ; p. 318, le 23 déc. 1736.

3. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 226, p. 315, à Königsberg, 16 déc. 1736, M. Szembek, palatin de Siradie au cardinal de Fleury ;

4. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 226, p. 299, 4 déc. 1736, M^{me} Czapska, veuve du palatin de Poméranie au cardinal.

5. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 226, p. 268, 271, 20 septembre 1736 à Zelwa, M. Sapieha, staroste de Merez.

6. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 226, p. 324, 1736. Antoine, comte d'Eperiasz, au cardinal de Fleury.

7. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 226, p. 293, à Königsberg, le 13 déc. 1736. M. de Tourville à M. de Chauvelin.

Ce sont ces Polonais, qui demandaient protection à Stanislas lorsqu'il quitta Angersbourg. Ils voulaient rentrer tranquillement dans leur pays et payer leurs dettes. Suivant le conseil du comte d'Ossolin, le roi leur avait donné des assignations sur ses biens et avec ces assignations ils devaient s'adresser à la commission, mais là on mit en doute l'autorisation donnée ;

Page 312 : « Eminentissime ac reverendissime Domine Cardinal colendissime, Datt. Regiomonti », 14 décembre 1736. Les Polonais collectivement au cardinal

avec Versailles, on consulta toujours le roi Stanislas. Au milieu de ces réclamations polonoises, dont toutes d'ailleurs pas également fondées, le roi, malgré sa sympathie naturelle pour ses compatriotes, gardait une certaine réserve (1). Elle lui était imposée d'un côté par l'insuffisance de ses ressources personnelles, qui ne lui permettaient pas d'accueillir des demandes si nombreuses, et de l'autre par les résistances de la cour de France qui se montrait fort revêche. Le Cardinal s'appuyait d'ailleurs près des Polonais sur cette attitude de Stanislas, et M. de Tourville, d'après ses instructions, se refusait à leur demander des secours pour les suppléments qui lui arrivaient.

Stanislas, en dépit même des réclamations de ses partisans, était d'autant moins libre de se dégager complètement des affaires de Pologne qu'il possédait dans ce royaume des biens personnels, des biens qui demandaient un règlement immédiat. Le 13 juin 1735, M. Halla (2), homme fort modeste et très instruit dans les affaires étrangères, ministre du roi Stanislas à Paris, désigné par le gouvernement français, arriva à M. de Choiseul et le prévint que M. de Mesnik, maréchal de la cour du roi Stanislas, lui avait remis de la part de ce dernier un mémoire concernant la restitution de ses biens polonais « tant héréditaires que royaux » (3). Le grand de France leur appuya sa demande à Versailles et lui-même leur signifia : « Il faut passer, dans le traité de paix générale, la restitution de ses biens royaux pour donner passage à l'exécution de

1. *Archives des Affaires étrangères Polonoise*, t. 229, p. 206, de Versailles le 21 novembre 1735, à M. de Tourville.

2. *Archives des Affaires étrangères Françaises*, t. 226, p. 26, à Paris, le 13 juin 1735, au soir, M. Halla à M. de Choiseul.

3. Ce mémoire de Stanislas ne nous est pas parvenu. Nous en savons le contenu seulement par la lettre de M. Halla. Or, la distinction faite par le ministre entre les biens « héréditaires » et les biens « royaux », de Stanislas n'est pas claire : elle provoque des malentendus, car on est disposé à croire qu'il s'agit des biens personnels de ce prince et des biens nationaux de la Pologne, laissés à la disposition du roi. Ainsi il faut constater qu'il n'y a aucune assurance qu'il ait voulu restituer des biens nationaux. *Archives étrangères*. Par le mot « héréditaires » on entendait probablement dans le mémoire la cote de Pologne, qui comprenait tous les domaines à la couronne (sans les terres seigneuriales) appartenant à la couronne de France, c'est-à-dire à la couronne de France. *Archives des Affaires étrangères*, t. 226, p. 26, à Paris, le 13 juin 1735, au soir, M. Halla à M. de Choiseul. Quant aux biens « royaux » de Stanislas, qui comprennent les biens personnels de ce prince, ils sont à la disposition du roi. *Archives des Affaires étrangères*, t. 226, p. 26, à Paris, le 13 juin 1735, au soir, M. Halla à M. de Choiseul.

Saxe de conclure la vente de tous ces biens sur le pied où elle avait été entamée.

Et réellement, bientôt après, la diète de pacification en Pologne (1) s'occupa de régler ces questions en constituant une commission spéciale dans le but de faire examiner le montant des dettes contractées sur les biens appartenant à Sa Majesté Polonaise pour chercher les moyens de les acquitter et pour sauver de cette manière le reste de cette grande succession.

Cette commission avait à sa tête M. le comte de Dambski (dapifer Brestens), qui, le 10 décembre 1736, réussit en principe à terminer ces affaires (2).

Au moment de cette liquidation de ses vieux comptes avec la Pologne, Stanislas se trouve dans une période transitoire. Il est à la veille de prendre possession de ses états lorrains, et il est très préoccupé de son avenir. Quant à son passé, il semblerait que la nouveauté des circonstances, qui ont suivi son abdication, lui eût fait oublier un peu les derniers événements de Pologne. Nous le voyons en effet à Meudon parmi la société la plus brillante, assistant à des fêtes ininterrompues. Il est le héros du jour par ses dernières aventures et par le récit de son évasion de Dantzig. Tout semble être fait pour éteindre le passé dans la mémoire du roi détrôné.

Cependant le moment qui suivit le départ de Stanislas de Königsberg et qui précéda son installation à Lunéville, si absorbant qu'il fût, ne le détacha point de la question polonaise.

C'est qu'une autre raison reliait la Pologne éloignée au Meudon français. Très sérieuse, elle provenait de cette inquiétude dans laquelle toute l'Europe continuait à se trouver, de cette insuffisante accalmie qu'on sentait encore et dont pouvait à chaque

1. *Volumina Legum*, vol. VI, Konstytucje sejmu pacyfikacyjnego, p. 663 dobra Leszno i inne.

Arch. des Aff. Étr. Pologne, t. 226, p. 202. Précis de la Constitution de la diète de pacification commencée à Varsovie le 15 juin 1736 et finie le 10 juillet de la même année.

2. *Arch. des Aff. Étr. Pologne*, t. 226, p. 303, 10 décembre 1736 avec M. Du Theil du 26 janvier 1737, Mémoire quod magnificus Dambski Dapifer Brestens : et Serenissimi Regis Stanislai Commissarius. Ill^{me} et Magnificis Commissariis a S^{te} Regià M^{te} et Republicà ad Bona Leszcziczniana assignatis praesentavit.

chaque moment naître la possibilité de rétablir Stanislas sur son trône.

Les traces de cette disposition se trouvent dans les débris de la correspondance déposée aux Archives du ministère des Affaires étrangères; elles permettent de retracer quelque peu le caractère de l'époque.

Ainsi le bruit court que la guerre se prépare entre la Turquie et la Moscovie (1); il paraît que le Khan des Tartares (2) s'apprête aussi à intervenir; comme conséquence de toutes ces rumeurs, on commence à parler de la résolution de la Porte de soutenir Stanislas en Pologne.

D'ailleurs ces bruits se confirment bientôt, et un certain M. Gurowski (3), gentilhomme polonais, dans une lettre écrite au roi Stanislas, lui annonce que les Turcs et les Tartares, qui font la guerre aux Moscovites, sont disposés à l'aider, s'il veut reprendre la lutte contre le roi Auguste. On attend seulement la réponse de Stanislas pour prendre les mesures nécessaires.

De Kœnigsberg M. de Tourville (4) écrit dans le même sens à propos d'un projet d'augmentation des troupes de la République, qui seraient dirigées avec la Moscovie contre la Turquie. Il considère ce projet comme une arme à double tranchant contre le roi Auguste; il remarque que ces troupes augmentées peuvent très facilement se tourner contre l'électeur lui-même, car bien des Polonais ont encore l'espoir, si les Turcs continuent la guerre et si le succès les favorise, de revoir leur légitime roi Stanislas en Pologne, ou bien de procéder à une troisième élection en faveur de quelque autre personnage de leur nation.

Ce mouvement, qui se propage en Pologne, d'une manière particulièrement nette est indiqué par M. de Tourville dans une dépêche par laquelle il annonce l'arrivée à Kœnigsberg d'un délégué polonais nommé Spinek, capitaine des gardes du primat de

1. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 226, p. 24. Copie d'une lettre de Constantinople, le 23 avril 1736.

2. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 226, p. 41. Copie d'une lettre de M. Mirowicz écrite au roi de Pologne, du 7 du mois de mai 1736.

3. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 226, p. 44, 8 mai 1736; copie de la lettre de M. Gurowski à Sa Majesté le roi de Pologne.

4. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 227, p. 2. Kœnigsberg le 1^{er} janvier 1737, M. de Tourville à M. de Chauvelin.

Pologne, Têodor Potocki et accrédité par ce dernier. Dans cette dépêche (1) M. de Tourville donne à M. de Chauvelin le compte-rendu de son entretien avec ce Polonais, qui lui a raconté bien des choses sur les dispositions de sa patrie. Voici textuellement ce qu'il dit :

« Dans l'entretien que j'eus avec ledit capitaine, l'ayant mis sur les affaires de Pologne, il me dit après avoir regardé dans ses tablettes, où il avait noté ce qu'il avait à me dire, peut-être par ordre, que la République n'était pas aussi tranquille qu'elle paraissait l'être, que la plupart des Polonais n'attendaient pour se confédérer contre le roi Auguste, qu'une conjoncture favorable ou que les Moscovites fussent battus par les Turcs, parce que, disait-il, ce prince n'est point aimé des Polonais et qu'ils ne le considèrent actuellement que comme un usurpateur du trône de Pologne, sur lequel il ne se soutient que par la force moscovite, que même, depuis que les Turcs assemblaient une armée de 180.000 hommes du côté de Bender et Oczakow pour agir contre la Russie, le primat avait eu toutes les peines du monde à empêcher les Polonais de former une confédération, parce qu'elle entraînerait la République dans une ruine totale, si les Moscovites avaient le dessus et que c'était l'unique raison pour laquelle les Polonais temporisaient encore.

» Enfin, Monseigneur, au dire de cet officier et de tous les Polonais à qui je parle, ou avec lesquels j'ai correspondance, si la puissance des Russes, la seule à présent que les Polonais redoutent venait à être abaissée par les Turcs, il y a apparence qu'il y aurait une confédération et peut-être générale dans la Pologne en faveur encore de Sa Majesté le roi Stanislas ou d'une troisième élection. Et c'est (ce) dont, Monseigneur, je crois vous devoir avertir afin que vous y fassiez les attentions, que vous jugerez à propos. »

Avec ces renseignements sur les dispositions des Polonais par rapport à la guerre turque, les dépêches (2) de M. de Tourville ren-

1. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 227, p. 66, à Königsberg le 12 avril 1737.

2. *Archives des Affaires étrangères Pologne*, t. 227, p. 10, le 15 de janvier 1737 à Königsberg, M. de Tourville; p. 34, le 15 de février 1737 à Königsberg, M. de Tourville.

ferment aussi quelques indications sur la disposition de la cour polonaise au sujet de ces affaires orientales. Ainsi dès leur début, Auguste III, poussé par l'Autriche et par la Russie, se prononce plutôt contre les Turcs. Diverses versions circulent sur une prétendue proposition que la Czarine aurait faite aux Polonais de fortifier leurs frontières « car si les Turcs faisaient une invasion par le territoire polonais, elle transférerait le théâtre de la guerre en Pologne ». On suppose aussi que l'augmentation des troupes polonaises proposée par la cour a pour objet exclusif d'agir contre les Turcs, si l'électeur de Saxe réussit à faire rentrer la République dans une alliance avec l'Empereur et les Russes.

Toutes ces rumeurs qui circulent à tort et à travers à propos de l'impression que la guerre turque fait en Pologne, à propos de l'aversion des Polonais contre le roi Auguste considéré comme un usurpateur, malgré toutes les objections qu'on peut opposer à ces bruits, malgré les garanties de Stanislas lui-même, qui, d'après ses propres paroles, vit sans s'inquiéter des affaires (tout lui paraissant indifférent) (1), tout cela jette Versailles dans une vive perplexité.

Cette inquiétude de la cour de France est d'autant plus grande que l'on n'y croit pas à la sincérité de la résignation du beau-père de Sa Majesté.

Les Français ont constamment l'œil sur lui. Il est soumis à un contrôle très rigoureux, qui se trahit de toutes parts. Ainsi, on éloigne du roi Stanislas l'abbé Langlois, qui ne satisfait pas entièrement aux exigences de Versailles, et on justifie cette décision en disant, que cet homme est « un intrigant » et qu'il pourrait être dangereux de le laisser auprès du roi (2). D'un autre côté on fait une grande attention à ce que M. Hulin dit au sujet du caractère de Stanislas, et l'opinion de ce ministre inquiète plus d'une fois la cour de Versailles, qui tient M. Hulin pour un homme très honnête.

« J'ai bien peur, dit-il, par exemple, au sujet de Stanislas, dans une de ses dépêches adressées à M. de Chauvelin, « j'ai bien peur sur

1. *Archives des Affaires étrangères Pologne*, t. 226, p. 93, le roi de Pologne à M. de la Chetardie, Meudon, 17 juin 1736.

2. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 225, p. 264, cérémonial pour la réception du roi de Pologne à Meudon, 7 avril.

les connaissances que j'ai de son caractère, qu'il ne change pas de maxime, quelque désir qu'il ait, dit-il, de n'écouter que vous, Monseigneur, et de suivre exactement vos conseils » (1).

Ou encore une autre fois :

» Vous pouvez compter, Monseigneur, que sur les choses qui ne regardent pas l'intérêt actuel et l'avantage du roi de Pologne, il suivra toujours le parti auquel vous voudrez le déterminer » (2).

Des propos semblables se rapportaient non seulement à la personne royale de Stanislas, mais aussi ils atteignaient tous les Polonais (3), qui l'avaient suivi et sur lesquels on avait étendu la même surveillance.

Si, par exemple, Stanislas voulait remettre à un envoyé polonais, M. Ozarowski, qui se trouvait alors à Paris, un mémoire destiné, affirmait-il, à maintenir l'honneur, les lois et les prérogatives de sa nation (4), il lui fallait auparavant expliquer longuement à M. Hulin (5), qu'il ne cherchait pas à intriguer en Pologne, qu'il ne voyait aucun inconvénient à ce que le mémoire fût rédigé de telle manière que l'électeur même ne pût pas le trouver mauvais, s'il en était instruit ; il faisait remarquer que, quoiqu'il eût abandonné ses chers Polonais presque sans une parole d'adieu, il s'était cependant engagé envers eux à supplier le roi de France de ne point cesser de protéger les libertés et les prérogatives de la République ; il se flattait qu'en dehors des instructions données

1. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 226, p. 77-80, à Paris, le 10 juin 1736, M. Hulin à Monseigneur.

2. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 226, p. 253, à Meudon, le 22 août 1736, M. Hulin à Monseigneur.

3. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 226, p. 219 à Meudon, le 18 juillet 1736. M. Hulin à Monseigneur : une mention caractéristique sur le secrétaire Siruc et sur le jésuite Ubermanowicz. Le roi de Pologne dit, que ces deux derniers sont de fort honnêtes gens, d'après Hulin, « il est à souhaiter que le jugement de ce prince à leur égard soit mieux fondé, que ce que pensent de ces deux sujets beaucoup de personnes de cette cour, qui les regardent comme des gens intrigants et trop vifs pour n'en pas dire davantage ».

4. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 226, p. 78, à Paris, le 10 juin 1736 M. Hulin à Monseigneur.

5. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 226, p. 85-88, à Paris, le 12 juin 1736, M. Hulin à Monseigneur.

Dans le même sens est rédigée la dépêche de Meudon, du 18 juillet 1736, qui montre cette sensibilité du roi sur tout ce qui se passe à Vienne et touche à sa personne ou à la Pologne en général (*Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 226, p. 219).

à M. Du Theil (1) qui pouvaient tendre à conserver la liberté de la Pologne, les ministres du roi ne refuseraient pas de prendre les mesures nécessaires pour agir sur la diète en faveur de ses anciens partisans, en faisant valoir l'intérêt que le roi de Pologne continuait à lui porter.

C'est dans ces conditions, et sans abandonner cet espoir de restauration qui ne devait jamais complètement s'éteindre ni chez Stanislas ni chez ses partisans, comme ne l'ignorait pas la cour de Versailles, que le roi de Pologne, au printemps de 1737, prenait possession de ses nouveaux états (2).

1. Du Theil (de la Porte), premier commis du bureau des Affaires étrangères à Paris, plénipotentiaire à Vienne en 1736.

2. Stanislas arriva le 3 avril 1737 à Lunéville (P. Boyé, *Stanislas et le Traité*, p. 494).

CHAPITRE II

Prise de possession de la Lorraine. — Constitution de la maison de Stanislas : les Polonais peu nombreux. — Zaluski et Ossolinski. — Caractère général de l'entourage polonais de Stanislas. — Polonais de passage. — Discussions avec Versailles au sujet de pertes subies par plusieurs Polonais dans la dernière révolution. — Attitude de la cour de France devant ces réclamations. — Compensation de tous ces embarras, que trouve le roi de Pologne dans l'union persistante entre sa patrie et lui. — Facilité qu'a le roi Stanislas de maintenir ses relations avec la Pologne : parentés, correspondances, affaires particulières, école des cadets de Lunéville.

Avant l'entrée de Stanislas à Lunéville, M. Chaumont de La Galaizière, futur intendant et chancelier de la Lorraine, se rendit à Nancy, et, le 21 mars 1737, il reçut des Lorrains le serment de fidélité, d'abord au nom de Stanislas pour sa prise de possession effective, puis au nom du roi de France qui devait prendre possession du duché à la mort de Sa Majesté Polonaise. Ces formalités terminées, Stanislas lui-même arriva dans sa nouvelle résidence, pour y passer le reste de sa vie.

Son autorité dans ses nouveaux états était devenue purement honorifique par la déclaration qu'il avait faite à Meudon le 30 septembre 1736, et par laquelle il transmettait toute l'administration au gouvernement français. Ainsi déchargé de toutes les obligations d'un véritable souverain, doté d'une modeste rente de deux millions de livres, sa plus grande préoccupation fut d'embellir sa résidence et de la rendre agréable.

Il avait gardé un souvenir très vif de son séjour à Meudon, et il s'inspira de la splendeur de Versailles pour organiser sa cour.

Une certaine largesse présida à l'installation générale de sa maison (1). A la tête se trouvaient un grand maître, un grand

1. *Arch. des Aff. étrang. Lorraine*, t. 132, p. 265. État général de la maison du roi 1737 ; t. 133, maison de la reine.

aumônier, un grand maréchal ; venaient ensuite des chambellans ordinaires et pensionnaires, des gentilshommes, un conseil aulique, une chapelle, le personnel de la chambre, des chasses, de la pourvoirie, des jardins et fontaines, de la comédie, de la musique, etc.

Tout cet ensemble, un peu discordant au début, devait plus tard se fondre dans une harmonieuse majesté, et la cour de Lunéville devint une des plus brillantes et des plus galantes du xviii^e siècle.

Cette cour se composait principalement de Français, au milieu desquels disparaissaient presque quelques Polonais, assez rares.

Parmi ces derniers on remarque : le comte François Maximilien d'Ossolinski, qui sous Auguste II avait la charge de grand trésorier de la République ; le comte de Zaluski, référendaire de la couronne ; le comte de Krasinski, évêque de Lormes ; quelques prêtres, tels que Ubermanowicz et Radominski ; M. Dziuli, premier écuyer ; le secrétaire Siruc ; quelques gentilshommes comme Miaskowski, Horski, Lazowski ; enfin le vieux et fidèle baron de Meszek, qui revêtu de la dignité fastueuse de grand maréchal de la cour, jouissait de la grande confiance du roi, et était employé par lui à toutes sortes de missions intimes (1).

Condamnés à partager l'exil de leur roi, transplantés dans un milieu tout à fait étranger, ces Polonais, qui avaient été mêlés aux aventures extraordinaires de Stanislas, jouissaient de la protection spéciale de leur souverain, qui n'épargnait rien pour leur procurer une position convenable.

La faveur du roi s'attachait principalement à deux personnages : le comte Zaluski et le comte d'Ossolin, avec lesquels il convient de faire un peu plus ample connaissance.

Le comte Joseph-André Zaluski, grand aumônier de la cour (2),

1. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 226, p. 96, à Paris, le 19 juin 1736, au soir, M. Hulin à Mgr ; M. de Meszek lui remit un mémoire du roi de Pologne, concernant la restitution de ses biens en Pologne.

Arch. des Aff. étrang. Lorraine, t. 133, p. 67, le 29 de janvier 1738 à Lunéville, le roi Stanislas au cardinal ; il envoie le sieur Meszek auprès de la reine, à ce qu'il paraît, dans la question du projet de mariage entre un prince saxon et une de Mesdames ; réponse du cardinal, p. 193, le 17 mars 1738 (minute) ;

Tome 139, p. 323, à Lunéville, le 5 mars 1744, le roi au cardinal, par l'intermédiaire de sieur de Meszek

2. *Archives nationales* KK 1150 du 14 décembre, scellées patentes de la charge de Grand Aumônier du roi, accordées à M. Joseph-André comte Zaluskie Zaluski.

prévôt de Saint-Dié (1), et dont le nom s'inscrira d'une manière si glorieuse dans l'histoire de la Pologne réformée (2), était considéré alors par la plupart de ses compatriotes, comme n'ayant pas plus de suite dans les idées que de prudence. On prétendait « qu'il avait dans sa tête une bibliothèque aussi mal rangée que ses affaires domestiques (3). » Il ne resta que quelques années à la cour de Lunéville.

Déjà en 1742 il s'était retiré en Pologne, où il devint évêque de Kiovie. Travailleur infatigable, il passa toute sa vie à ramasser des livres, à écrire, à faire les traductions en polonais de Diderot, de Boileau, de Rousseau. Par suite de son zèle religieux qui le fit s'opposer à la Czarine, qui voulait, en 1764, obliger les Polonais à favoriser les dissidents, il fut arrêté et déporté à Kaluga où il resta six ans.

Il mourut très peu de temps après la fin de son exil.

La France avait indemnisé Zaluski par l'abbaye de Fontenay-en-Bourg (1735) (4), des pertes qu'il avait subies en Pologne à cause de son dévouement envers Stanislas.

Un peu plus tard, le roi de Pologne, ayant obtenu de Rome un indult pour nommer au commandement des bénéfices réguliers de la Lorraine et du Barrois, l'avait nommé abbé de Villers-Bettnac (5). Cependant Zaluski, qui prétendait avoir perdu beaucoup plus en Pologne que ce qu'on lui avait donné en dédommagement, ne cessa de se plaindre et d'exprimer son mécontentement pendant tout son séjour à Lunéville.

1. Pierre Boyé, *Stanislas et le Traité*, p. 172.

2. Piotr Chmielowski, *Historia Literatury*, t. II.

Alexander Brückner, *Dzieje Literatury Polskiej w zarysie*, t. 1, wyd¹¹., p. 412. Pipin und Spasowicz, *Geschichte der slavischen literatur*.

3. *Arch. des Aff. étr. Pologne*, t. 246, p. 283, à Versailles, 29 août 1755. Anecdotes du clergé séculier et régulier en Pologne.

4. Il est probable qu'il s'agit de l'abbaye qui se trouvait près de Bourg-la-Reine, dans la localité actuellement dénommée Fontenay-aux-Roses.

5. Cet indult fut accordé au roi de Pologne en 1740, *Arch. nat.*, KK 1151 du 19 novembre 1742, patentes adressées au bailliage de Bar pour l'enregistrement de l'indult, qui accorde au roi la disposition des bénéfices consistoriaux.

Déjà, le 24 août 1737, M. de La Galaizière écrivait à M. Amelot sur la destination des deux bénéfices vacants de Villers-Bettnac et de Freistroff, dont le premier était désigné pour M. Zaluski, et le second pour M. Krasinski, grand aumônier de la reine (*Arch. des Aff. étr. Lorraine*, t. 131, p. 203). On estimait les revenus de Villers-Bettnac à 15.000 livres de Lorraine, de Freistroff à 8-9000 livres de Lorraine (*Arch. des Aff. étr. Lorraine*, t. 133, p. 439, Lunéville, le 30 juin 1738, M. de La Galaizière à M. Amelot).

Il n'omit aucune occasion de parler de ses malheurs, de manifester son amertume, de se lamenter sur sa mauvaise étoile. Il dépeignit avec désespoir sa situation sans biens, sans honneurs, sans crédit; il demanda secours et protection à la France, afin qu'elle intercédât auprès de la cour de Dresde pour obtenir qu'on le récompensât des dix ans de service, qu'il avait passés près du feu roi Auguste sans indemnité ni émolument (1).

A vrai dire, l'affaire des deux abbayes avançait très lentement, se heurtant à chaque pas à une foule de difficultés. Le comte Zaluski attendit deux ans et demie la bulle nécessaire pour profiter des revenus de l'abbaye de Fontenay, qui lui était adjugée. Quant à l'abbaye cistercienne de Villers-Bettnac, il ne la reçut qu'en 1741, si bien que sa situation financière demeura fort précaire.

Ainsi il demanda au cardinal Fleury, qu'il voulut bien presser l'affaire de l'indult, afin de lui permettre d'entrer en possession de Villers-Bettnac et qu'il fît intervenir activement à cet effet M. de Saint-Aignan, ambassadeur français à Rome. Si ce moyen ne réussissait pas, Zaluski proposait même au cardinal de ne pas le nommer à l'abbaye de Villers-Bettnac, qui devait lui rapporter 25.000 livres de revenu par an, et de lui donner incessamment quelque petite abbaye ou même prieuré au choix de son Éminence.

Le roi Stanislas s'intéressa vivement aux embarras pécuniaires de son grand aumônier et appuya sa cause aussi chaleureusement qu'il lui fut possible. Ainsi, non seulement, il fait tout pour lui procurer l'abbaye de Villers-Bettnac, ce qui ne fut pas facile (2),

1. *Arch. des Aff. étr. Lorraine*, 1737, t. 130, p. 473, à Lunéville, le 8 juin 1737. Le comte de Zaluski au cardinal;

Tome 131, p. 27. Paris, 5 novembre 1737, le comte Zaluski au cardinal en le félicitant de l'avancement de son neveu à la charge de gouverneur de la Lorraine;

Tome 133, p. 288, le 27 avril 1738, à Lunéville, M. Zaluski au cardinal à l'occasion de son retour à la santé;

Tome 133, p. 367. Lunéville, le 17 mai 1738, M. Zaluski à M. Amelot.

2. *Arch. des Aff. étr. Lorraine*, t. 133, p. 459, à Lunéville, 1738, M. de La Galaizière à M. Amelot: l'opinion de l'abbé de Canillac, qui croit les abbayes vacantes ne pouvoir jamais tomber à la nomination du roi de Pologne; les démarches de Stanislas; t. 136, p. 98, à Lunéville, le 26 février 1739, M. de La Galaizière au cardinal: Stanislas est content d'espérer qu'en cas où l'affaire de l'Indult échouerait, le comte Z..., recevrait en France une abbaye plus considérable que celle qu'il possédait; t. 138, p. 92, à Marly, le 18 février 1740 à M. de La Galaizière M. Amelot: peu d'espérance que M. l'abbé Zaluski ni M. l'abbé Krasinski puissent obtenir les deux abbayes; t. 138, p. 105, à Lunéville, le 17 mars 1740 M. de La Galaizière à M. Amelot: l'empressement du roi à faire usage de l'indult obtenu.

mais, ayant appris pendant ces démarches que l'abbaye de Cercamps était devenue vacante après la mort du primat de Pologne, Potocki, il fit recommander par M. de La Galaizière à la cour de Versailles le comte Zaluski pour cette donation en échange de celle de Fontenay, qu'il possédait déjà en France. Tout cela dans le cas où Zaluski ne réussirait pas à se faire nommer vice-chancelier de Pologne (1).

En même temps il le protégeait près de M. de Mirepoix, ambassadeur français à Vienne, afin qu'il l'appuyât auprès du ministre du roi Auguste (2). Son intervention ne sembla pas d'ailleurs très utile et Zaluski, après une attente stérile, se plaignit que toutes ces démarches, restées sans résultat, lui eussent fait plus de mal que de bien. Il espéra trouver une compensation à Nancy même et Stanislas le proposa pour la primatie de Nancy. Mais, malgré l'appui que le roi lui accorda, le cardinal Fleury écarta sa candidature et Zaluski exaspéré quitta pour toujours Lunéville pour regagner la Pologne.

Le seul de ces aristocrates, destiné à rester jusqu'à sa mort près du roi Stanislas, et le seul, paraît-il, qui ne se plaignit pas des pertes subies dans la dernière révolution, fut François-Maximilien, comte d'Ossolinski, autrefois grand trésorier de la Couronne. Sa parenté avec la famille Leczinski, par sa femme Catherine-Dorothée Jablonowska (3) fut sans doute pour quelque chose dans son attachement au roi ; mais sa fidélité avait, à ce qu'on affirmait, des raisons plus sérieuses encore. La moins forte n'était pas, dit-on, la peur qu'il ressentait d'être interrogé et forcé de rendre des comptes sur la manière dont il avait rempli ses fonctions de trésorier en Pologne.

Quoi qu'il en soit, ces mauvais propos ne diminuaient pas la cordialité des sentiments du roi Stanislas à son égard.

Tout au contraire, guidé par le désir de s'attacher pour toujours

1. *Arch. des Aff. étr. Lorraine*, t. 134, p. 319, à Lunéville, le 4 décembre 1738, M. de La Galaizière à M. Amelot ; cette abbaye de Cercamps fut donnée au primat T. Potocki comme dédommagement après la dernière révolution polonaise.

2. *Arch. des Aff. étr. Pologne*, t. 234, p. 188, à Varsovie, le 23 septembre 1730 l'abbé Zaluski, grand référendaire de la couronne à M. de Puyzieulx, *mémoire et lettre*.

3. Catherine-Dorothée Jablonowska, fille du Palatin de Russie, frère de madame royale (Pierre Boyé, *Stanislas et le Traité*, p. 469).

le grand trésorier, et sentant sur sa personne et sur tous ceux qui l'avaient suivi, le regard de la Pologne entière, Stanislas fit tout pour récompenser le comte de son attachement. A peine arrivé à Meudon, il s'occupa de lui procurer un titre princier et l'ordre du Saint-Esprit; il justifia ses démarches auprès de la cour de France par la circonstance, que le comte d'Ossolin était le seul seigneur polonais, qui fût attaché à sa personne et à son sort (1).

Quand le cardinal Fleury annonce à Stanislas, que sa demande avait été accueillie, le roi ravi de son succès, prépara au seigneur d'Ossolin une brillante réception pour son arrivée à Meudon (2).

Ce ne fut que le commencement des largesses du roi, et par la suite il tâcha encore de mille façons de favoriser les intérêts de son parent.

D'abord il essaya de lui assurer par un legs une pension de quarante mille livres en monnaie de France, en plus des autres pensions, dont il pourrait jouir; la duchesse d'Ossolin, si elle survivait à son mari, conserverait une pension de vingt-quatre mille livres (3).

Ensuite il remet au duc successivement :

Les patentes de grand maître de sa maison (4) ;

Les patentes pour lui et sa femme de donation du château, parc, etc., d'Einvill, afin d'en jouir sa vie durant après le décès de Sa Majesté, de même que des domaines dépendant de Lunéville et dudit Einvill, moyennant 200.000 livres au cours de France (5) ;

Les patentes de concession de justice sur le château et le parc d'Einvill (6) ;

Ascensement à son profit de plusieurs bâtiments, terres et prés etc., dépendant de la Malgrange (7); de même que le titre de

1. *Arch. des Aff. étr. Pologne*, t. 226, p. 219, à Meudon le 18 juillet 1726, M. Hulin à Mgr. de Chauvelin; t. 226, p. 222, à Meudon, le 21 juillet 1736, réponse à M. Hulin.

2. *Arch. des Aff. étr. Pologne*, t. 226, p. 234, à Meudon, le 6 août 1736, Mr. de Hulin à Mgr. de Chauvelin : prière que le roi veuille bien déclarer le comte d'Ossolin duc, dès que Sa Majesté sera informée que ce comte, qui doit arriver dans quelques jours, sera là.

3. *Arch. des Aff. étr. Lorraine*, t. 130, p. 36, 9 janvier 1737 (minute).

4. *Arch. Nationales KK 1150* du 16 septembre 1737.

5. *Arch. Nationales KK 1150* du 25 septembre 1739: *Arch. des Aff. étr.*, t. 137, p. 110, à Lunéville, le 25 septembre 1739;

6. *Arch. Nationales KK 1150* du 21 mars 1740;

7. *Arch. Nationales KK 1151* du 19 février 1742.

gouverneur du château de Lunéville (1) et de ses dépendances, et celui de capitaine de ses chasses dans l'étendue des plaisirs, qui avaient été marqués anciennement aux environs de cette résidence.

Sans citer d'autres arrangements en sa faveur, comme une rente annuelle de 10.000 livres sur le fermier général (2) ; ascensement d'un terrain situé au ban de Lunéville (3) ; ascensement de la Garenne proche de Nancy, etc. (4).

En plus de toutes ces faveurs matérielles accordées au Duc par le roi, Stanislas lui avait confié le rôle important d'être son représentant. Il le chargea de diverses missions : à Francfort, pour assister de sa part à la cérémonie du sacre impérial (5) ; à Metz, pour complimenter, en 1744, le roi de France (6) ; à Versailles, quand il s'agit de féliciter Louis du mariage du Dauphin (7) ou de la naissance du duc de Bourgogne (8).

A vrai dire, le duc d'Ossolin était un courtisan fort habile et il conduisait fort adroitement sa fortune. Ingénieux, rusé, intéressé, il profita avec une habileté extrême de la situation, et cela d'autant plus facilement que par son fils, qui avait l'un des premiers reconnu l'électeur de Saxe, il n'avait rien à craindre au sujet des biens qu'il conservait en Pologne. Cette politique trop habile explique faci-

1. Arch. Nationales KK 1130 du 7 mars 1740 Brevet de gouverneur ; KK 1151, 18 juin 1743. patentes de gouverneur ;

Le roi Stanislas demande longtemps la charge de gouverneur de M. le Duc, tout d'abord par la lettre de M. de La Galaizière à M. Amelot (*Arch. des Aff. étr. Lorraine*, à Lunéville le 16 février 1743, t. 140, p. 285) ; et comme ce dernier ne veut pas parler de cela au roi, prévoyant des difficultés, car il n'y a de capitainerie, que dans la résidence d'un souverain, partout ailleurs il y a des lois formelles qui les suppriment (*Arch. des Aff. étr. Lorraine*, t. 140) p. 291, à Versailles, le 3 mars, à M. de La Galaizière) encore une fois Stanislas renouvelle ses prières (*Arch. des Aff. étr. Lorraine*, t. 140, p. 320, mars 1743).

2. Arch. Nationales KK 1151, du 31 octobre 1743 ;

3. Arch. Nationales KK 1151, du 21 août 1745 ;

4. Arch. Nationales KK 1151, du 17 janvier 1746 ;

5. *Arch. des Aff. étr. Lorraine*, t. 28, *sup.*, p. 403, à Francfort, le 10 novembre 1741. M. de Belle-Isle au roi Stanislas ; p. 406 ; 21 janvier 1742, le roi au maréchal de Belle-Isle.

6. *Arch. des Aff. étr. Lorraine*, t. 28, *sup.*, p. 442, 27 de juillet 1744, le roi au maréchal de Belle-Isle ;

7. *Arch. des Aff. étr. Lorraine*, t. 141, p. 104, à Lunéville, le 13 février 1745, M. de Lucé à M. Du Theil ;

8. *Arch. des Aff. étr. Lorraine*, t. 142, p. 393, à Lunéville, le 15 de septembre 1751, le roi Stanislas au roi ;

lement qu'il ne possédât pas la sympathie de l'entourage polonais de Stanislas, et il montra dans cette société à peine organisée un esprit de querelle et de jalousie.

A Versailles même on en savait quelque chose.

On y jugeait sans bienveillance son caractère ; on disait que ses discours étaient sages et mesurés, qu'il feignait de servir, dans l'affaire de la Pologne, les intérêts de la France ; mais la sincérité de son attitude paraissait quelque peu suspecte.

Les Polonais de qualité, qui étaient à Meudon, et qui ne l'aimaient pas, rappelaient qu'il flattait extrêmement le feu roi Auguste et qu'il affectait maintenant la même conduite en retournant ses paroles de Kœnigsberg (1).

Il trouva un accusateur très sévère dans M. de Tourville, qui l'accusait d'avoir causé la ruine des Polonais abandonnés par Stanislas à Kœnigsberg. Sa femme, disait M. de Tourville, n'était ni moins avare ni moins ambitieuse (2). A peine arrivés à Kœnigsberg ils avaient cherché par tous les moyens à s'emparer de l'esprit du roi ; et ils y avaient si bien réussi, qu'ils avaient pris sur lui un empire absolu. Ils en profitèrent, pour tirer de lui soit en présents, soit en argent comptant, plus de 300.000 livres, sans compter ce qu'ils avaient reçu de M. le marquis de Monty du temps de l'élection, ce dont ils n'auraient su l'un et l'autre disconvenir.

M. de Tourville reprochait encore au Duc sa machination comme trésorier ; les intrigues dont lui même aurait été l'objet, ses menaces contre l'abbé Langlois, à qui il voulait ôter la direction des finances ; il dénonçait sa fausseté, son ingratitude (3) et ses manœuvres avec son fils, partisan d'Auguste. Il insistait enfin sur son avidité, qui lui avait procuré la terre d'Angersbourg (4), qui avait coûté à la France 70.000 livres d'argent, et des cadeaux, et encore de meilleures promesses pour l'avenir (5).

1. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 226, p. 255, à Meudon, le 22 août 1736, M. Hulin à Mgr de Chauvelin.

2. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 226, p. 278, à Kœnigsberg, le 30 octobre 1736, M. de Tourville à Mgr de Chauvelin.

3. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 227, p. 6, le 8 de janvier 1737.

4. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 226, p. 297, le 27 novembre 1736.

5. Par exemple, de Tourville annonce que Stanislas, par la vente qu'il conclut avec le comte de Sulkowski pour un million d'écus, a l'intention de payer

Les accusations de M. de Tourville trahissaient une véritable haine pour le duc d'Ossolin et une large rancune ; elles sont ainsi de nature à nous mettre en garde contre ses accusateurs. Malheureusement elles concordent avec les sentiments qu'éprouvaient pour le duc presque tous les seigneurs polonais de la cour de Lorraine.

On comprend d'ailleurs l'aversion qu'il inspirait quand on le voit agir (2).

Quand la cour de France, par exemple, lui demanda si, à l'occasion de l'affaire du roi Stanislas en Pologne, des seigneurs et des gentilshommes ont été privés de leurs revenus ou dépossédés de leurs terres, il abandonna ses compatriotes avec une désinvolture quelque peu déconcertante.

Il est vrai qu'il recommanda, à son Éminence, sans insister, le comte Antoine d'Eperiasz, une des victimes de la dernière révolution, que l'on pourrait protéger quelque peu à la cour de Saxe ; mais en même temps il ajouta, qu'à son avis, ce comte devrait rabattre de sa hautaine façon de penser et faire comme beaucoup d'autres qui avaient encore plus souffert que lui, c'est-à-dire, rentrer en Pologne en acceptant avec reconnaissance la médiocre gratification de 6.000 livres que lui offrait la France.

Si l'abbé Zaluski déplorait la perte de deux prélatures en Pologne, le Duc faisait observer que le grand aumônier ne pouvait guère avoir perdu ce qu'il n'avait jamais possédé. Il expliquait longuement les détails de l'affaire, et ce n'est qu'en terminant qu'il ajoutait qu'après tout il n'était pas impossible que si Zaluski avait épousé les intérêts de l'électeur de Saxe, il eût peut-être pu arriver à obtenir ce qu'il désirait.

D'après lui nul seigneur, nul gentilhomme de Pologne n'avait été dépossédé de ses biens pour avoir suivi le parti français ; il était

ses dettes et de donner le reste de cette somme en cadeau à M. d'Ossolin. A ce qu'il paraît, cela était convenu avant que ce prince quittât la Pologne pour la France (*Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 226, p. 293, Königsberg, le 20 novembre 1736, M. de Tourville à Mgr de Chauvelin) ; le roi Stanislas donne à cela un démenti complet (*Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 227, p. 27, à Meudon, le 13 février 1737, M. Hulin à Mgr de Chauvelin).

2. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 227, p. 86, à Lunéville, le 1^{er} juin 1737. Copie d'une lettre de M. le duc d'Ossolin à M. Hulin, ses réponses sur les questions posées par le gouvernement.

vrai que leurs revenus avaient été diminués durant la guerre par les ravages qu'elle avait entraînés ; mais c'était un mal inévitable et qui avait aussi bien frappé les partisans de l'électeur de Saxe que ceux du roi. La meilleure preuve, c'était que lui-même ne se plaignait pas, bien qu'il fût de ceux qui avaient le plus ouvertement et avec le moins de ménagement soutenu les intérêts de sa patrie et ceux de Sa Majesté, qu'il considérait comme son roi légitimement élu et à qui il avait promis fidélité et obéissance.

Combien le témoignage du comte Antoine d'Eperiasz (1), daté de la même époque, est différent de celui du duc d'Ossolin !

Le comte d'Eperiasz, intéressé lui-même dans la lutte de l'électeur de Saxe et de Stanislas, après avoir exposé ses propres plaintes, se met à citer comme preuves les malheurs, qui sont arrivés aux autres.

Il cite la maison de Sapieha, à qui d'après les lois du royaume on avait promis sous le dernier règne la restitution de ses biens, mais qui ne les a jamais recouvrés.

Le palatin de Lublin, maréchal de la Confédération de Dzikow, homme illustre dans la République, distingué par sa valeur et ses pertes immenses, qui avait obtenu les survivances des starosties de sa femme, a été obligé de déposer entre les mains des ministres l'engagement écrit de remettre cette survivance au roi, quand il lui plaira de la lui redemander.

Le comte Krasinski, après la perte de son régiment, avait été indemnisé par un autre régiment ; le prince Wisniowiecki, général de Lithuanie, ne lui permet point d'en prendre le commandement.

Le comte d'Eperiasz énumère ensuite M. de Solohub, trésorier de Lithuanie, M. Putkauer, M. Domoslawski, dépouillés de leurs commandements dans leurs régiments à cause de la fidélité qu'ils avaient conservée à Stanislas ; MM. Strutynski, Sosnowski, Paszkowski, Horodenski, Horain, privés de leurs charges de colonels, qui leur rapportaient plusieurs milles livres de rente, de sorte qu'ils n'ont plus de quoi subsister et ont été obligés de chercher asile en Prusse. Et quelques-uns d'entre eux, pour sauver

1. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 227, p. 106, à Paris, le 22 juin 1737, le comte d'Eperiasz,

leurs vies, ont même été réduits à demander pardon à genoux à la diète pour avoir suivi le roi Stanislas.

Il est évidemment difficile de se prononcer sur chacun des cas signalés et de savoir exactement au milieu de ces affirmations contradictoires du Duc et d'Eperiasz, celles qui sont le plus conformes à la vérité. Mais l'attitude d'Ossolinski, qui n'avait évidemment d'autre désir que de se concilier la faveur de la cour de France, explique aisément la sévérité avec laquelle le jugent ses compatriotes. Peut-être aussi cette conduite contribua-t-elle à lui gagner les sympathies du roi, qui n'était pas fâché d'avoir ainsi une excuse pour ses défaillances.

Le seigneur d'Ossolinski et pendant quelque temps le comte Zaluski restent les deux personnages les plus en vue de l'entourage polonais de Stanislas.

Cet entourage n'est pas très brillant. Il subsiste seulement comme un témoignage vivant du passé, en donnant à Stanislas le plaisir de remuer ses souvenirs et de conserver une sorte de lien avec son ancien royaume.

Voici un incident qui fera connaître ces derniers Polonais restés à Lunéville.

En 1739, des lettres écrites en latin et en français avaient été adressées au prince de Lichtenstein.

Ces lettres n'étaient pas respectueuses pour l'Empereur et on en recherchait l'auteur.

Des soupçons étant tombés sur la cour polonaise de Stanislas, l'enquête entreprise dans le but de vérifier ces bruits amena une curieuse constatation : si même on avait pu découvrir à Lunéville un Polonais assez savant pour écrire une lettre en latin (chose invraisemblable, car il ne s'en trouvait pas un qui fût capable d'écrire en cette langue), toujours est-il qu'aucun n'était en état d'écrire en français (1).

Si cet épisode permet de conclure que l'entourage polonais permanent de Stanislas n'était pas des plus remarquables, la question change un peu dès qu'il s'agit des hôtes de passage.

Il arrivait souvent à Nancy des Polonais beaucoup plus dis-

1. *Arch. des Aff. étrang. Lorraine*, t. 137, p. 133, à Lunéville, le 31 octobre 1739. M. de La Galaizière à M. Amelot.

tingués; mais ils étaient pour le roi Stanislas l'occasion d'embarras toujours renouvelés.

Au début, on voyait arriver à Lunéville des solliciteurs qui venaient réclamer des dédommagements de leurs pertes pendant la dernière révolution. Ils avaient commencé à revendiquer leurs droits avant que le roi Stanislas se trouvât à Lunéville; ils continuent à soutenir leurs revendications, qu'ils développent indéfiniment.

Par exemple, en 1751, le comte Potocki (1), grand général de la Couronne, chargera encore un de ses parents, au service du roi Très Chrétien, de solliciter pour lui le remboursement de la somme de 40.000 ducats, qu'il réclamait à la cour de France.

En 1752, le comte de Szembek (2), palatin de Siradie, cherche à obtenir les faveurs de Versailles, en récompense des services rendus par lui au roi Stanislas; et le comte de Broglie (3) recommande un certain M. Zabiello pour la croix de Saint-Lazare, en dédommagement des services qu'il a rendus et de l'attachement qu'il a voué au roi Stanislas.

Encore en 1755, le palatin de Russie (4) affirme, sans fondement, si nous en croyons le comte de Broglie, qu'il a dépensé quelques millions pour l'élection du roi Stanislas.

Cependant la cour de France met bientôt un terme à ces réclamations et clôt la liste de ces prétendus créanciers, ce qui rend quelquefois la situation de Stanislas très difficile; car toutes ces sollicitations passent par lui et il se croit obligé de les appuyer, bien qu'il redoute des conflits avec Versailles.

L'histoire du jeune Tarlo, palatin de Lublin, ex-maréchal de la Confédération de Dzikow, nous permet de saisir sur le vif cette situation embarrassante.

Ses requêtes provoquent une curieuse correspondance entre Versailles et Lunéville.

1. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 235, p. 40, à Varsovie, le 27 février 1751. M. de Castera à M. de Puyzieulx.

2. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 237, p. 86, à Varsovie, le 11 mars 1752. M. de Castera à M. de Saint-Contest.

3. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 238, p. 85, du 10 octobre 1752, joint à la lettre du comte de Broglie *pro memoria* touchant la maison, personne et mérites de M. Zabiello, maréchal du territoire de Kowno.

4. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 243, p. 163, à M. le comte de Broglie, le 12 septembre 1753, notes.

Il arrive à la cour de Stanislas le 11 avril 1738 avec la ferme résolution d'aller à Paris pour représenter au Cardinal la cruelle position où il se trouve.

Stanislas (1), instruit par l'expérience, écrit avec un embarras assez marqué au cardinal Fleury, et le prévient de la visite du palatin. Il lui persuade qu'il a fait tout ce qu'il a pu pour détourner Tarlo de venir chez lui ; il le recommande très timidement en disant au Cardinal que, dans l'avenir, le jeune palatin, par sa naissance et son mérite personnel, est capable de rendre service à la France, si jamais le roi a besoin en Pologne d'un homme de distinction qui lui soit attaché.

Cependant cette lettre de Stanislas a simplement pour but de sonder le terrain et de savoir comment le palatin sera accueilli à Paris.

« Oserais-je vous demander, dit-il au Cardinal, de quelle manière vous pensez sur son sujet », « j'ai appris que le cordon bleu lui tient fort à cœur, mais je ne rentre point dans tous ces détails avant de savoir vos sentiments, selon lesquels je tâcherai de régler ceux de ce jeune seigneur. »

La réponse authentique du Cardinal ne nous est pas parvenue ; mais nous avons une seconde lettre de Stanislas (2), datée d'un mois plus tard ; elle nous fait entendre clairement que cette réponse n'était pas bienveillante.

Aussi le roi de Pologne se trouve dans une très grande perplexité ; il ne peut pas éviter au Cardinal la visite du palatin, parce que la résolution de celui-ci d'aller à Paris reste « inexorable ». Tarlo ne pourrait sans discrédit retourner en Pologne, où tout le monde est au courant de son voyage, s'il n'avait d'abord l'honneur de se jeter aux pieds du roi et de l'assurer de son inviolable attachement.

Cette seconde lettre de Stanislas démontre que réellement l'affaire du jeune Tarlo lui tient au cœur ; le ton de sa protection s'accentue.

Il comprend la situation difficile de Tarlo. Il souffre de ne pas

1. *Arch. des Aff. étrang. Lorraine*, t. 133, p. 252, à Lunéville, le 11 avril 1738, le roi Stanislas au cardinal

2. *Arch. des Aff. étrang. Lorraine*, t. 133, p. 354, à Lunéville, le 11 mai 1738, le roi Stanislas au cardinal.

le voir satisfait. Il craint que la visite que ce palatin veut faire à la cour de France ne lui fasse du tort.

Stanislas, qui se proposait vers cette époque de faire son voyage annuel à Versailles, le remet à plus tard pour éviter d'avoir à sa suite ce seigneur, qui ne recevrait pas l'accueil dont il s'était flatté, et pour ne pas paraître un solliciteur importun et impuissant.

Cependant il n'hésite pas à dire dans sa lettre au Cardinal que tout en s'épargnant d'être témoin d'une réception désagréable pour Tarlo, il n'en ressentira pas moins vivement le contre-coup.

Le palatin de Lublin ne peut lui être indifférent, tant à cause du grand rôle qu'il a joué, que de sa parenté.

Un autre souci préoccupe Stanislas. Il se demande avec effroi comment, à la cour de Saxe et en Pologne, on va commenter les tentatives de Tarlo en France ; car Sa Majesté ne voudrait pas renoncer au bon renom qu'il a eu le bonheur d'acquérir dans son pays.

C'est pourquoi, tout en s'en rapportant à la bonté du Cardinalet à la grandeur du roi de France, il intercède en faveur du palatin, en donnant sa parole d'honneur que c'est le dernier Polonais dont on entendra parler, et que c'est une créature que la France aura en Pologne. Il répond autant de sa fidélité que de sa capacité.

Toute cette correspondance n'a aucun résultat ; une année après le comte de Tarlo est encore à Paris, endetté, espérant toujours la protection du roi et de son premier ministre. Alors Stanislas (1) écrit de nouveau au cardinal Fleury, hanté par la pensée de la confusion qui l'attend, si véritablement ce palatin à cause de ses dettes ne peut quitter la France. Il songe à tout ce qu'il va souffrir de voir un parent et un seigneur de sa nation dans pareille détresse ; il n'est pas en état de le secourir lui-même, contraint qu'il est à la stricte économie pour soutenir convenablement son train de maison.

Après ce dernier appel adressé à Versailles avec l'appui de la reine Catherine (2), le silence se fait.

1. *Arch. des Affr. étr. Lorraine*, t. 136, p. 254, Malgrange, le 19 mai 1739 ;

2. Tome 136, p. 298, à Lunéville, le 18 mai 1739. Cath. Opalinska au cardinal. Adam de Tarlo, palatin de Lublin, resta à Paris jusqu'à 1741 sans rien obtenir. Le Cardinal faisait la sourde oreille à toutes ses représentations (Skibinski, *Europa a Polska*, t. I, p. 184). Nous rencontrons encore plus tard la

La cour de France, ne pouvant et ne voulant point écouter ces plaintes et ces réclamations polonaises, persiste dans son inflexibilité et prononce un refus définitif. La conséquence en est un grand mécontentement et un désenchantement général, qui fait oublier la reconnaissance pour les faveurs obtenues auparavant.

L'avenir montrera le résultat de cette politique ; car très peu de membres du groupe stanislaïste, même parmi les récompensés, seront exempts d'une certaine amertume envers la France.

Ce mécontentement provient dans une certaine mesure du système adopté par Versailles dans la distribution des dédommagements en Pologne.

Ce système consistait en pensions régulières et viagères dont jouirent pendant des années une foule d'inutiles. Les uns, malgré leurs bonnes intentions, ne faisaient rien pour maintenir le contact entre la République polonaise et le royaume de France ; les autres, une fois rassurés du côté de la France, se vendaient à la Russie, à l'exemple de M. Rudzinski (1), castellan de Czersk, pour en tirer encore quelque chose à leur profit. Ces pensions allaient encore à d'autres gens qui, eussent-ils eu la meilleure volonté, étaient hors d'état d'agir. Mal vus par leur gouvernement, ces

famille de Tarlo avec ses demandes de dédommagement. Des plaintes du palatin de Sandomir sont alors déposées par le général Lœvendall et l'abbé Konarski, le 22 décembre 1745 (z Opola au roi. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 229, p. 431). Puis le même palatin renouvelle sa demande de remboursement de 35.000 ducats dépensés pendant la révolution, ceci avec l'appui de la reine de France et du roi de Pologne (*Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 230, p. 43, à Varsovie, le 21 mars 1747, le comte de Tarlo palatin de Sandomir à M. de Puyzieulx ; t. 231, p. 164, M. le marquis Des Issarts à Varsovie, le 31 juillet 1748, à M. de Puyzieulx ; t. 231, p. 219, le comte de Tarlo, palatin de Sandomir, à Mgr. de Puyzieulx, le 20 août 1748). Il souhaiterait aussi d'être honoré de la dignité de chevalier de l'ordre de Sa Majesté (*Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 230, p. 50, 23 mars 1747, le comte de Tarlo, palatin de Sandomir, à Sa Majesté Très Chrétienne) ; il est recommandé à la cour de France par M. le maréchal Bielinski (*Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 230, p. 37, 12 avril 1747 à Paris). Ne se contentant point du sentiment d'amitié et de l'assurance du plaisir que Sa Majesté se ferait de lui procurer par sa protection les places pouvant lui convenir dans l'armée et dans le Sénat de la République, il obtient en 1749 une pension de 40.000 livres (*Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 232, p. 147, à Versailles, le 21 avril 1749, au sieur de Castera) ; bientôt après il meurt du 4 au 5 janvier 1750 ; sa femme, parente des Leczinski, demande la protection de la France (*Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 233, p. 24, la veuve du comte de Tarlo, palatin de Sandomir, à M. de Puyzieulx, à Opole, le 18 janvier 1750).

1. On a été même obligé à cause de cela de suspendre la pension de M. Rudzinski, pour un certain temps (*Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 237, p. 88, à Versailles, le 11 mars 1752, M. de Saint-Contest à M. le duc d'Ossolin.)

derniers, méprisés et isolés, agissaient contre leurs sentiments, rien que pour montrer qu'ils ne dépendaient pas de la France (1).

Mais, si les circonstances postérieures devaient forcer Versailles à créer un nouveau parti en Pologne, pour le moment, la pensée politique en détournant de cette République l'attention du gouvernement français, ne se souciait que d'étouffer à jamais les réclamations, qui commençaient à s'apaiser. Rien de plus caractéristique que la réserve dont la cour de France s'entoure désormais à ce sujet.

Ainsi, par exemple, le comte de Saint-Séverin (2), envoyé comme ambassadeur en Pologne en 1744, reçoit en même temps que ses instructions sur les affaires de ce pays, un mémoire spécial, avec des indications particulières sur les ennuis probables que lui causeront les Polonais en l'obligeant à transmettre à Sa Majesté de nouvelles réclamations pour des dédommagements ou des récompenses, qu'ils se croiront en droit de revendiquer.

Ce même avertissement au sujet des prétendus débiteurs de la France, nous le retrouvons encore plus tard dans l'instruction de 1746, à M. Duperron de Castera (3), chargé des affaires de Sa

1. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 230, p. 339, à Versailles, le 3 avril 1748, M. de Puyzieulx à M. de Castera : liste des pensionnaires de France ; t. 231, p. 197, à Varsovie, le 16 août 1748, un mot touchant les pensionnaires, dont M. de Puyzieulx a envoyé la liste du 3 avril 1748 ; t. 331, p. 324, à Varsovie, le 23 octobre 1748, M. Des Issarts sur les pensionnaires de la France ; t. 234, p. 363, à Varsovie, le 23 décembre 1750, M. de Castera à M. de Puyzieulx, « sur autres détails concernant la Pologne » ; t. 238, p. 313, à Versailles, le 14 novembre 1752, M. de Saint-Contest à M. de Broglie : la question des pensions à donner à des Polonais ; t. 239, p. 306, juin, pensions.

Ces pensions étaient très mal vues en Pologne. Le comte de Tarlo, palatin de Sandomir, récompensé d'une pension de 40.000 livres, demande que ce cadeau lui soit offert sous une autre forme, car « la pension expose au risque le crédit de citoyen dans une République » (*Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 232, p. 225, à Sokal, le 13 juillet 1749, M. le comte de Tarlo à M. de Puyzieulx ; En lui répondant la cour de France tourne autour de ce titre de pension (*Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 232, p. 267, à Versailles, le 4 septembre 1749, M. de Puyzieulx à M. de Castera) ;

2. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 228, p. 50. Instruction du roi au sieur Comte de Saint-Séverin, le 1^{er} août 1744 (elle ne fut pas donnée à cet amb.) ; p. 72, sur les dédommagements et récompenses demandés par des seigneurs polonais après l'abdication du roi de Pologne, point à l'instruction du 1^{er} août 1744.

Voir : *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France depuis le Traité de Westphalie jusqu'à la Révolution française*. Paris, 1888. Pologne, par Louis Farges, t. 2.

3. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 229, p. 12, du 20 mars 1746 : mémoire pour servir d'instruction au sieur Duperron de Castera.

Majesté près du roi Auguste et de la République, aussi bien que dans l'instruction à M. Des Issarts (1) de la même année.

Quand, en 1749, Sa Majesté Très Chrétienne récompense le comte de Tarlo (2), palatin de Sandomir, par une rente viagère de 40.000 livres pour satisfaire une partie de ses prétentions bien ou mal fondées, ce don est entouré d'un vrai cercle de restrictions pour ne pas autoriser chez les autres (Dieu les en préserve !) des prétentions identiques.

Versailles se montre très pointilleux dans cette question : on n'y désire pas qu'on présente les bienfaits du roi envers les Polonais, comme des indemnités de leurs pertes sous le règne du roi Stanislas. C'est clairement exprimé dans l'admonestation, que reçoit le comte de Broglie (3), qui justement avait présenté comme telle une récompense accordée à M. Antoine Potocki, palatin de Belz.

« Nous aurions souhaité, lui reproche-t-on, que vous ne lui eussiez point dit, que Sa Majesté, sachant que sa fortune est considérablement diminuée par les dépenses qu'il a faites pour le service du roi son Beau-père, lui veut donner des marques de sa bienveillance. Le nombre de ceux à qui cette révolution a causé des pertes est trop grand, pour qu'on puisse les dédommager, par conséquent, il faut bien se garder de rappeler cet événement. Si l'on donnait une gratification à quelque Polonais en considération de ce qu'il a perdu en cette occasion, tous les autres se croiraient fondés à en demander, et les mécontents sans nombre que l'on ferait, nuiraient beaucoup plus que ne pourrait servir celui que l'on aurait gratifié ».

M. de Broglie (4) répond longuement à ce reproche. Il cherche à persuader la cour que ses paroles ne peuvent point réveiller les anciennes prétentions, que, tout au contraire, il a beaucoup

1. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 229, p. 86, à Choisy, le 31 juillet 1746; Instruction du roi au sieur Des Issarts; p. 129 sur les dédommagements et récompenses.

2. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 232, p. 267 à Versailles le 4 septembre 1749 à M. Duperron de Castera. Voir : *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France*, Pologne, Louis Farges, t. 2.

3. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 238, p. 21, à Fontainebleau, le 5 octobre 1752, M. de Saint-Contest à M. de Broglie.

4. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 238, p. 163, à Grodno, le 20 octobre 1752 M. le comte de Broglie à M. le marquis de Saint-Contest.

travaillé à écarter tous les propos qui lui ont été tenus dans ce sens, et qu'il y a assez bien réussi, car on ne lui en parle presque plus. On peut être convaincu que, quand les nouvelles marques de bonté du roi pour le palatin de Belz viendraient à être connues de quelques-uns (ce qui n'arrivera pas), ils ne se croiront pas autorisés à former de pareilles prétentions.

En compensation aux ennuis que lui causent ces réclamations pécuniaires, Stanislas trouve par ailleurs quelques sujets de satisfaction.

En effet, par suite de sa situation vis-à-vis de la Pologne, il a conservé sur ce pays une tutelle morale par la forte volonté qu'il a de maintenir sur ses compatriotes, malgré son éloignement, une influence vivante et agissante.

Pour soutenir cette union entre lui et sa patrie, Stanislas se sert de tous les moyens. Il utilise même ces embarras et ces difficultés pour faciliter ses relations avec la Pologne.

Tout lui sert de prétexte : sa parenté avec les grandes maisons polonaises, le continuel va-et-vient des Polonais (1) qui visitent la cour de Lunéville, tout d'abord dans un but intéressé, ensuite pour des raisons de politique générale. Il se plaît à entretenir avec son pays une vaste correspondance, dont le duc d'Ossolin parle dans ses lettres à la cour de Versailles (2).

Stanislas a d'ailleurs à régler diverses affaires particulières qui entretiennent ses relations intimes avec la Pologne, des donations,

1. La liste des seigneurs polonais, qui voyagent en France, est très longue ; on y voit : le palatin de Rava, qui pose sa candidature pour l'ordre du Saint-Esprit ; le comte Bielinski, grand maréchal de la Couronne, les princes Jablonowski, palatin de Braclavie et palatin de Nowogrod ; le comte Potocki, palatin de Belz, qui va en France avec le dessein de prendre les eaux de Plombières ou de Bourbonne, et d'amener son fils à Paris pour l'y laisser pendant quelque temps ; le sieur Damski, qui demande protection pour le palatinat de Lenczica ; le comte Ignace Potocki, sieur Czapski, fils du palatin de Poméranie, etc., etc. (mentions tirées des Arch. étr.).

2. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 231, p. 237, avec la lettre du duc d'Ossolin du 6 octobre 1748 ; t. 238, p. 227, à Lunéville, le 26 octobre 1752. M. le duc d'Ossolin à M. Tercier : nouvelles de la diète, projets de M. de Brühl si elle tient ; t. 238, p. 328, Malgrange, le 16 novembre 1752, M. le duc d'Ossolin à M. Tercier : sur rupture de la diète.

Arch. des Aff. étrang. Pologne, t. 230, p. 397, à Varsovie, le 4 avril 1748. M. de Castera se plaint à sa cour d'être accablé de payer des frais de la correspondance pour MM. les ambassadeurs, sans compter celle qu'on le prie de faire tenir à la cour de Lunéville,

des ventes, dont la source inépuisable sont ses biens en territoire polonais.

Tout d'abord, l'évaluation de ces biens avait été laborieuse. En 1738, ils avaient été vendus en partie au prince de Sulkowski, favori d'Auguste.

Cette affaire terminée, un peu plus tard, une autre commença au sujet des biens de Sierakow et de la fondation en Pologne des missions des Jésuites. Ces biens appartenaient à la reine de Pologne Catherine Opaliniska, et furent exclus de la vente au sieur Sulkowski. Après la mort de Catherine, ils passèrent à la reine de France, qui, de son côté, moyennant la somme de 210.000 livres, en fit cession à son père. Stanislas vendit les biens de Sierakow, en 1749, au comte de Brühl et sur l'argent produit il déposa 210.000 livres au Trésor royal de France en demandant que Louis XV lui en fit la rente au denier reçu et que la reine Marie en jouît sa vie durant. Après la mort de la reine, la rente serait payée aux Jésuites de Pologne par le procureur établi par eux à Paris à charge d'exécuter à perpétuité la fondation faite par ce prince en Pologne (1).

Partout et de tout son pouvoir, Stanislas joue son rôle de protecteur en répandant à pleines mains sa bienfaisance sur les Polonais !

Quand, par exemple, le roi d'Espagne confère l'ordre de la Toison d'Or au comte Jablonowski, palatin de Rawa, le roi de Pologne exprime à Versailles son désir de servir d'intermédiaire en cette circonstance (2).

La mort du palatin de Russie en Pologne pousse Stanislas à faire demander au roi Auguste, par M. de Mirepoix, ambassadeur de Sa Majesté Très Chrétienne à Vienne, un appui pour les fils du

1. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 231, p. 32; *Lorraine*, t. 141, 142; la reine Marie fonde, en 1730, les missions dans le royaume de Pologne avec le capital de 40.000 ducats d'or d'Hongrie, composé de 20.000 ducats, provenant de la vente de ses biens propres de Sierakow, et d'une pareille somme de 20.000 ducats provenant de 240.000 livres de France placés et enregistrés au Trésor royal (*Arch. des Aff. étrang. Lorraine*, t. 142, p. 203. (Lettres patentes de l'autorisation de la reine, le 25 oct. 1730).

2. *Arch. des Aff. étrang. Lorraine*, t. 138, p. 96, à Lunéville, le 19 février 1740, le roi à M. Amelot ; p. 468, à Lunéville, le 19 décembre 1740, le roi au cardinal.

défunt, afin de leur garantir la possession de leurs starosties (1).

Quand les chapitres masculins et féminins de la Lorraine reçoivent la défense d'admettre parmi eux des sujets étrangers, Stanislas sollicite encore que cette loi ne touche pas les Polonaises, ceci, comme il le dit, pour donner à sa nation une marque de souvenir, tout en faisant remarquer qu'on ne fera aucun usage de cette concession (2).

Il ne cesse d'insister sur ce sujet qu'après la réponse du Cardinal lui expliquant, que malgré la bonne volonté de ce prince à l'égard de ses compatriotes, Son Éminence ne croit pas qu'il convienne de la leur marquer dans cette occasion, parce que la défense de Sa Majesté Polonaise ne se maintiendra jamais mieux que lorsqu'elle paraîtra absolue et sans restriction (3).

Enfin, cette bonne volonté du roi envers les Polonais profite de tous les prétextes ; elle se trahit principalement sous la forme de recommandations en faveur des familles Jablonowski, Potocki, Tarlo, dans lesquelles (ainsi que dans leur vaste entourage) il voit surtout ses propres partisans.

Ce souci de maintenir des rapports étroits avec sa patrie inspire à Stanislas l'heureuse initiative d'instituer des places pour les Polonais et pour les Lithuaniens dans l'Académie des cadets de Lunéville (4).

Formée d'après celle qui avait été fondée par le duc Léopold et dont les règlements avaient été remaniés par le duc François, cette école est devenue un prototype de l'école chevaleresque (*Szkola rycerska*) ouverte en Pologne sous le règne de Stanislas-Auguste.

Le but de cette école fut établi clairement par le roi Stanislas lui-même, quand il dit « que son dessein dans l'établissement de la compagnie des cadets gentilshommes, était de donner à sa patrie de Pologne et à ses états de Lorraine des marques essentielles

1. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 227, p. 383, Pologne, 1740, mémoire pour M. l'ambassadeur de Mirepoix.

2. *Arch. des Aff. étrang. Lorraine*, t. 140, p. 124, à Lunéville, le 8 février 1742, M. de La Galaizière à M. Amelot ; p. 128, 16 février 1742, M. Amelot à M. de La Galaizière ; p. 138, Lunéville, le 3 mars 1742, M. de La Galaizière à M. Amelot.

3. *Arch. des Aff. étrang. Lorraine*, t. 140, p. 143, 13 mars 1742, à M. de La Galaizière.

4. Arthur Benoit, *L'École des cadets gentilshommes du roi de Pologne à Lunéville, 1738-1766*. Lunéville, 1867.

Édits et ordonnances de la Lorraine, t. VII, à Nancy, 1748 ; *Supplément aux ordonnances et règlements*, p. 30, 1738 ; Ordonnance du roi pour la compagnie des cadets-gentilshommes de Sa Majesté, du 30 décembre 1738.

de son affection en faisant élever des sujets aptes à rendre des services signalés à leur patrie et par leurs conseils et par leurs armes ».

L'organisation de cette école, objet des préoccupations du roi de Pologne, mérite quelque attention.

Les cours duraient trois ans et l'école pouvait admettre 48 élèves.

Pour y être reçu, les jeunes gens devaient avoir cinq quarts de noblesse, être catholiques, n'avoir ni moins de quinze ans ni plus de vingt ans, et sans aucun défaut corporel.

Ces 48 élèves formaient quatre brigades, dont deux étaient composées de Polonais et de Lithuaniens, et les deux autres de Lorrains et de Barrisiens.

A la tête de l'école se trouvait un état-major qui consistait en : 1^o un commandant en chef (grand officier de la cour) ; 2^o deux capitaines-lieutenants ; 3^o un aide-major, c'est-à-dire capitaine adjudant-major, directeur qui tenait la liste des élèves en congé ; 4^o un enseigne ; 5^o un porte-étendard ; 6^o quatre brigadiers et quatre sous-brigadiers.

Tous les cadets étaient soumis à un règlement très rigoureux et à une discipline très sévère.

En hiver, on battait la diane à 5 h. 1/2, en été à 5 heures. A 6 heures, on assistait à la messe dans la chapelle de l'hôtel ; à 6 h. 1/2, on commençait par l'étude des langues ; à 8 heures, exercices corporels ; à 11 heures, exercice militaire ; à midi, dîner ; puis la garde montante. A 1 heure, leçon de mathématiques ; à 2 h. 1/2, récréation ; à 3 heures un quart, leçon d'histoire ; à 5 heures, études ; à 7 heures, souper. Après le souper, on lisait les journaux et les cadets pouvaient demander des explications au « prévôt de la salle d'histoire » sur le gouvernement des princes, sur la situation des pays et des maisons régnantes. De 6 heures à 8 heures du soir, l'officier chargé de la Bibliothèque du corps distribuait des livres aux élèves.

La journée se terminait par la prière et la retraite.

L'Académie avait trois professeurs : professeurs d'histoire, de mathématiques et de langues ; plus un maître d'armes et un maître de danse.

A toutes les revues ces professeurs devaient rendre compte des progrès des élèves. A la fin de chaque mois, ils présentaient sur ce

sujet une note aux commissaires pour que ceux-ci puissent interroger les cadets, et rendre compte de leurs progrès au roi ou à son conseil.

Les élèves, que l'on ne jugeait pas en état de passer l'examen, étaient placés sur un banc à part ; et si un élève était exclu trois fois de suite de l'examen, il était renvoyé de l'école.

Personne ne pouvait se dispenser de la prière publique du matin et du soir. Il en était de même pour la messe.

Tout propos irréligieux était sévèrement interdit.

A certains jours de la semaine, il y avait catéchisme, et l'aumônier avait l'ordre d'interroger les élèves. Le dimanche, il prononçait une instruction spirituelle.

Les cadets ne pouvaient pas avoir d'argent sur eux. Un officier disposait de leur bourse, et il était chargé de pourvoir aux besoins de chaque élève. De même, il était strictement défendu aux cadets d'acheter à crédit en ville ou d'emprunter de l'argent. L'entrée des cafés, billards et cabarets leur était également interdite, ainsi que les jeux de hasard et d'argent dans l'intérieur de l'école.

Les provocations et les duels étaient sévèrement défendus. On condamnait absolument les querelles et les offenses réciproques des élèves. Un soufflet, par exemple, donné par un cadet à un de ses camarades avait comme suite un an et un jour de prison et l'exclusion de l'école.

On s'efforçait d'inculquer aux cadets un profond sentiment de leurs devoirs. Deux mois de prison, dont les quinze premiers jours au pain et à l'eau, punissaient le factionnaire qui s'endormait ou quittait son poste. Toute étourderie, comme une fausse alarme au quartier, un coup de fusil dans l'intérieur de l'hôtel, étaient punis.

Surtout on insistait sur la politesse et sur l'obéissance des cadets envers leurs chefs.

Si un cadet menaçait son officier, il était puni selon l'ordonnance ; s'il refusait d'obéir sous les armes, il était dégradé en présence de la troupe et puni de deux ans de prison.

Les cadets ne pouvaient se promener aux Bosquets qu'accompagnés d'un officier. Ils devaient être tous à l'hôtel pour le souper. L'autorisation de sortir après le souper ne se donnait que dans des cas très pressants. Un cadet qui déçouchait, était puni de

quinze jours de prison. S'il escaladait les murs pendant la nuit, il était chassé.

Les cadets avaient un hôtel à eux. Chacun avait sa chambre pour lui seul. Les officiers et les élèves mangeaient ensemble en trois tables.

Pour le vêtement, tous les cadets, y compris les brigadiers, étaient habillés aux frais du roi de Pologne.

L'état militaire de 1740 leur avait prescrit deux uniformes.

L'un était de drap jaune (habit, veste, culotte), l'habit à brandebourgs brodés d'argent, la veste avec broderies de même et boutons d'argent.

L'autre était un habit de drap bleu avec parements écarlates à la polonaise, collet de même, une veste et une culotte écarlate avec boutons surdorés. Le chapeau était bordé d'or et d'argent pour chaque tenue. Les bas étaient rouges. Chaque élève recevait huit paires de souliers par an.

Les cadets paraissaient à toutes les fêtes données par le roi Stanislas ; ils étaient aussi autorisés à faire des visites « en bonnes maisons de la ville ».

L'Académie des Cadets-Gentilshommes atteignit pleinement son but ; elle se développa très rapidement : aussi les candidats étaient-ils nombreux.

De brillants vestiges des demandes et des recommandations, qui furent envoyées de Pologne en France nous sont restés, par exemple, dans des lettres de M. Swidzinski (1) palatin de Brac-lavie (2), et de M. Sapieha, palatin de Smolensko. Tous les deux veulent placer leurs fils (3) à l'Académie de Lunéville.

Une lettre de M. Soltyk (4) au roi Stanislas apprend, que trois fois dans la même année, l'évêque de Cracovie envoya ses recommandations à Lunéville ; les dernières se rapportaient à M. Zelenski, fils du neveu du palatin de Sandomir.

1. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 232, p. 287, à Varsovie, le 4 octobre 1749. M. de Castéra à M. de Puyzieulx.

2. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 232, p. 344, à Lunéville le 3 novembre 1749. Le duc d'Ossolin à M. de Puyzieulx.

3. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 234, p. 134. Varsovie, le 9 septembre 1750. M. de Castéra à M. de Puyzieulx.

4. *Arch. des Aff. étrang. Lorraine*, t. 145, p. 99, Varsovie, le 16 avril 1763, M. Soltyk au roi Stanislas.

De l'école des cadets sont sortis : les Dambski, les Podczaski (1), un Godlewski (2), Matuszewicz (3), frère de l'auteur des importants mémoires concernant cette époque, et beaucoup d'autres.

Les inscriptions à l'École de Lunéville étaient regardées comme une précieuse faveur. Les demandes de réception s'appuyaient sur la cour de Paris, et celui qui entrait à Lunéville pouvait compter pour son avenir sur la protection de la France.

De son côté, la France y gagnait, en créant dans cette Académie comme une pépinière de partisans en Pologne. C'était aussi la pensée de Stanislas ; mais il avait peut-être d'autres espoirs.

Nous constatons, en effet, qu'il protégeait beaucoup ses pupilles.

Ainsi, dans sa correspondance avec le marquis de Breteuil, le roi de Pologne (4) se préoccupe des arrangements projetés pour faire entrer les cadets polonais dans les trois régiments de hussards.

Muni d'une lettre de Stanislas au général de Belle-Isle, M. Borowski (5) essaie d'arriver jusqu'au roi Auguste.

Un des Dambski devient chambellan du roi Stanislas. M. Swidzinski (6), cadet et capitaine au régiment d'artillerie de la France, obtient la commission de capitaine à la suite du régiment de M. d'Orlik, qui le propose pour une gratification annuelle de 2.000 livres (7), tout en appuyant, à la demande du roi, M. Godlewski pour la place de capitaine réformé.

1. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 240, p. 407, à Varsovie, le 13 juillet 1754, à M. le comte d'Orlik (minute).

2. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 240, p. 482. Commercy, le 20 juillet 1754. M. d'Orlik à M. Tercier.

3. *Pamiętniki Matuszewicza Kasztelana Brzeskiego litewskiego, 1714-1765* wyd. Adolf Pawinski Warszawa, 1876, t. 1, p. 107.

4. *Arch. des Aff. étrang. Lorraine*, t. 28, *sup.*, p. 71. Copie de la lettre du roi de Pologne à M. le marquis de Breteuil.

5. *Arch. des Aff. étrang. Lorraine*, t. 28, *sup.*, p. 409, à Lunéville, le 21 avril 1742.

6. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 238, p. 206, à Grodno, ce 24 octobre 1752. M. de Broglie à M. de Saint-Contest ; t. 239, p. 41, à Paris, le 11 décembre 1752. M. Orlik ; t. 239, p. 127, à Varsovie, le 22 décembre 1752. M. le comte de Broglie à M. de Saint-Contest ; t. 239, p. 263. Mémoire de M. Swidzinski avec la lettre du comte de Broglie, du 1^{er} avril 1753 ; t. 239, p. 269, à Paris, le 7 mai 1753 ; t. 239, p. 270, à Versailles, le 11 mai 1753, à M. d'Argenson ; t. 242, p. 187, à Champrenet, par Provin. en Brie, le 2 novembre 1754. M. le comte d'Orlik à M. Tercier.

7. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 239, p. 174, à Paris, le 14 janvier 1753 ; *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 240, p. 482, à Commercy, le 20 juillet 1754. M. d'Orlik à M. Tercier.

C'est probablement comme ancien élève de l'Académie de Lunéville, que Michel Potocki (1) avait obtenu la charge de colonel dans le régiment Royal-Pologne (2). Cette place, après un certain temps, fut sollicitée par son frère Antoine, staroste de Blonie.

A la même catégorie appartiennent le comte de Morsztyn (3), officier dans le régiment Royal-Pologne ; M. Mionczynski (4), fils du palatin de Czernichovie, capitaine réformé du même régiment ; M. Podczaski (5) qui, en attendant quelque chose de meilleur, aspire au brevet de sous-lieutenant réformé sans appointements dans le régiment Royal-Pologne.

Par leur ordre et leur organisation, les cadets de Lunéville représentent toute une classe à part. Ils contribuent à entretenir les relations entre la cour de Stanislas et la République (6).

Tout en rendant de grands services à la Pologne, l'Académie de Lunéville devint un des moyens les plus efficaces de l'influence réformatrice de Stanislas.

1. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 237, p. 328, à Lunéville, le 13 août 1732. M. de Broglie à M. de Saint-Contest ; t. 237, p. 346, à Versailles, le 1^{er} septembre 1732, à M. le comte d'Argenson : t. 238, *sup.*, p. 78, à Fontainebleau, le 9 octobre 1732. M. le comte d'Argenson à M. de Saint-Contest ; t. 239, p. 199, à Versailles, 23 janvier 1733. M. d'Argenson à M. de Saint-Contest ; t. 239, p. 311, à Versailles, le 4 juillet 1733. M. d'Argenson à M. de Saint Contest.

2. Aujourd'hui, 5^e de cuirassiers ; en 1723 le même régiment fut nommé régiment Stanislas-Roi ; c'était en rapport avec le mariage de Louis XV ; en 1737, il changea en « Royal-Pologne ». Le roi Stanislas avait certains droits sur ce régiment. Pendant la Révolution, en 1791, il est devenu 5^e régiment de cavalerie.

3. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 239, p. 267, à Paris, le 2 mai 1733. M. d'Orlik à M. Tercier.

4. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 240, p. 256, 6 mai 1734, Paris. M. d'Orlik, par M. Spinck en Pologne ; t. 240, p. 475, à Commercy, le 20 juillet 1734. M. d'Orlik à M. Tercier.

5. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 240, p. 482, à Commercy, le 20 juillet 1734. M. d'Orlik à M. de Tercier.

6. *Listy Lunewilskie z Biblioteki Jagielonskiej*, 1740-1760. Mns. n° Inw. 3186 ;

CHAPITRE III

Guerre d'Orient et projets de confédération en Pologne. — Le roi Stanislas en Lorraine. — Ses inquiétudes intimes au sujet de son abdication, qu'il considère comme illégale. — Ses regrets sont entretenus par les événements des années 1737-1763 — La Turquie et les projets des Potocki. — La Suède. — Stanislas et les projets de retour en Pologne. — Mission de M. Gurowski à Stamboul. — Attitude de la France. — Le Palatin de Kiovie et le Traité de Belgrade.

« Quand la ville de Nancy fit consulter la cour de France sur le cérémonial qu'elle devait observer dans la réception de son nouveau souverain, qui réunissait à la qualité de duc de Lorraine le titre de roi de Pologne : « Qu'on dise aux Lorrains, répondit Stanislas, qu'ils peuvent oublier le roi de Pologne, et, pourvu qu'ils m'aient comme leur père, je me contenterai toujours à être honoré comme leur duc (1) ».

Ces paroles, que l'on cite toujours, traduisaient-elles vraiment la pensée intime du souverain ? Après les agitations de sa jeunesse, calme et découragé, résigné à sa déchéance, il sembla vouloir consacrer à ses nouveaux sujets ce qui lui restait de force et l'expérience de sa vieillesse. Le pouvait-il ? Le voulait-il même sincèrement ?

Tout le passé paraissait se perdre dans l'agitation des solennités de sa prise de possession de la Lorraine. En fait, il était beaucoup moins dégagé qu'il ne disait, peut-être même qu'il ne pensait, d'un passé si récent, et il devait bientôt être repris par l'obsession de son éphémère royauté.

Le souvenir de sa double élection, que rien ne pouvait effacer de

1. Marquise des Réaulx : *Le Roi Stanislas et Marie Leczinska*, Paris 1896, Chap. X, p. 193.

sa mémoire, une sorte de fièvre contractée pendant les luttes précédentes contribuaient à augmenter sa conviction intime, que rien n'était encore fini en Pologne. Il ne se faisait pas à l'idée que son renoncement fût définitif.

Profondément imbu des idées de privilèges et de liberté de la noblesse polonaise, son abdication lui apparaissait comme illégale et sans valeur. Forcé par les circonstances à renoncer au trône, il n'en persistait pas moins, comme tout noble polonais, à considérer le roi Auguste comme un usurpateur.

Cette conviction, qui ne s'effacera jamais de son esprit, détermine toute sa conduite ultérieure. Souvent il sera obligé de renier les espérances les plus chères, qu'il nourrit en cachette, et de les voiler au regard perspicace de Fleury, en feignant de se soumettre aux desseins secrets de la Providence, dont le Cardinal semblait être l'instrument (1).

Malgré le manque de documents sur l'état moral du roi détrôné, malgré toute sa prudence pour endormir la vigilance de la cour française, nous possédons cependant une pièce qui nous montre à nu ses sentiments intimes.

Ce fut seulement en 1738, comme on le sait, que furent exécutées les conditions du traité de Vienne, dont les préliminaires étaient déjà arrêtés en 1735. Les formalités finales effectuées au mois de novembre 1738, Versailles (2) chargea M. de La Galaizière de faire le plus promptement possible l'expédition des pleins pouvoirs du roi Stanislas, nécessaires à la ratification du traité. Ces pouvoirs devaient être expédiés à Vienne.

Que répond Stanislas à cet appel urgent ?

Il remet (3) à M. de La Galaizière, pour la faire passer à M. Amelot, secrétaire d'État à la cour de France, une longue suite de réflexions sur les affaires polonaises. Ces réflexions nous font saisir très clairement les traits caractéristiques du roi Stanislas.

Ainsi, il fait à son chancelier la remarque suivante. Si l'acte

1. *Archiv. des Aff. étrang. Lorraine*, t. 130, p. 369, à Lunéville, le 5 d'avril 1737 : Stanislas à son Eminence.

2. *Arch. des Aff. étrang. Lorraine*, t. 134, p. 263, à Versailles, le 28 novembre 1738. M. Amelot à M. de La Galaizière (minute).

3. *Arch. des Aff. étrang. Lorraine*, t. 134, p. 307, Lunéville, le 4 décembre 1738. M. de La Galaizière à M. Amelot ; t. 134, p. 314, le 4 décembre 1738, plein pouvoir du roi Stanislas pour M. de Mirepoix (minute).

d'abdication qu'il a signé à Kœnigsberg est la condition essentielle qui assure au roi Auguste la possession du trône de Pologne, il faut bien se rendre compte que cette abdication constitue un titre très précaire. Et cela pour les raisons suivantes :

1^o Son abdication n'a pas été ratifiée par la République de Pologne, et, dès lors, ses partisans la considèrent comme nulle, parce que, en vertu des *pacta conventa*, le roi ne peut renoncer à la couronne sans l'aveu de la Diète ;

2^o Elle n'a point été acceptée par le roi Auguste lui-même. En effet, celui-ci, prétendant que son élection était seule légitime, aurait cru porter atteinte à ses droits en admettant un acte qui supposait valide une élection autre que la sienne. Cet acte étant donc considéré de toutes parts comme sans valeur, Stanislas a été obligé de l'adresser à Vienne, au ministre du roi de France, sur les instances de Versailles.

S'appuyant sur ces raisons, Stanislas continue que, si on veut sérieusement étouffer pour jamais le germe des révolutions que son élection peut faire naître en Pologne, il conviendrait que son abdication fût reconnue par la diète de la République, sans quoi cette pièce ne servirait qu'à constater que Sa Majesté a manqué aux clauses insérées dans son diplôme d'élection et au serment qu'elle a prêté de ne point abdiquer sans le consentement de la nation.

Mises en regard de la situation dans laquelle se trouvait à cette époque la République, ces réflexions du roi de Pologne, communiquées à la cour de Versailles, semblent d'une ironie extrême ; elles sonnent bien tristement et bien fausement.

Rien d'étonnant donc que la faiblesse de ces arguments provoque une réponse (1) courte et sèche de la part de la cour de France :

1^o Il ne s'agit pas aujourd'hui d'examiner si la possession du royaume de Pologne par le roi Auguste est légitime ou non ;

2^o Il n'est pas question de faire actuellement reconnaître l'acte d'abdication du roi de Pologne dans une diète ;

3^o Quand il serait incontestable, que jusqu'à ce jour le roi

1. *Arch. des Aff. étrang. Lorraine*, t. 134, p. 324, 16 décembre 1738. M. Amelot à M. de La Galaizière ; p. 333, Lunéville, 21 décembre 1738. M. de La Galaizière à M. Amelot.

Auguste n'ait point accepté cet acte d'abdication, il cesse cependant de le rejeter et de le croire inutile, du moment qu'il accepte formellement l'article 6, où cet acte d'abdication est rappelé, énoncé et confirmé ;

4^e Ce qu'on demande au roi Stanislas, c'est que la Czarine et le roi Auguste souscrivent à l'article 6 du traité définitif, et que lui-même promette et garantisse envers ces deux puissances la pleine exécution de ce même article 6.

Ce qui nous intéresse dans toute cette histoire, c'est de savoir à quels sentiments nous devons attribuer les réflexions communiquées à Versailles.

Il est invraisemblable que Stanislas ait pu d'un seul coup oublier Dantzig, Königsberg et tant d'autres choses, dont le souvenir était si récent. On admettra difficilement qu'il ait ignoré la faible organisation politique de la Pologne. Il l'avait amèrement senti lui-même, et il ne pouvait croire ce pays capable d'une pleine liberté de mouvement et d'action. Plus d'un an s'était écoulé depuis l'installation de Stanislas en Lorraine, deux ans depuis la diète de pacification. Toute l'Europe, la guerre du Nord finie, était préoccupée d'autres questions beaucoup plus alarmantes, telles que, par exemple, la guerre orientale. Après avoir constaté son impuissance, la Pologne s'était soumise à la faible autorité de l'électeur de Saxe. Au moment où le traité de Vienne séchait sur le bureau de la chancellerie de Vienne, attendant la signature, était-ce bien le souci d'affirmer la paix européenne et d'assurer la tranquille possession de la couronne polonaise à la maison de Wettin, qui inspirait à Stanislas des méditations, dont la conclusion était à ses yeux la nécessité urgente de remettre sur le tapis la question polonaise ? Ne pouvait-on pas plutôt y deviner l'arrière pensée qu'en remettant la solution à la République elle-même, on trouverait une occasion favorable de mettre le feu aux poudres ?

Cet exposé de Stanislas à l'occasion des pleins pouvoirs exigés de lui, donnerait une triste idée de l'esprit du roi, si on ignorait le culte de la forme légale, qui était comme un état maladif de la noblesse polonaise à cette époque. Ce « légalisme », à cheval sur un cérémonial rigide, s'imposait au Duc-roi lui-même. Il dépassait peut-être même les illusions de ses compatriotes en

attribuant à son pays une force avec laquelle les puissances européennes devaient compter.

Ce sont toujours les mêmes regrets et la même conviction qui poussent Stanislas à faire modifier la formule employée en Lorraine dans les cérémonies religieuses ; il exige (1) que l'évêque de Toul ajoute sa qualité de roi de Pologne à la formule : *quæsumus omnipotens Deus ut famulus tuus rex Stanislaus dux noster*.

Nous verrons par la suite, comme le montrent les lettres écrites de sa propre main et adressées à la Pologne, qu'en 1763, après la mort de son heureux rival, il se préparait encore à une nouvelle élection (2).

Cependant, à l'époque où nous en sommes, c'est-à-dire en l'année 1738, ces prétentions intimes du roi de Pologne ne sont pas dépourvues de tout fondement ; il semble même qu'elles ne soient pas définitivement irréalisables.

Les espérances et les rêves de Stanislas trouvent un aliment et un encouragement dans les guerres de 1737-1763, où les cours étrangères elles-mêmes inclinent à son rétablissement sur le trône.

Les Polonais avec leur tendance aux confédérations, entretiennent de leur côté ses vagues ambitions.

Les dix premières années qui suivent la rédaction des préliminaires du traité de Vienne, sont remplies d'intrigues secrètes et de continuelles agitations.

Déjà en 1735, pendant les négociations préliminaires du traité de Vienne, commence dans l'Europe orientale une suite de troubles, qui vont se prolonger longtemps et qui aboutissent à la guerre de la Succession d'Autriche et à la guerre de Sept Ans.

C'est la Russie qui donne la première impulsion en faisant la guerre à la Turquie (3).

1. *Arch. des Aff. étrang. Lorraine*, t. 130, p. 454, 4 juin 1737. L'évêque de Toul, réponse pour Versailles.

2. Pierre Boyé, *Stanislas et le Traité*. Chapitre X, p. 495 : « Regret du Duc-roi à Lunéville. Dernier rêve d'un vieillard (1737-1766). »

3. En général pour la guerre d'Orient, je me suis servi des livres suivants : Lavisse et Rambaud, t. VII ; Szujski J. *Dziela Zbiorowe serja II^{ga}*, t. IV, Krakow, 1895 ; Morawski S. *Dzieje Narodu Polskiego*, t. IV, Poznan, 1871 ; Szmitt Henryk, *Dzieje Polski XVIII^{to} i XIX^{to}*

Depuis le traité de Pruth, c'est-à-dire depuis l'année 1711, les czars cherchaient l'occasion de se soustraire aux conditions onéreuses qui leur avaient été imposées par les Infidèles.

Vers 1735, les circonstances leur semblaient favorables.

La Russie était victorieuse en Pologne, où elle avait imposé par la force l'élection de son candidat ; elle ne redoutait plus rien de ce royaume et elle le regardait désormais comme hors d'état de s'opposer au passage sur ses terres des troupes moscovites, envoyées en Bessarabie et dans les principautés danubiennes.

Ces territoires, situés au sud de la Pologne, servaient à la Turquie de remparts contre la Russie.

D'autre part, la czarine Anna était soutenue par son alliance avec l'Autriche, qui, refoulée en Italie et en Allemagne, cherchait vers l'Orient une compensation à ses pertes.

Elle comptait enfin sur l'Asie centrale, en particulier sur la Perse, où Thamas-Kouli-Khan se déclarait son ami, et sur la sympathie de tous les chrétiens de la Péninsule soumis à la Turquie.

Les motifs ne manquaient point pour ouvrir les hostilités.

Tout d'abord la conduite des Turcs pendant la guerre de la succession de Pologne était fort ambiguë. Ils s'étaient compromis vis-à-vis des Moscovites en faisant passer des secours et des munitions aux Stanislaïstes confédérés, qui se réfugiaient et se reformaient sur le territoire de la Porte.

Les Russes se plaignaient aussi des Tatars, de leurs incursions fréquentes sur les frontières de l'Ukraine et du côté du Caucase, en Daghestan et en Kabardie, que la Russie regardait comme lui appartenant, tandis que la Turquie en revendiquait la souveraineté.

En 1735, la Porte fit passer par le Caucase des troupes tatares destinées à l'Arménie que ravageait Thamas-Kouli-Khan. La Russie trouva là un motif pour lui déclarer la guerre.

Les événements se succédèrent avec rapidité : siège et prise d'Azov, prise des lignes de Pérékop, invasion de la Crimée. Ces premiers succès de l'armée russe provoquèrent bientôt l'offre d'une médiation autrichienne. Ce n'était pour la maison des Habsbourg qu'un moyen d'intervenir indirectement en faveur de la

Russie. En se chargeant de communiquer à Constantinople les demandes des Russes, elle se proposait de mettre la Turquie dans une situation où elle ne pouvait que se rendre à merci, sous peine d'avoir à lutter contre les deux Empires réunis.

Cette médiation autrichienne se transforma bientôt en effet en une guerre déclarée. Alors intervint la médiation française, que dirigea avec une habileté supérieure M. de Villeneuve, ambassadeur de Louis XV auprès de la Porte.

Dès son début, la guerre orientale avait attiré l'attention de toute l'Europe. On se rendait compte de la faiblesse de la Turquie et on redoutait le dénouement final de la lutte entre des forces aussi inégales.

En Pologne plus qu'ailleurs on s'y intéressait.

Les relations avec l'Empire Ottoman y étaient toujours très suivies. Pendant les derniers temps, ces deux pays vivaient sur le pied d'une entente tacite à laquelle participait aussi la Suède. La Pologne et la Suède étaient rapprochées de la Turquie par la crainte de la jeune puissance russe, qui grandissait de jour en jour et qui ne cachait pas ses vastes ambitions.

A Varsovie on savait la Porte hostile à l'avènement d'Auguste, et le conflit entre la Russie et la Porte suffit pour agiter de nouveau les adversaires de la maison de Wettin. On commençait à songer à Stanislas, installé à Lunéville. Et, comme ce prince était pour la Turquie et pour la Pologne la victime vivante de l'effroyable puissance moscovite, il est naturel que tous ceux qu'inquiétaient les ambitions russes, aient cherché une garantie contre elles en s'efforçant de lui rendre la couronne.

Avant même l'installation de Stanislas à Lunéville, pendant son séjour à Meudon (comme nous l'avons déjà vu), la Turquie, n'attachant nulle importance à l'abdication du roi, lui fait parvenir par des voies particulières des propositions, dont le contenu s'alliait mal avec la triste réalité.

Bien que les circonstances aient fait disparaître des hommes tels que, par exemple, le Khan Kaplan Ghiray, très dévoué au roi Stanislas et déposé par la Porte après une victoire russe en Crimée (1736), à Stamboul la sympathie pour le roi détrôné et pour ses anciens adhérents était toujours très vive.

La Turquie voyait son intérêt dans une alliance avec le parti

antigouvernemental en Pologne. C'était pour elle le seul moyen de contrebalancer les influences russes très développées dans la République (1).

Dans la période qui suivit l'élection manquée de Stanislas, la Pologne subit de grands changements. C'est le moment où prennent naissance les deux grands partis des Potocki et des Czartoryski. Ils devaient se combattre jusqu'au jour du démembrement et l'égalité de leurs forces devait rendre irréalisable tout projet de réforme.

La séparation entre ces deux maisons aristocratiques date en quelque sorte de la capitulation de Dantzig (26 juillet 1734) (2).

La chute de Stanislas met les uns et les autres dans un embarras très réel et les fait réfléchir sur l'attitude qu'il leur faut prendre désormais.

Bientôt les Czartoryski sont amenés à la conviction que la Russie seule peut les aider à sauver la République de la ruine qui la menace. Ils s'organisent donc en un parti auquel plus tard on donnera le nom de « Familia », et ils entrent en relations avec Saint-Pétersbourg.

Ils ont à leur tête Stanislas Poniatowski, palatin de Mazovie, marié à une Czartoryska.

Quant aux Potocki, malgré la déception qu'ils ont éprouvée du revers de Stanislas, ils ne cessent d'essayer d'organiser la République par ses propres forces nationales, tout en espérant l'aide de la France ou de la Prusse. Ils se sont acquis le nom de Patriotes. Au début, c'est le palatin de Kiovie, Joseph Potocki, qui se trouve à leur tête.

Czartoryski, en recherchant l'appui de la Russie, entraient par le fait même en bonne intelligence avec la cour de Pologne.

Au contraire, les Potocki persistaient à rester les ennemis cachés d'Auguste et ne songeaient qu'à son renversement par la confédération.

La confédération était une arme bien redoutable pour un roi polonais.

1. *Arch. des Aff. étr. Turquie*, t. 97, mars 1737.

2. K. Waliszewski ; *Potoccy i Czartoryscy 1734-1763* ; Krakow 1887, t. 1, (1734-1734).

Primitivement ce n'était qu'une union de la « szlachta », ayant pour objet de remplacer le gouvernement quand il ne pouvait plus fonctionner. Elle se formait dans les cas de guerre ou en l'absence du roi.

Cependant, plus tard, lorsque le pouvoir de la « szlachta » augmenta démesurément, les confédérations devinrent pour la noblesse une arme contre leur roi.

C'était par la confédération que les mécontents menaçaient désormais toutes les décisions, qu'ils croyaient hostiles au bonheur de la République. C'était par la confédération qu'ils étaient prêts à défendre leurs libertés et leurs privilèges.

Dans la période que nous décrivons, les événements orientaux poussaient les deux partis, nés de l'élection précédente, à entrer en conflit.

Les Patriotes allaient, pour la première fois, essayer leurs forces dans cette tempête orientale; ils rêvaient de vastes programmes qui devaient aboutir au retour de Stanislas sur le trône.

Les bruits sur ces mouvements, favorables à la cause de Stanislas, pénétrèrent en France de divers côtés.

M. Dzierzanowski écrit (1), de Lemberg, au comte d'Orlik, le 21 septembre 1737, que de bons compatriotes conjecturent que, si les Turcs parviennent à abattre la puissance russe, la Pologne revendiquera ses droits de libre élection.

Ces rumeurs sont confirmées à Hambourg, par M. de Steenflycht, général suédois autrefois au service du roi Stanislas, et par M. de Villeneuve à Constantinople. Celui-ci en avait été informé par le comte d'Orlik (2).

Mais les propositions faites à Versailles au profit de Stanislas ne trouvent pas l'écho désiré.

La cour de France, dont le cardinal Fleury était l'âme, ne voit aucun intérêt à reprendre les affaires polonaises. Ainsi, en réponse aux insinuations de Mustapha (ministre des Affaires étrangères) qui, en vertu d'anciennes relations, garde une sympathie

1. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 227, p. 125, 21 septembre 1737, de Léopol, Extrait d'une lettre polonaise écrite à M. Orlik par M. Dzierzanowski.

2. *Arch. des Aff. étrang. Turquie*, t. 97, p. 166, à Constantinople, M. de Villeneuve à sa cour, le 15 mai 1737.

spéciale pour Stanislas, la France réplique froidement que le gouvernement turc ne se montre pas très averti des affaires de l'Europe, en croyant possible la reprise des anciens projets en faveur du roi Stanislas (1).

Plusieurs réponses de ce genre indiquent la répugnance de Versailles pour tout ce qui regarde Stanislas, déjà établi dans ses nouveaux états (2).

La cour de France ne se prononce pas cependant avec une netteté absolue. Elle se borne à ne pas accueillir les offres turques. L'attitude de M. de Villeneuve, lui-même, est assez embarrassée; entre la Turquie, qui désire la restauration de Stanislas et Versailles qui n'y songe pas, son rôle est équivoque, malgré les réserves qu'il fait, en disant qu'il n'a jamais eu l'intention de faire usage de la rupture des Turcs avec les Moscovites pour exciter de nouveaux troubles en Pologne (3).

En outre, ces dépêches, échangées entre Constantinople et Paris, renferment sur la Pologne quelques détails, qui se rapportent aux relations entre cette République et la Russie. Celle-ci faisait son possible pour indisposer la Pologne contre l'Empire turc; elle promettait de lui donner en partage Chocim et la Moldavie et engageait les Polonais à étudier ces propositions (4).

Enfin, quelques lettres ont été relevées, qui parlent de l'amitié de Stanislas et de l'ancien Khan des Tartares, Kaplan Ghiray exilé à Scio (5).

Dans une de ces lettres, celui-ci tâche d'apprendre où se trouve le roi, sur quel trône il est placé, s'il y est bien établi, et par quelle voie il y est parvenu.

A ces lettres, il faut ajouter celles de son fils le sultan Selim (6).

1. *Arch. des Aff. étrang. Turquie*, t. 96, le 29 janvier 1737, M. Chauvelin à M. de Villeneuve.

2. *Arch. des Aff. étrang. Turquie*, t. 96, p. 61, le 30 avril 1737, à Versailles, M. Amelot à M. de Villeneuve.

3. *Arch. des Aff. étrang. Turquie*, t. 97, p. 17, à Constantinople, le 7 janvier 1737, M. de Villeneuve à Mgr (de Chauvelin).

4. *Arch. des Aff. étrang. Turquie*, t. 101, p. 260, le 3 août 1738, à Constantinople, M. de Villeneuve à M. (Amelot).

5. *Arch. des aff. étrang. Turquie*, t. 97, mars 1737, p. 199, le 6 juillet 1737, M. de Villeneuve fait mention sur la réponse de Stanislas au Khan des Tartares relégué à Scio.

6. *Arch. des Aff. étrang. Turquie*, t. 101, p. 177, le 15 juillet 1738, à Constantinople M. de Villeneuve à M. (Amelot); t. 96, p. 208, à Fontai-

Le gouvernement français surveille étroitement cette correspondance.

En somme, on peut constater que, pendant ces mouvements orientaux, la politique française se distingue nettement des aspirations polonaises.

La cour de Versailles ne cherche qu'à exercer une médiation pour sauver la Porte du danger des forces réunies de l'Autriche et de la Russie. Elle pense aussi à acquérir une influence prépondérante dans le Levant.

Quant à la Pologne, la lutte qui se déroule sur ses frontières lui apparaît comme une tentation.

Risquer un grand coup, se joindre aux Turcs, chasser les Moscovites et secouer leur joug, les ennemis de la Russie en trouvaient une belle occasion.

Surtout après la rupture du Congrès de Niemirow (1), résultat de la comédie de la médiation autrichienne, les événements qui se passent sur le Bosphore, sont anxieusement suivis par le parti de la cour de Pologne, ainsi que par la faction patriotique des Potocki. Ils éveillent chez ces derniers toutes les ambitions.

Les Potocki considèrent le moment comme très propice ; ils réclament l'augmentation des troupes de la République, seul moyen de rétablir sa liberté d'action, et, regardant du côté de la France, il préparent leur projet de confédération.

De Lunéville, Stanislas observe avec une attention très grande l'action qui se déroule en Orient.

Prenant au sérieux son rôle modeste de protecteur des Polonais auprès du roi de France, sans se laisser décourager par les constatations fréquentes du peu d'importance de sa personne à la cour brillante de Louis XV, il écrit (2) le 19 décembre 1737 au Cardinal à l'occasion des nouvelles d'Orient.

Ces nouvelles, relatant les progrès des Turcs, font supposer au roi de Pologne qu'ils seront en état d'exiger des Russes et des

nebleau, le 14 octobre 1738 (M. Amelot) à M. de Villeneuve ; t. 101 p. 230, le 11 octobre 1738 (M. Amelot) à M. de La Galaizière ; t. 101, p. 235 le 14 octobre 1738 M. Amelot à M. de Villeneuve.

1. Le Congrès de Niemirow commença le 16 août, fut rompu le 15 nov. 1737.

2. *Arch. des Aff. étrang. Lorraine*, t. 131, p. 218, le 19 déc. 1737, à Lunéville, le roi Stanislas au cardinal de Fleury ; t. 133, p. 11, du 1^{er} janv. 1738, Stanislas à son Eminence.

Autrichiens ce qui leur conviendra et ce qui conviendra également à leurs bons voisins, les Polonais. Et comme tout dirige sa pensée vers sa patrie, il la recommande à son Éminence, il insiste sur la nécessité de maintenir cette République en face de la Russie, par l'observation du traité de Pruth ; car, dit-il, rien n'intéresse plus la Pologne que l'observation de ce traité, qui défend aux Moscovites d'y mettre les pieds ; ce qui constitue la seule sauve-garde de ce pays contre la domination moscovite.

Si rien ne pouvait dissiper les illusions de Stanislas, illusions entretenues d'autre part par cette guerre d'Orient, en tout cas, il ne se départit pas une seule fois de la réserve que la disposition de Versailles lui conseillait de garder.

Au contraire, il semble même souligner son attitude pacifique par une nouvelle négociation avec la cour de Saxe.

Le sieur Dambski, enseigne de la couronne, était venu à Lunéville négocier un projet de mariage entre l'Électeur héritier de Saxe et une des Filles de France.

Stanislas paraît accueillir le rôle d'intermédiaire dans cette affaire avec une grande satisfaction ; il en parle très librement dans un écrit au Cardinal (1).

Il attire son attention sur ce que, en dehors de toutes les considérations politiques, qui devaient trouver leur compte dans cette union en affermissant l'influence de la France du côté de l'Est, il n'y aurait pas aujourd'hui en Europe d'établissement plus convenable pour une princesse française ; la maison de Wettin est une des plus illustres de l'Europe ; à côté de ses États héréditaires, elle possède la couronne polonaise, que le jeune électeur recevra certainement. Stanislas en profite pour rassurer le Cardinal en lui répétant qu'il désire extrêmement que cette affaire de mariage soit conclue, qu'il n'a conservé après la dernière paix aucune rancune ni aucun désir de revendiquer la couronne, qu'il verrait avec une grande joie l'avènement en Pologne d'une princesse de France,

1. *Arch. des Aff. étrang. Lorraine*, t. 133, p. 26, le 15 janvier 1738, à Lunéville, le roi Stanislas au Cardinal.

M. P. Boyé en parle dans son livre *Stanislas et le Traité*, p. 501, 502 ; dans la même question, le roi au Cardinal, le 29 de janvier 1738, (*Arch. des Aff. étrang. Lorraine*, t. 133, p. 67, le Cardinal au roi Stanislas (minute) ; le 17 mars 1738 t. 133, p. 193,

sa petite fille, et qu'il considère l'union projetée comme le seul moyen d'introduire dans ce royaume une tranquillité complète.

Toute cette lettre témoigne une extrême courtoisie envers la cour de Saxe. Celle-ci de son côté trahit le désir d'entrer en relations avec son récent adversaire, en chargeant M. de Dambski de demander pourquoi est retardé l'échange des lettres réciproques de reconnaissance entre Stanislas et l'électeur de Saxe.

Le roi se montre très humble et obséquieux dans ses rapports avec Versailles :

« Je voudrais seulement, écrit-il, que vous me fassiez dresser une minute de la lettre, que je dois écrire à l'Électeur de Saxe, pour que toutes les paroles soient bien mesurées, avant que je l'envoie en original à Vienne. »

C'est cette lettre qui a donné naissance à l'intéressante hypothèse d'un historien polonais (1), M. Morawski, qui a spécialement étudié l'époque des rois de Saxe. Il a attribué au roi Stanislas, dès 1737, pendant la campagne turque, un rôle actif pour la revendication de la couronne polonaise.

Il déduit cette hypothèse des commentaires de M. Pierre Boyé sur la hâte montrée par Stanislas dans les négociations des projets matrimoniaux de la cour de Saxe, en rapprochant ingénieusement ces commentaires de la lettre de Stanislas du 11 décembre 1737.

Cette lettre écrite à M. de Sulkowski, traite l'affaire de la vente de ses biens familiaux ; elle contient une citation de la lettre même de ce favori d'Auguste :

« Vous dites au sujet des biens auprès de Varsovie, que vous a offert d'acheter M. le duc Ossolinski, qu'il pourrait lui-même en avoir besoin si le projet de la Porte, qui lui doit être connu, réussira », et dans l'apostille, « que le roi votre maître a aussi des amis en Turquie ».

En liant l'intention de la Porte, dont il est question dans cette lettre, à la politique active de M. de Villeneuve et de M. de Sinclair, envoyé suédois à Constantinople, M. Morawski arrive à admettre que le comte de Sulkowski était l'âme d'un vaste plan préparé et forgé de connivence avec Stanislas. D'après ce pro-

1. M. Morawski, *Przegląd Polski*, 187, 1913. *Ze studjow nad Epoką Saska*, p. 316-336. *Upadek Sulkowskiego*,

gramme, la République de Pologne devait revenir au roi détrôné, tandis qu'Auguste, après la mort de Charles VI, obtiendrait la couronne impériale et la Bohême ; quant à la princesse française, la petite fille de Stanislas, elle était destinée à l'électeur héritier.

Cette hypothèse est très curieuse, mais jusqu'aujourd'hui elle n'a reçu aucune confirmation. Il nous faut donc toujours croire que Stanislas, dans sa première tentative de réaliser ses rêves, s'était étroitement uni aux représentants du parti patriotique. Ceux-ci, seulement vers la fin de l'année 1738, commencèrent à prendre une attitude plus nette, en émettant le projet d'une confédération après la rupture de la diète du 6 octobre, qui examinait la question de l'augmentation des troupes.

A la fin de cette année 1738 et au commencement de 1739, la guerre d'Orient atteint toute sa violence.

La France, préoccupée de son rôle de médiatrice, cherche contre la Russie des auxiliaires, qui lui permettraient de mener son œuvre à bonne fin. Ainsi, par un traité du 10 novembre 1738, elle fait alliance avec la Suède hostile aux Moscovites et met la Russie sous une menace permanente d'intervention suédoise.

D'autre part, M. de Villeneuve ne semble pas négliger une diversion du côté de la Pologne (1).

Après la rupture de la diète, l'horizon s'assombrit considérablement dans la République.

La guerre d'Orient en se prolongeant excite l'ambition de Joseph Potocki, palatin de Kiovie, et de tous les mécontents. Les demandes répétées des Russes de laisser passer par les terres de la République les troupes envoyées contre les Turcs inquiètent les Patriotes. Aussi les négociations turco-polonaises sont-elles très actives et nous en trouvons l'écho dans la correspondance de M. de Villeneuve avec sa cour.

Ainsi la Porte demande aux Potocki d'empêcher les Polonais de porter secours à la Russie et de consentir au passage des troupes que la czarine doit envoyer en Transylvanie pour la campagne prochaine. Le palatin de Kiovie répond en envoyant l'assurance

1. *Archiv. des Aff. étrang.*, Turquie, t. 103, p. 27, 13 mars 1739, M. Amelot à M. le marquis de Villeneuve ; t. 103, p. 43, le 23 janvier 1739, à Constantinople, M. de Villeneuve à M. Amelot ; p. 47, précis de la lettre que le grand Vizir à écrite au palatin de Kiovie ;

que la République ne souffrirait jamais l'entrée de Moscovites sur son territoire.

Si la France faisait « un épouvantail » pour la Russie de ces pourparlers avec la Suède et des ententes turco-polonaises, sans penser à une intervention sérieuse ni de la Suède ni de la Pologne, il n'en était pas de même dans ces deux pays. La Suède était trop outragée par la Russie pour pouvoir pardonner. Si ce n'était pas tout de suite, ce serait dans deux ans qu'elle lui déclarerait la guerre.

Quant à la Pologne, on y envisageait aussi avec un réel intérêt une alliance avec la Turquie. Cette affaire y était donc prise tout à fait au sérieux. Les Potocki songeaient à proclamer la confédération ; mais, comme elle devait conduire à un renversement du gouvernement, ils devaient réfléchir à fond sur ce qu'ils projetaient. Par leur démarche, ils se posaient contre Auguste lui-même ; et la conséquence inévitable de leur conduite était la nécessité d'un changement de roi. Elle n'était pas apparente d'une façon précise dès le début ; mais devait bientôt devenir le but unique de la lutte.

Aussitôt leurs préparatifs commencés, ils jettent les yeux de toutes parts, afin de trouver un candidat pour la couronne polonaise.

Ils songent tout naturellement à Stanislas, dont le rétablissement serait le meilleur moyen de débrouiller cet écheveau politique.

Les lettres que le Duc-roi écrit pendant la seconde moitié de 1739, à Jablonowski, staroste de Bousk, ne laissent aucun doute sur l'appui qu'il prête aux projets de Potocki.

La première, du 15 septembre, annonce seulement au staroste, que M. Raczyński lui donnera une réponse orale ; la seconde, du 1^{er} octobre, est la suivante :

« J'ai reçu votre lettre, cher cousin, que vous me faites, par laquelle je vois, qu'il ne faut penser à aucune expédition, avant que la confédération générale ne se décide, qui jugera, si mon projet est juste ou non. Ainsi, appliquez-vous présentement, pour que cette confédération générale se décide le plus vite possible, et pour que les émulations au sujet du maréchalat général ne mettent pas un monstre au monde, malgré le fruit qu'on en espère. Au reste, à tous les points de votre lettre, je fais mon possible pour satis-

faire sans vous répondre en détail. Mes affaires vont, Dieu merci, à souhait en dehors, Dieu donne qu'il en soit de même en dedans. M. le Palatin de Belz est ici chez moi, par lequel après avoir reçu la nouvelle de ce qui s'agit en Ruthènes, j'ai expédié ce qu'il fallait, si bien qu'il ne faut que penser à coller au plus vite possible la confédération générale, pour que celle-ci décide ce qu'elle va trouver, comme la meilleure chose. Tout le monde connaît déjà mon avis ; je le donne conforme aux affaires générales, d'après lesquelles il faut que nos forces intérieures se règlent. De la disposition du trésor et des « économies » j'en ne veux pas *ullatenus* me mêler, que la confédération générale en dispose, etc... »

Ces lettres, tirées des papiers de Pulawa et publiées par M. Szmitt, en 1866, dans son livre de *l'Histoire de Pologne du XVIII^e et XIX^e siècle* (1), sont les seuls documents, qui nous instruisent exactement sur la participation de Stanislas aux affaires de Pologne pendant cette importante période des premières années de son séjour en Lorraine.

Datées des mois de septembre et d'octobre, elles montrent que ses négociations avec la Pologne sont commencées depuis quelque temps ; elles précèdent la mission à Constantinople du sieur Gurowski, laquelle résultait indubitablement des relations des Patriotes avec Sa Majesté Polonoise. M. Szmitt, s'appuyant sur ces lettres, qu'il avait publiées, et sur d'autres documents, qu'il ne cite malheureusement pas, dit que dans le commencement même de leur action, les chefs du parti avaient expédié à Nancy M. Potocki, palatin de Belz, M. Raczyński, et d'autres encore, en demandant si, tous les obstacles écartés et le pays nettoyé des troupes étrangères, Stanislas accepterait la couronne ; sur quoi ce prince aurait répondu affirmativement, en déclarant qu'il était prêt à arriver même plus tôt sur les terres polonoises, dans le cas où se formerait une confédération générale puissante. Alors rassurés, paraît-il, de ce côté, les Potocki se mirent au travail, en agitant la noblesse des provinces et en préparant le terrain pour une confédération, tandis qu'ils envoient à Stamboul M. Gurowski, écuyer tranchant de Lithuanie, dans le but de tirer profit de leurs influences et de leurs relations en Turquie et en Crimée.

1. Tome I, p. 133.

Le message de M. Gurowski, dans lequel nous trouvons le nom de Stanislas, mérite une attention particulière, surtout parce que parmi les dépêches de M. de Villeneuve sont conservés sur ce sujet des renseignements très précis et assez intéressants.

Le premier nous parvient par l'ambassadeur de France à Constantinople, le 17 février 1739 (1). Il raconte que M. Gurowski est rentré dans cette ville, que, suivant l'ordre du grand vizir, il a occupé la maison près d'Ibrahim Effendi, en gardant soigneusement son incognito; qu'il ne fut découvert qu'accidentellement par Delaria, premier drogman de l'ambassade, à qui un choadar du refterdar avait présenté un papier à côté. Ce papier était un mandat pour payer à cet envoyé polonais quelques jours d'avance de ses appointements.

Interrogé à ce sujet, le drogman de la Porte avoue qu'on lui avait ordonné le secret, et que l'affaire avec ce Polonais était menée par Ibrahim Effendi. Cet Ibrahim Effendi était un renégat hongrois, remarqué à Constantinople pour y avoir introduit l'imprimerie; le gouvernement turc se servait de lui dans les occasions délicates.

En outre, tournant tout en ridicule, le drogman de la Porte mentionne que cet envoyé était porteur d'une espèce de lettre de créance du palatin de Kiovie, par laquelle le palatin s'en rapportait à ce qui serait verbalement proposé par M. Gurowski, j'imbu de ses vastes idées. Il ne s'agissait de rien moins, semblait-il, que du siège de Kiovie et de l'extermination de tous les Moscovites.

D'ailleurs, le but officiel de la mission de M. Gurowski consiste à réclamer quelques sujets de la République de Pologne, que les Tatars avaient emmenés comme esclaves dans la dernière campagne; cet envoyé lui-même en avertit M. de Villeneuve dans une visite (2).

L'ambassadeur, comme s'il voulait convaincre sa cour que la mission de M. Gurowski est parfaitement innocente, représente son opinion sur les affaires polonaises; d'après Gurowski, la République est hors d'état de s'opposer au passage des Moscovites au

1. *Arch. des Aff. étrang. Turquie*, t. 103, p. 72, le 17 février 1739, à Constantinople. M. de Villeneuve à M. Amelot.

2. *Arch. des Aff. étrang. Turquie*, t. 103, p. 94, le 20 février 1739, à Constantinople. M. de Villeneuve à M. Amelot.

cas où la Czarine aurait effectivement dessein de fournir des troupes auxiliaires à l'Empereur.

Après cela, M. de Villeneuve ajoute, entre parenthèse, qu'il connaît M. Gurowski, parce qu'il lui a été expédié par le comte Sapieha sur la fin des affaires de Pologne, et qu'il ne lui reconnaît aucun des talents nécessaires pour terminer une négociation avec succès.

Le séjour de l'envoyé polonais se prolonge secrètement jusqu'au 3 mars. Au début, M. de Villeneuve tâche de pénétrer le fond de cette mission, tout en ayant l'air de croire aux déclarations de Gurowski. Tout à coup, le 3 mars (1), Gurowski révèle ses projets à M. de Totte (2), messenger spécial de la cour de France, envoyé aux ordres de M. de Villeneuve pour toutes les commissions qui exigeraient du secret et de la célérité, et que le marquis ne pourrait remplir lui-même sans exposer son caractère.

Gurowski rencontre le baron au Palais de France et, en l'embrassant, lui confie sa satisfaction d'avoir pu heureusement terminer ses affaires. Sous peu, de grands changements vont s'accomplir en Pologne; et, tout en priant M. de Totte de lui garder le secret, il lui dévoile que la restitution des esclaves de la Podolie n'était qu'un prétexte. Il lui manifeste le désir de lui exposer le véritable objet de son voyage à Constantinople, et lui fixe une audience pour le jour de son départ, le lendemain matin à l'aube.

Le jour suivant, en effet, il entre en matière, après avoir exigé de M. de Totte sa parole d'honneur, qu'il garderait le silence sur leur entretien.

Celui-ci la lui donne, en l'assurant que même l'ambassadeur de France ne parlait jamais avec lui d'affaires analogues.

Alors, M. Gurowski commence par poser à M. de Totte une question : croit-il que Stanislas veuille être roi de Pologne ? Et sur la réponse de M. de Totte, qu'il n'en savait rien, que ce prince était très content en Lorraine, mais qu'il pensait qu'une couronne flat-

1. *Arch. des Aff. étrang. Turquie*, t. 103, p. 106. Précis d'une conversation que M. de Totte a eue le 4 mars avec M. Gurowski, gentilhomme polonais envoyé à la Porte avec la lettre de M. de Villeneuve, du 8 mars 1733.

2. M. Vandal, dans son livre *l'Ambassade française en Orient*, écrit Tott, tandis que les documents des affaires étrangères donnent Totte.

taît toujours, M. Gurowski lui confie qu'il est porteur de lettres et de pleins pouvoirs pour conclure une alliance offensive et défensive à perpétuité avec la Porte, alliance par laquelle les Turcs et les Polonais promettraient de ne faire de paix que conjointement et de concert.

Tout est disposé pour une confédération, et les Polonais monteront à cheval, dès que l'herbe sera assez poussée pour nourrir leurs bêtes.

Cette confédération, ajoute-t-il, a pour objet de détrôner Auguste et de rétablir Stanislas ; si ce prince refuse la couronne, les Polonais choisiront un autre souverain, mais ils préféreraient Stanislas.

M. de Totte demande alors quelle a été la réponse du grand vizir à ces propositions. M. Gurowski lui montre en le lui retirant aussitôt, un papier écrit en latin ; c'est un projet de l'alliance revêtu d'une signature.

En général, l'envoyé polonais se montre plein des meilleures espérances ; et, comme on lui objecte qu'une pareille entreprise exigera beaucoup de force, surtout si on se rappelle les événements de la dernière élection de Stanislas, il répond que tout ce qui s'est passé alors s'explique par les fautes des Polonais, qu'ils reconnaissent leurs torts et que c'est pour tâcher de les réparer qu'ils l'ont envoyé à Constantinople.

Les Turcs ont promis aux Polonais 10.000 fusils, qu'ils ont reçus des Suédois ; les confédérés sont en négociation pour en acheter 30.000 au roi de Prusse et ils espèrent obtenir de ce prince 10.000 hommes d'infanterie, moyennant une somme d'argent ; d'ailleurs les hommes ne manquent pas en Pologne ; la Suède enverra des officiers ; le grand Vizir lui a promis de leur fournir 50.000 hommes que les Polonais dirigeront où ils le jugeront à propos.

Après s'être étendu sur son espérance de voir bientôt s'accomplir tous ces projets, M. Gurowski finit son discours par la supposition que, dès que les Polonais auraient organisé leur confédération et auraient commencé leurs assemblées, le roi Stanislas enverrait un homme de confiance en Pologne pour étudier les dispositions de ce royaume et pour faire connaître ses intentions.

Ces confidences de M. Gurowski à M. de Totte sont d'une gravité de premier ordre, non seulement parce qu'elles expliquent

à M. de Villeneuve le mouvement des Potocki en Pologne, mais aussi parce qu'elles soulignent la grande évolution qui s'était achevée dans le parti patriotique après la chute de Stanislas.

Les fatigues et l'apathie des premiers jours avaient disparu, et les idées qui les avaient guidés au moment de l'élection se formulaient dans un programme, où la pensée de remettre le roi Stanislas sur le trône de la République occupait nécessairement la plus grande place.

Dans le cas où Stanislas ferait défaut, il faudrait songer à un autre candidat.

Stanislas, comme nous en avons la preuve, ne songeait pas à abandonner ses anciens partisans ; mais, en se réservant pour le dernier moment, qui ne devait jamais arriver, il avait pu heureusement cacher ses rapports actifs avec l'association des confédérés.

Cette attitude qui lui permettait de paraître content de son sort aux yeux de Versailles, amoindrisait l'importance des déclarations de M. Gurowski.

Les réflexions de M. de Villeneuve (1) à propos de celles-ci sont très caractéristiques.

Il se place toujours au même point de vue ; pour lui la Turquie désire une paix honorable ; et bien qu'il constate un sérieux mouvement en Pologne, il affecte toujours de n'y attacher aucune importance.

Ainsi, en commentant la relation de M. de Totte, il exprime l'opinion que la mission polonaise ne représente au fond que le Palatin de Kiovie, et que les projets dont elle parle ont été formés exclusivement par M. Gurowski et Ibrahim Effendi, considérés par le drogman de la Porte comme deux visionnaires.

Quant à l'approbation que ces affaires polonaises auraient reçu du grand vizir, M. de Villeneuve tâche de la présenter comme un moyen d'inquiéter l'ennemi ; à Stamboul, la tendance générale est pacifique et la pensée du premier ministre de la Porte de continuer la guerre n'émane que de lui seul. Ce n'est pas par inclination qu'il désire continuer la campagne, mais parce qu'il craint de ne pas pouvoir conclure la paix aux conditions honorables stipulées par lui devant le grand seigneur.

1. *Arch. des Aff. étr. Turquie*, t. 103, p. 111, le 8 mars 1739, à Constantinople, M. de Villeneuve à M. Amelot.

M. de Villeneuve va même jusqu'à soupçonner dans M. Gurowski un espion russe.

Ses paroles, destinées à rassurer Versailles sur le mouvement en Pologne, sont accueillies à la cour de France (1) avec une visible satisfaction.

En effet, le gouvernement de Louis XV s'efforce de considérer les plans de confédération et les négociations de la République avec la Turquie comme « les fumées d'Ibrahim Effendi », suivant l'expression du drogman de la Porte.

On semble persuadé que la Porte ne songe guère à conclure un traité avec la Pologne ni avec la Suède, et qu'il ne faut ajouter aucune foi à toute cette histoire de M. Gurowski. On est d'accord pour supposer que la czarine avait probablement cherché à tendre des pièges aux Turcs. On insiste sur les nouvelles communiquées par le duc de Moldavie, Grégoire II, que les Polonais ont accepté sans opposition le passage prochain des troupes russes, et que les 10.000 fusils qui, d'après M. Gurowski, devaient se trouver sur les bateaux en partance pour la mer Noire et pour Chocim, sont encore dans les magasins, ainsi que l'assure le drogman de la Porte.

Il faut supposer que la cour de France n'est pas sincère, tant elle tient peu de compte de la mission de Gurowski. Pourtant la manière, dont le contenu de cette mission fut communiqué par cet envoyé à M. de Totte, ne laisse aucun doute que le Polonais ne fût autorisé, une fois le traité conclu, à en avertir presque officiellement M. de Villeneuve.

Il faut donc croire que à Versailles on se rendait compte de son importance.

En effet, nous savons aujourd'hui que l'entreprise à laquelle s'était mêlé Stanislas avait des chances de succès et que la mission du sieur Gurowski avait un caractère très défini.

Il avait reçu du parti patriotique en Pologne, l'autorisation la plus formelle d'entrer en négociations avec la Porte ; le Sultan avait donc des raisons excellentes de prendre au sérieux sa mission et il avait élaboré avec lui un programme d'action commune (2).

1. *Arch. des Aff. étrang. Turquie*, t. 113, p. 117, le 15 mai 1739, à Constantinople, M. Amelot à M. de Villeneuve, t. 103, p. 201-202, à Versailles, le 8 juin 1733, M. Amelot à M. le marquis de Villeneuve.

2. Voir Henryk Szmitt, *Dzieje Polski*, XVIII^{go} et XIX^{go} wieku, t. 1.

Il s'agissait notamment des points suivants :

- 1^o Paix perpétuelle entre la République et la Turquie ;
- 2^o Alliance offensive et défensive générale, et promesse que dès que la confédération générale aura été formée, les troupes turques franchiront les frontières de la République ;
- 3^o Avance de 400.000 ducats avec caution ;
- 4^o Rassemblement près de Chocim et Soroka de 50.000 hommes de troupes turques et tartares, qui viendront au secours de la Pologne, si son territoire est envahi ;
- 5^o Discipline sévère des troupes turques, quand elles pénètrent dans le royaume.

Les résultats de ce traité apparurent bientôt dans le manifeste du Khan des Tartares (12 juillet 1739).

En effet, les Moscovites étant entrés en Pologne en violation du traité de Karlowitz, le Khan franchit d'abord le Dniester près de Chocim et entraîne les Turcs.

Mais alors, comme jadis en 1733-1734, la politique française croit nécessaire de passer outre aux sentiments de Stanislas.

En 1733, l'élection de Stanislas absorbait les Autrichiens et les Moscovites, et elle avait permis à la cour de Versailles de travailler plus facilement à réunir la Lorraine à la France. En 1739, le projet de confédération en faveur de Stanislas et contre Auguste produisait une situation analogue ; tandis que la confédération elle-même manquait son but, elle gênait la cour polonaise dans ses intentions amicales pour la Russie, et facilitait à la France son rôle de médiatrice.

Ainsi ce langage officiel dont M. de Villeneuve et sa cour se servent dans leurs dépêches pour traiter les questions polonaises, ne tend qu'à démontrer la nécessité de l'arbitrage français.

Versailles ne pouvait pas ignorer que si la Pologne prenait une attitude plus ferme, elle pourrait influencer beaucoup sur le cours de la campagne. Le bruit que le roi Auguste, inspiré par les Anglais, allait offrir de son côté sa médiation dans les affaires d'Orient, semblait inquiéter M. de Villeneuve (1). A ce qu'il paraît, le duc

1. Il y a plusieurs mentions dans la correspondance de M. de Villeneuve avec sa cour, de cette idée de la médiation d'Auguste. Dans la bibliographie, je n'ai rien trouvé sur ce sujet.

Arch. des Aff. étrang. Turquie, t. 103, le 21 mars 1739, à Constanti-

de Moldavie transmettait à la Porte ces bruits, qui trouvaient un écho complaisant dans les dispositions du grand vizir.

Il est vrai que l'ambassadeur de France jugeait que les Turcs feraient fausse route, s'ils acceptaient cette médiation, que seul le consentement de l'Autriche et de la Russie pouvait rendre possible. Il riait des Polonais, qui devaient mettre sur pied, si on les en croyait, 200.000 hommes à eux, 50.000 Turcs et 50.000 Tatars contre 15.000 Moscovites, et qui, en empruntant des fonds, promettaient en échange l'envahissement de la Silésie, et comptaient sur les revenus de cette province pour payer leurs dettes.

Il prévoyait même que la politique de Stamboul amènerait la déposition du grand vizir, occupé exclusivement des chimères que lui suggéraient les Polonais du parti opposé au roi Auguste.

Néanmoins, il faisait une différence énorme entre la mission de M. Gurowski et celle d'autres agents, par exemple, celle d'un certain Gorzynski (1), qui prétendait avoir été envoyé par la noblesse polonaise de Podolie et de l'Ukraine pour prévenir la Porte du passage des troupes moscovites, qui se disposaient à traverser la République.

Ce M. Gorzynski, qui avait réussi à tromper les Turcs, fut cependant arrêté avant de quitter leur pays (2).

Et, si M. de Villeneuve semble placer ces deux affaires sur le même rang, il ne le fait que pour mieux exposer les calculs qui le guidaient et le rapprochaient de son but, pendant que les projets polonais sur la confédération n'aboutissaient à aucun résultat.

noble M. de Villeneuve à M. Amelot.

Tome 103, p. 136, le 26 mars 1739, à Constantinople. M. de Villeneuve à M. Amelot ; t. 103, p. 201, à Versailles, le 8 juin 1739. M. Amelot à M. de Villeneuve ; t. 103, p. 272, à Constantinople, le 11 juin 1739. M. le marquis de Villeneuve à M. Amelot.

1. *Arch. des Aff. étrang. Turquie*, t. 103, le 21 mars 1739. M. de Villeneuve à M. Amelot.

Ce M. Gorzynski racontait que les troupes russes, qui, l'année passée, avaient fait la campagne sous les généraux Münich et Lascey, avaient hiverné dans l'Ukraine moscovite ; qu'elles étaient actuellement en mouvement, que les Polonais voulaient s'opposer à leur passage au printemps, et que le grand vizir devrait faire passer sur les frontières un nombre suffisant de troupes turques et de Tatars pour couvrir Chocim, que les Moscovites avaient dessein d'assiéger.

Il fut renvoyé le 20 de ce mois avec une réponse satisfaisante.

2. *Arch. des Aff. étrang. Turquie*, t. 103, p. 304. Traduction de la lettre que le général Orlik a écrite à son fils de Lassy en Moldavie, le 28 juin 1739.

L'activité des Potocki était donc stérile, ainsi que les congrès dans les palatinats où agissaient M. Gurowski en Podolie, Polański en Braclavie, Romanowski en Wolhinie. Il en était de même des efforts de Joseph Potocki, qui essayait de rassembler des troupes en Podolie, sous prétexte d'arrêter les Cosaques, mais restait en relation avec les Turcs et pensait se joindre à eux dès qu'ils auraient pénétré en Pologne.

On comptait également en vain sur l'aide de la Suède et de l'Ukraine cosaque, que le général Orlik espérait, avec le secours du Khan, arracher à l'hégémonie russe (1).

Tous ces efforts étaient contre-balancés par l'action de la cour de Pologne, qui s'opposait à ces projets confédératifs.

Aux écrits de Joseph Potocki, qui furent remis aux différentes diétines et appelaient la nation aux armes contre les injustices moscovites pour préparer une confédération, s'opposaient les proclamations du parti contraire, qui agissaient sur la « szlachta » en vue d'obtenir d'elle une déclaration de neutralité.

Les sympathies, qui subsistaient en faveur de Stanislas, ne suffisaient pas à compenser les dangers d'une nouvelle guerre, et après les récentes péripéties, la majorité des Polonais désirait avant tout la garantie de la paix et la tranquillité. Aussi, quand les intentions du palatin de Kiovie, bien que très adroitement dissimulées, furent découvertes, toute l'action commença à se précipiter vers sa fin.

L'orage qui avait éclaté dans le conseil de Wschowa, le 25 août, l'avait particulièrement accélérée.

Un jour avant cette cession, les envoyés d'Autriche et de Russie, MM. Wratishaw et Kajserling (2), informés de la mission de M. Gurowski à Constantinople, l'avaient dénoncé à la cour, en mettant en relief les desseins pernicieux et « abominables », qu'on tramait avec les Turcs contre la tranquillité publique.

Ils exprimaient la nécessité urgente, pour le bonheur de la République, d'envoyer un corps auxiliaire russe à travers la Pologne du côté de Chocim, afin d'entraver ces « détestables projets » et de prévenir « le noir attentat » turco-polonais.

1. *Arch. des Aff. étrang. Turquie*, t. 103, p. 304. Traduction de la lettre que le général Orlick a écrite à son fils de Iassy en Moldavie, le 28 juin 1739.

2. *Arch. des Aff. étrang. Turquie*, t. 104, p. 27. Mémoire du 24 août 1739 avec la lettre du 19 septembre. Voir H. Szmitt, *Dzieje Polski*, t. I.

Comme résultat de cette déclaration, le palatin de Kiovie reçut une sévère admonestation du roi Auguste, qui lui ordonna entre autre chose de ne pas permettre à M. Gurowski de fomenter des troubles.

Aussitôt ce palatin adressa ses excuses à l'ambassadeur de Russie; il y présentait les négociations de M. Gurowski avec la Turquie, comme tout à fait insignifiantes, étant donné que les trois états de la République devaient être réunis pour conclure des traités avec les puissances voisines.

Les projets du parti antigouvernemental se trouvaient dès lors absolument déconcertés. L'idée de la confédération persista bien encore en Pologne, et il fallut le traité de Belgrade(1), conclu entre la Turquie, la Russie et l'Autriche, pour l'empêcher momentanément; mais pour l'instant toute tentative était devenue impossible. Le traité de Belgrade suspendit aussi pour quelque temps les espérances de Stanislas.

1. Traité de Belgrade conclu le 18 octobre 1739.

CHAPITRE IV

Suède, Russie et Pologne avant le 18 août 1741. — Ouverture de la succession d'Autriche. — Prétendants au trône impérial. — Bruits de la candidature d'Auguste III à la couronne Habsbourg, moyennant la cession du trône de Pologne au roi Stanislas. — La Saxe et ses projets impériaux. — Mission de M. Poniatowski à la cour de France. — Sa prétendue mission à Lunéville. — Stanislas et la succession d'Autriche. — Le cardinal Fleury et le projet de rétablissement du roi Stanislas en Pologne. — Commentaires provoqués par le voyage du comte Poniatowski. — Frédéric et les plans du retour de Stanislas en Pologne. — La Russie et Stanislas. — Vains espoirs du roi. — Déclaration de guerre entre la Suède et la Russie. — Idée de la confédération en Pologne, soulevée par la Suède. — Action de M. Bonnas en Pologne. — Caractère partiel du mouvement. — Programme des Potocki. — Confédération polonaise considérée par Versailles comme une diversion. — Auguste III et la confédération. — Son inquiétude. — Ses précautions pour mettre fin à ce mouvement. — Ses démarches à la cour de France.

Au moment même de la signature du traité de Belgrade, l'Europe se trouvait à la veille de nouveaux troubles. Le conflit entre la Suède et la Russie d'une part, et d'autre part la vacance du trône d'Autriche allaient créer une situation des plus confuses et amener les cours étrangères à considérer la pensée du rétablissement de Stanislas en Pologne.

Les hostilités entre la Moscovie et la Suède se préparaient déjà pendant les événements orientaux (1).

En 1738, la France avait décidé de se servir de ce pays pour menacer la Russie d'une guerre du côté de la Finlande.

En Suède, les influences russes et les influences françaises étaient

1. Voir Vandal A., *Une ambassade française en Orient*, chap. IV ; Lavisso et Rambaud, *Guerre de la succession d'Autriche*, t. VII ; Szujski J., *Dzieje Polski* ; Morawski T., *Dzieje Narodupolskiego* ; Skibinski M., *Europa a Polska w. dobie o sukcesje austriacka w latach, 1740-1745, tomow dwa* Krakow, 1913.

en lutte ouverte. Pour appuyer le parti français, Versailles avait jugé nécessaire d'envoyer à Stockholm, en qualité d'ambassadeur, M. Saint-Séverin d'Aragon. Celui-ci, par son habileté, avait su gagner à la France la Diète, et il avait conclu le 10 novembre, avec la Suède, un traité par lequel la France s'obligeait à lui payer chaque année 3.000.000 d'écus. En revanche, la Suède s'engageait à ne conclure aucun traité, convention ou alliance, sous quelque nom que ce fût, qu'après accord avec la France.

A Versailles, un parti qui comptait parmi ses principaux meneurs le marquis de Monti, ancien ambassadeur en Pologne, et le général de Belle-Isle, voulut profiter aussitôt de ce traité pour pousser la Suède à déclarer sur-le-champ la guerre aux Moscovites. Il avait contre lui le cardinal Fleury, de plus en plus partisan de la paix. Il ne voulait pas entamer contre la Russie une guerre à outrance et il avait peur qu'une diversion militaire de la Suède ne provoquât un rapprochement momentané entre la Turquie et la Russie, ce qui permettrait aux Moscovites de porter toutes leurs forces contre la Suède. Il réussit à retarder le conflit, non à l'empêcher définitivement.

Après la signature du traité avec la France, la cour de Stockholm avait envoyé en Turquie des émissaires afin de proposer au sultan un traité offensif.

La Moscovie se trouvait ainsi sous la menace d'une intervention suédoise. La situation devint surtout tendue vers le printemps 1739, quand la Russie dut se décider à reprendre les hostilités contre les Turcs. L'Empereur lui demandait de venir à son aide sur le Danube, et elle hésitait à dégarnir ses frontières du côté de la Finlande,

Pour pénétrer complètement les intentions de la Suède, la cour de Pétersbourg fit assassiner en Silésie l'envoyé suédois auprès de la Porte, le major Sinclair, qui revenait de Constantinople et que les Russes soupçonnaient d'être porteur de papiers importants.

Ce meurtre entraîna de nombreuses conséquences.

La Czarine avait naturellement désavoué les auteurs de l'assassinat, mais ses protestations d'innocence ne convinquirent personne.

La Suède indignée et résolue à la guerre faisait à la hâte les préparatifs nécessaires. Ils ne pouvaient pas être terminés avant la fin de l'année 1739. Il fallait réunir l'armée, équiper la flotte,

terminer la longue instruction sur le meurtre de Sinclair. Les choses traînèrent si bien que la paix de Belgrade fut signée avant que la guerre eût commencé. La Suède se trouva dès lors dans une situation des plus critiques, puisqu'elle restait seule vis-à-vis de la Russie.

Pour la secourir, M. de Villeneuve pressa la conclusion du traité d'alliance entre Stamboul et Stockholm. Ce traité fut signé le 19 juillet 1740. Il obligeait chacun des deux pays, au cas où l'un d'eux serait attaqué, de l'assister de toutes ses forces.

Si par ce traité la Suède se trouvait à l'abri d'une invasion immédiate des Moscovites, son ardeur guerrière ne diminuait point et elle attendait seulement un moment propice pour entreprendre les hostilités.

Ce moment devait arriver très vite. Le 20 octobre 1740 mourut l'Empereur Charles VI, laissant l'Europe en face de sa fameuse Pragmatique Sanction. Il l'avait élaborée depuis 1713 et solennellement promulguée le 6 décembre 1724. Après le décès du dernier représentant de la famille des Habsbourg, elle assurait la succession des domaines héréditaires de la maison d'Autriche à sa fille Marie-Thérèse et écartait les droits des autres descendants de cette famille.

La faiblesse de l'Autriche, alors très épuisée par ses récents revers en Italie et sur le Danube, excita les convoitises de toutes sortes de prétendants.

En même temps se manifestent les prétentions d'Auguste III et de Charles-Albert de Bavière, gendres de Joseph I^{er}, ainsi que celles de Philippe d'Espagne et de Charles-Emmanuel III.

Tous les États de l'Europe aspirent à se partager l'Empire : la Bavière a ses vues sur la Bohême ; la Saxe sur la Moravie ; l'Espagne, sur le nord de l'Italie ; le Piémont sur Milan ; le roi de France sur les Pays-Bas.

D'autre part, la mort de l'Empereur Charles a suivi de près celle de la czarine Anna, et pour la Russie commence la dure époque de la régence de Biron et des révolutions de palais.

Donc, le moment d'agir sonne pour la Suède.

Aussi, sans plus attendre, Stockholm engage l'action contre les Moscovites.

Déjà dans une dépêche du 20 novembre (1), M. de Villeneuve prévient sa cour des confidences du drogman de la Porte qui, rentré de Belgrade, avait rapporté le bruit des agissements des envoyés suédois dans le but de donner l'Empire à l'électeur de Saxe, moyennant la cession du trône de Pologne au roi Stanislas.

La Porte, de son côté, se refuse à soutenir la candidature de l'électeur de Saxe, qui demeure toujours un instrument de Pétersbourg, et favorise la maison de Bavière (2).

Quoi qu'il en soit, on peut constater, qu'un an à peine après le traité de Belgrade, dès l'ouverture de la succession autrichienne, la personne de Stanislas apparaît de nouveau dans les discussions politiques des états étrangers.

Bientôt tous les gouvernements de l'Europe prendront part à ces discussions.

Auguste, qui au titre d'électeur de Saxe joignait celui de vicaire du Saint-Empire romain, était le personnage le plus en vue. Mais il n'avait pas la décision nécessaire pour poursuivre de si hautes destinées.

A la tête de son gouvernement se trouvait alors Henri Brühl, favori tout-puissant d'Auguste III. Il était arrivé au pouvoir en 1738, après la chute du comte Sulkowski, et il exerçait sur le faible monarque une influence illimitée.

C'était un homme de peu d'esprit, plutôt intrigant qu'homme d'État. Le principe de sa politique était de brouiller les aristocrates entre eux et de profiter de leurs querelles. C'était un médiocre partenaire pour se mesurer avec Marie-Thérèse et Frédéric II.

Marie-Thérèse, en vertu de la Pragmatique Sanction que le roi Auguste avait solennellement garantie en prenant possession de la couronne polonaise, lui demandait son appui ; Frédéric, de son côté, après avoir occupé la Silésie, lui offrait la Bohême en échange de son aide immédiate.

Le comte de Brühl, dans l'agitation de son âme, dirigea sa pensée vers la France et envoya auprès du Cardinal, au commen-

1. *Arch. des Aff. étrang. Turquie*, t. 107, p. 315, le 20 novembre 1740, à Constantinople. M. de Villeneuve à M. Amelot.

2. *Arch. des Aff. étrang. Turquie*, t. 107, p. 339, le 30 novembre 1740, à Constantinople. M. de Villeneuve à M. Amelot.

cement de décembre 1740, le comte Stanislas Poniatowski, palatin de Mazovie.

Ancien stanislaïste (1) du temps de Charles XII, ce palatin, après le revers de Stanislas, s'était tourné vers la cour de Saxe, et il avait été accueilli à bras ouverts par Auguste II et par son ministre Flemming. C'était un courtisan d'une culture cosmopolite, un personnage fort brillant et fort ambitieux ; son fils sera le dernier des rois de Pologne sous le nom de Stanislas-Auguste.

Avant de faire partir Poniatowski, le comte de Brühl l'avait muni d'une lettre d'Auguste III, qui le recommandait chaleureusement à la cour de Versailles, et d'une instruction (2) dont l'objet consistait à s'informer de l'attitude que la France allait prendre vis-à-vis des affaires autrichiennes.

Cette instruction assurait aussi que le roi de Pologne voulait maintenir la Pragmatique Sanction, mais seulement dans le cas où tous ceux qui l'avaient approuvée prendraient le même engagement.

Les eaux de Barèges, soi-disant nécessaires à sa santé, devaient servir au palatin de prétexte pour motiver ce voyage.

Mais ce qui nous intéresse principalement dans le cours de cette mission de Poniatowski, c'est sa visite à Lunéville.

L'importance de celle-ci, indiquée par M. Askenazy (3), a été soulignée par la suite par M. Skibinski (4).

Ils supposent tous les deux que Poniatowski avait été chargé par son gouvernement de savoir, si le roi Stanislas accepterait la couronne de Pologne dans le cas où le roi Auguste la déposerait.

S'en référant aux documents publiés sur ce fait par M. Skibinski (5) lui-même, M. Konopczynski met cette mission en doute. En vérité, on n'y découvre aucune trace ni d'une mission à Lunéville, ni de l'abdication possible d'Auguste.

1. Askenazy S., *Dwa Stulecia : Przedostatnie Bezkrolewie*.

2. Skibinski M., *Europa a Polska w latach, 1740-1745*, t. I, p. 144 ; t. III, p. 618, n° 271.

3. Askenazy S., *Dwa stulecia*. Warszawa, 1901, t. I : Fryderyk II i August III, pp. 203-204.

4. Skibinski M., *Europa a Polska*, t. I, p. 144.

5. *Kwartalnik historyczny rocznik XVIII*, zeszyt 2, Lwow, 1914, p. 227. Skibinski Mieczysław (Konopczynski W.).

Néanmoins, d'après ces documents, il serait difficile d'affirmer que la visite de Poniatowski ne fit nullement partie de son programme.

Différentes raisons laissent une marge à cette supposition.

Tout d'abord, Lunéville se trouvant sur son chemin pour aller à Paris, il n'était pas défendu à ce palatin de s'arrêter dans cette ville.

D'après la lettre expédiée au comte de Brühl le 2 janvier 1741 (1) par Poniatowski, où une très large place est consacrée aux sentiments de Stanislas, on pourrait supposer qu'il n'était pas tout à fait indifférent à la cour de Pologne de s'informer des dispositions du duc de Lorraine.

Enfin, l'attitude de Poniatowski lui-même vis-à-vis de Stanislas, qui lui racontait son heureuse existence en Lorraine, éveille le soupçon que le palatin songeait à sonder le Duc-roi.

Voici le contenu de la relation de ce séjour à Lunéville.

Quand il arrive dans cette ville, le 1^{er} janvier 1741, le palatin y est reçu avec la grande hospitalité, coutumière au beau-père de Sa Majesté Très Chrétienne.

Il cause longuement de politique avec Stanislas ; mais ce prince ne sort jamais de son rôle d'heureux monarque dans ses états de Lorraine. Réconcilié avec son sort, ne gardant point de rancune contre les Wettin, il affecte le ton de l'amitié et rappelle qu'il désire toujours le mariage d'une des Dames de France avec un prince saxon. Il laisse percer aux yeux du comte beaucoup de tendresse pour la Pologne, quoique en même temps il ne se montre pas désireux d'y reprendre sa place : il dit hautement et énergiquement qu'il aime sa patrie et qu'il prie Dieu pour la santé et la conservation du roi.

Cet entretien ne nous apporte pas de clarté bien nouvelle, et Stanislas se contente, en somme, de répéter ce que nous lui avons souvent entendu exprimer.

Devant cette loyauté de Stanislas, le palatin a l'air surpris ; et comme s'il voulait se convaincre complètement de la sincérité des sentiments du monarque, il le scrute minutieusement, il va même

1 Skibinski M., *Europa a Polska*, t. II, p. 625.

jusqu'à lui arracher la déclaration qu'il est prêt à certifier, même par écrit, sa décision de ne pas retourner en Pologne.

Poniatowski écrivait à ce sujet au comte de Brühl.

« J'ai pris l'occasion de lui dire (à Stanislas) franchement qu'en conscience et par ce tendre qu'il témoigne au maintien de cette tranquillité si nécessaire et si salutaire, il devait désabuser ses amis de la chimère que quelqu'un pourrait se mettre en tête, de le voir par les révolutions d'aujourd'hui arrivées tant en Russie qu'à Vienne de retour, que Sa Majesté le roi notre maître était dans une situation de ne point appréhender la moindre révolution, que tous les gens sensés étaient trop contents de son doux gouvernement, mais que par sa déclaration positive, surtout conforme aux sentiments de la cour de France, qu'il n'y songe jamais de revenir, il calmerait les esprits fols de ne point songer aux troubles qui causeraient la perte infaillible de la Pologne. Le prince m'a promis religieusement de la faire, aussi de la façon qu'il vie (s) en Lorraine, il est cent fois plus heureux qu'il n'aurait jamais été en Pologne, ce qu'il conçoit parfaitement bien ».

Quoi qu'il en soit, en formulant des demandes pareilles, Poniatowski outrepassait les droits d'un hôte ordinaire, qui fait une visite imprévue; il autorisait à supposer, que son rôle envers le souverain lorrain avait un caractère diplomatique.

Quant au roi Stanislas, il n'était pas sincère en faisant parade de son bonheur devant le palatin de Mazovie, ni en lui témoignant sa répulsion pour toutes les difficultés et tous les embarras attachés au recouvrement de la couronne de Pologne.

La sincérité lui fait également défaut, quand M. Desalleurs, quelques mois plus tard, passe par Lunéville, en se rendant à Dresde en qualité d'ambassadeur, et que le Duc-roi lui recommande ses amis de la République, tout en exaltant sa satisfaction de la situation actuelle, qu'il a pris la ferme résolution de ne troubler en rien.

Il provoque même un compliment du ministre, qui lui dit, qu'après avoir donné des preuves éclatantes de son courage et de sa grandeur d'âme, il était beau de donner des exemples aussi rares de sagesse et de modération (1).

1. *Arch. des Aff. étrang. Saxe*, t. 23, p. 84 le 24 juin 1741, à Lunéville. Le comte Desalleurs à M. Amelot.

Ces deux qualités, la sagesse et la modération, qu'à chaque occasion Versailles s'efforce de faire pénétrer dans l'esprit du beau-père du roi de France, sont loin d'être son apanage.

Aussi, il ne faut pas chercher la cause de la modération de ce prince devant la proposition faite par Poniatowski, dans la peur de porter atteinte à son heureuse existence.

Sa réserve et sa prudence lui sont inspirées probablement par d'autres raisons. Sans doute Stanislas se souvient bien du récent échec du projet de la confédération des Potocki, où il avait été sérieusement engagé. De plus, l'action du palatin de Mazovie, dont le caractère est presque officiel et qui ne cache rien à Versailles, ne lui inspire pas grande confiance.

En général, Stanislas se sent étranger au parti gouvernemental dont Poniatowski était le représentant.

Il ne se trouve bien que parmi les Patriotes auxquels il appartient en esprit.

Cependant, malgré toute la méfiance de Stanislas envers la cour française, dans laquelle il devine une ennemie cachée de ses rêves persistants, le séjour du palatin de Mazovie à Lunéville ne resta pas sans résultats. Les nombreux entretiens qu'ils avaient eus ensemble finirent par arracher au roi de Pologne l'aveu de ses illusions les plus chères.

Stanislas parle timidement de la possibilité de son retour sur le trône de Pologne. Dans une lettre écrite à Louis XV (1), il dit que, si la nation polonaise se sent vraiment disposée à lui rendre justice, elle pourrait en cas de vacance lui envoyer une députation pour l'inviter à retourner auprès d'elle ; et alors malgré les désagréments éprouvés, malgré sa répugnance de se mettre sur les rangs des aspirants à la couronne polonaise, peut-être permettrait-il qu'on lui en parlât.

La question fut donc remise sur le tapis.

Le cardinal Fleury, qui n'avait pas la moindre velléité de favoriser les prétentions de Stanislas, non seulement ne pouvait empêcher ces idées de pénétrer en Lorraine, mais il lui était impos-

1. Esslinger, *Mémoires de la reine de Hongrie* (1745). M. Askenazy, dans son livre : *Dwa stulecia*, et M. Skibinski se reportent à cette lettre.

sible d'arrêter les commentaires qu'avait soulevés le voyage du comte Poniatowski.

On affirmait déjà que les prétentions d'Auguste à la couronne impériale étaient appuyées par la cour de Versailles ; on racontait que la Bohême aussi serait attribuée à Auguste, pourvu qu'il cédât la Pologne à Stanislas (1).

D'ailleurs, à ce qu'il paraît, Berlin contribuait beaucoup à faire courir ces bruits, dans l'intention d'allumer en Pologne les dissentiments dont on avait besoin en Prusse.

En réalité Frédéric, qui commençait la série de ses campagnes contre l'Autriche, avait les yeux grands ouverts sur tout ce qui se passait. Déjà le 25 novembre 1740, M. de Podewils (2) annonçait au roi de Prusse que des rumeurs lui parvenaient au sujet des idées d'Auguste, que la cour de Dresde essayait de gagner la France en lui promettant, si elle accédait à ses désirs, de rétablir Stanislas en Pologne ; des propositions semblables allaient être bientôt faites de la part de Brühl à Frédéric lui-même. M. de Podewils ajoutait, qu'il croyait que tout cela n'était que chimères ; mais que ces chimères ne pouvaient nuire aux desseins du roi de Prusse, car plus il y aurait de candidats pour la succession d'Autriche, plus le secours de Frédéric serait apprécié.

Ce raisonnement plaisait beaucoup au roi de Prusse. En conséquence, le comte de Finckenstein, aide de camp général du roi, envoyé à Dresde en qualité de ministre plénipotentiaire, recevait l'ordre de voir jusqu'à quel point la cour de Saxe songeait à l'Empire, et surtout de bien examiner tout ce qui touchait au roi Stanislas.

D'ailleurs, le jugement de Frédéric à cet égard prouvait son bon sens ; car immédiatement il signalait le côté chimérique de semblables projets que combattait toujours la Russie, qui ne consentirait jamais au rétablissement du roi détrôné.

Malgré tout, il jugeait prudent de tenir compte de toutes les éventualités, et il avertissait le comte de Finckenstein, que si le comte de Brühl lui faisait des ouvertures à ce sujet, « il ne lui

1. Skibinski M., *Europa a Polska w latach 1740-1745*, t. I, str. 162.

2. Frédéric II, *Politische Correspondenz*. Berlin, 1879, 1 vol., p. 115, n° 173, an den Etats minister von Podewils in Berlin. Podewils berichtet. Berlin, 25 novembre.

devait pas tout à fait ôter l'espérance de son consentement et de son assistance pour entretenir la bonne volonté de ces gens-là et les faire entrer dans ces vues, quoique la chose en elle-même ne l'accommodât nullement; mais elle rencontrerait toujours tant de difficultés qu'elle tomberait bientôt d'elle-même » (1).

L'avenir allait démontrer combien juste était ce jugement du monarque prussien. D'ailleurs ni la France, ni même la Saxe elle-même ne considéraient ces projets comme réalisables.

Tout d'abord l'électeur de Saxe ne semblait pas capable de porter le poids de la couronne impériale; il aurait fallu le père au lieu du fils. Il aurait fallu l'ambition, la forte intelligence, l'activité d'Auguste II.

Si on prend encore en considération le fait qu'à Dresde on comptait surtout sur la Russie pour obtenir la couronne impériale, on peut envisager facilement les difficultés auxquelles se heurtait la cause de Stanislas.

Il était certain que le retour du Duc-roi en Pologne équivalait pour la Moscovie à la ruine des influences qu'elle avait acquises avec tant de peine dans ce pays; car Stanislas deviendrait alors sans aucun doute un instrument entre les mains de la France et de la Prusse, et s'affranchirait de l'influence russe et autrichienne.

Ainsi, Stanislas seul pouvait encore se leurrer de quelque espoir.

La prise de possession de la Lorraine n'avait pas interrompu ses rêves de retour en Pologne; ils étaient même devenus plus obsédants à l'occasion de la guerre d'Orient, à laquelle s'était mêlé le projet de la confédération polonaise. A peine revenu de sa récente déconvenue, il croyait voir dans l'ouverture de la succession d'Autriche une occasion presque miraculeuse de recevoir la couronne de la main même de son ancien compétiteur. Sa confiance s'augmentait de sa conviction qu'il serait appuyé par Frédéric, son ami dévoué.

La dynastie prussienne était liée en effet à la famille Leczinski par une vieille tradition, qui remontait au temps de Jean Casimir, c'est-à-dire, aux relations intimes entre Jean Leczinski,

1. Frédéric II, *Politische Correspondenz*, 1 vol., p. 144, n° 202 : Instruction pour le colonel et aide de camp général du roi, comte de Finckenstein, allant à la Cour de Dresde, en qualité de ministre plénipotentiaire. Berlin, 13 décembre 1740.

seigneur de Murowana Goslina (1), et le Grand Électeur Frédéric Guillaume, celui même qui, en 1657, pour son aide à la Pologne contre les Suédois, avait obtenu l'indépendance du duché de Prusse.

Comment ces vieilles traditions ne se seraient-elles pas réveillées à un moment où les intérêts de la Saxe et de la Prusse semblaient devoir être servis par la restauration de Stanislas. L'exclamation, que Frédéric avait poussée peu auparavant en pensant à Stanislas devenu duc de Lorraine : « Si le ciel distribuait directement les couronnes » (2), pouvait maintenant se réaliser : et ce prince, en se laissant guider par la main de la Providence, pouvait parer à nouveau de ce diadème la tête vénérée de Stanislas.

Ainsi, malgré toutes les clairvoyantes prévisions de la France et de la Prusse, la chimère se maintenait à Lunéville. L'atmosphère d'agitation générale lui était propice.

La situation, qui était très compliquée et très obscure, parut un moment s'éclaircir quand la France proposa l'électeur de Bavière, comme prétendant à la couronne impériale. Mais la confusion recommença presque aussitôt, plus inextricable que jamais.

Du côté de la Suède, la lutte avec la Russie, de plus en plus imminente, effaçait toute autre préoccupation. Tout autour d'elle, elle cherchait des alliés.

L'avis de la Turquie (3) était que, si la Russie voulait favoriser l'élection du roi de Pologne comme Empereur, les ministres de la Porte devaient regarder cette même élection comme lui étant plus préjudiciable que celle de François, grand-duc de Toscane.

Versailles (4), au commencement de l'année 1741, montrait encore beaucoup de réserve et se bornait à conseiller à la Suède de chercher des appuis à Constantinople ou à Varsovie. Mais à partir du 5 juin de la même année, c'est-à-dire après l'alliance avec la

1. Jarochoowski K., *Rozprawy historyczno-Krytyczne Poznan*, 1884 ; *Polityczna Korespondencja Fryderyka Wielkiego*, p. 137.

2. Pierre Boyé, *Correspondance inédite du roi Stanislas avec les rois de Prusse*, p. 60. Frédéric II à Stanislas, à Charlottenburg, le 6 juillet 1740.

3. *Arch. des Aff. étrang. Turquie*, t. 108, p. 279, à Constantinople, le 9 mai 1741. M. de Villeneuve à M. Amelot.

4. *Arch. des Aff. étrang. Suède*, t. 197, p. 120, le 12 février 1741, à Versailles. M. Amelot à M. le comte de Saint-Séverin ; p. 217, 17 février-10 mars 1741, à Stockholm. M. le comte de Saint-Séverin à M. Amelot.

Prusse, la cour de France modifie radicalement sa politique et pousse Stockholm à déclarer la guerre aux Moscovites. Il est évident qu'elle veut ainsi empêcher la Russie de secourir la cour de Vienne et de défendre la Pragmatique Sanction.

Quant à la Pologne (1), jusqu'au 18 août 1741, c'est-à-dire, jusqu'à la déclaration de guerre à la Russie, la Suède, tout en étudiant la possibilité d'y susciter une confédération, ne s'engageait dans cette voie qu'avec une extrême réserve, parce qu'elle savait la puissance de l'influence russe.

Vers l'année 1740, les envoyés suédois, qui demandaient à Constantinople des subsides contre la Russie, faisaient part aux Turcs de leur désir d'entraîner avec eux la République de Pologne. La Porte répondait qu'elle était prête de son côté à traiter avec ce royaume, si on lui députait quelque ministre (2).

Mais ce ne fut qu'après les premières hostilités entre la Russie et la Suède, et quand on se fut aperçu que la mission des envoyés en Turquie semblait donner un résultat très médiocre (3), que la nécessité d'un secours extérieur poussa les Suédois vers la République.

A ce point de vue, l'instruction donnée à M. de Lanmary (4), envoyé français à Stockholm, n'était pas tout à fait exacte, quand elle représentait ce royaume comme totalement soumis aux influences russes et par conséquent incapable de profiter des offres suédoises comme de toute occasion favorable.

Car tout autre chose était de savoir profiter des occasions propices et de le vouloir.

L'impétuosité ne manquait jamais en Pologne. Aussi, au milieu de la fermentation générale, le palatin de Kiovie, qui avait été

1. *Arch. des Aff. étrang. Suède*, t. 199, p. 151. Copie de la lettre de Palmstierna à M. le comte de Saxe de Stockholm, le 30 juillet 1741 ; p. 312, le 11-22 septembre 1741, à Stockholm. M. de Mondannert à M. Amelot : La réponse du comité secret à la proposition secrète du roi de Suède : l'inclination de la Suède à exciter une confédération en Pologne.

2. *Arch. des Aff. étrang. Turquie*, t. 107, p. 292, le 30 octobre 1740, à Constantinople. M. de Villeneuve à M. Amelot.

3. *Arch. des Aff. étrang. Turquie*, t. 109, p. 184, à Constantinople, le 1^{er} août 1741. M. le comte de Castellane à M. Amelot.

4. *Recueil des Instructions données aux ambassadeurs et ministres de France, Suède, avec une introduction et des notes*, par A. Geffroy Paris, 1885, p. 352. Instructions du roi au sieur de Lanmary, 3 octobre 1741.

récemment obligé d'abandonner ses projets de confédérations, se hâte de les reprendre et pendant deux ans il obtient un certain succès et provoque dans la République des désordres assez sérieux.

Cette fois la confédération projetée par Potocki devait se former avec le consentement du roi. Elle avait pour but l'augmentation des troupes en Pologne. Dès 1741, le palatin de Kiovie se met à l'œuvre ; mais son idée se heurte d'abord contre l'opposition de la cour de Pologne, qui arrête ses desseins, sans parvenir à les supprimer complètement.

Cette situation dure jusqu'en l'année 1742, où l'action de M. Bonnas (1) va donner à ce projet de confédération toute son intensité.

La période où cet agent suédois travailla en Pologne, a été quelque peu étudiée, et les ouvrages qui s'en sont occupés nous permettent d'arriver à une conclusion assez précise : le mouvement occasionné par les Suédois dans cette République, malgré ses succès apparents ne saurait être comparé à celui, qui avait accompagné les événements orientaux ; il lui est de beaucoup inférieur.

Il lui manque cette spontanéité, cette sorte de naturel, qui autrefois dirigeait une grande partie de la nation à la poursuite de ses rêves.

Maintenant ce qui agit ce sont surtout les différentes influences des pays étrangers, préoccupés exclusivement de la succession autrichienne. De plus, dans la Pologne elle-même, le mouvement qui se prépare revêt un caractère personnel et se résume dans la

1. Le sieur Bonnas, Italien, qui a servi en qualité de colonel auprès du roi Stanislas à Dantzic ; M. de Rudenschœld, envoyé suédois à Berlin, avait fait sa connaissance à Breslau et cet homme lui fit des ouvertures, sur une confédération en Pologne. Ce fut le commencement de son action. Bientôt après, il fut appelé en Suède, et de la part des Polonais il présenta à Stockholm leurs exigences : ils désiraient 10.000 hommes du côté de Dantzic avec un général à leur tête, à qui on remettrait les places d'Elbing et de Thorn. La Pologne prendrait ces troupes à ses frais. La confédération serait proclamée tout de suite après leur débarquement. M. de Tarlo ou M. de Sapieha serait maréchal, 10.000 hommes du régiment polonais et 30.000 Polonais, qui se réuniraient un mois après, iraient rejoindre les Suédois. En outre, les Polonais demandaient des armes, qu'ils voulaient payer. Ils croyaient que la ville de Dantzic ouvrirait ses portes aux Suédois (*Arch. des Aff. étrang. Suède*, t. 201, p. 69, à Stockholm, le 5-16 mars 1742 M. de Lanmary à M. Amelot ; t. 201, p. 182, à Stockholm, le 20 avril 1742. M. de Lanmary à M. Amelot).

rivalité des Potocki et des Czartoryski (1). Il n'inspire d'ailleurs pas une grande confiance. L'action de Bonnas soulève tout d'abord un enthousiasme factice et finit misérablement, abandonnée à la fois par les Suédois et les Polonais.

Néanmoins, dans cette lutte de partis, le programme des Potocki était très vaste ; il embrassait les points suivants : 1° vaincre la Russie ; 2° rompre le parti de « Farnilia » ; 3° renverser Auguste III en Pologne (2). Il était difficile qu'il en fût autrement pour un parti nettement opposé aux Saxons. Malgré toutes les apparences qu'on se donnait de rester fidèle au roi régnant, Potocki était trop étranger à la cour pour ne pas songer au moment du succès à profiter de la victoire.

Entrait-il aussi dans leurs projets de rétablir le roi Stanislas en Pologne ?

Peut-être. Mais dans tous les cas, cette idée du retour du Duc-roi en Pologne, qui par la force des choses pouvait tenir sa place dans le programme des Patriotes, n'avait plus la vitalité des années précédentes. Le caractère personnel du conflit l'étouffait ou tout au moins le mettait à un rang secondaire.

D'autre part, nous n'apercevons aucun fait qui nous permette de croire que ces projets aient été soutenus par Lunéville.

A vrai dire, l'attitude de la France ôtait à Stanislas tout espoir de retourner en Pologne.

La cour de Versailles, après avoir donné à l'électeur de Bavière sa voix dans les affaires d'Autriche, écartait cette question et se montrait moins que jamais favorable aux vieilles prétentions de Sa Majesté Polonaise.

Les Français estimaient le roi Auguste assez fort pour écarter le danger, et ne croyaient pas au succès de ce mouvement en Pologne qu'ils ne regardaient que comme une diversion. Voilà pourquoi ils évitaient autant que possible tout engagement capable de compromettre leur politique à double face devant la cour de Saxe ; car dans ce cas l'entente avec Dresde risquait d'être rompue : ce que l'on redoutait (3).

1. Waliszewski K., *Potoccy i Czartoryscy*.

2. Skibinski, *Europa a Polska, 1740-1743*, t. I, p. 193.

3. Les mentions à ce sujet sont très fréquentes dans la correspondance de la cour :

Arch. des Aff. étrang. Suède, t. 201, p. 69, le 5-16 mars 1742, à

Cependant, malgré les difficultés de tout genre, malgré une accalmie dans son activité apparente, les souvenirs que Stanislas a laissés en Pologne semblent encore très vifs.

Nous en trouvons la preuve, par exemple, dans un mémoire (1), d'ailleurs sans grande valeur, qui date du début de l'action suédoise. Ce mémoire destine la Bohême à Auguste, prévoit sa renonciation à ses droits sur la Pologne, et, prenant la France comme arbitre, lui demande s'il n'est pas de sa gloire d'y placer Stanislas ; car en faisant monter ce prince sur le trône, elle soutiendrait non seulement sa dignité compromise, mais encore elle sauverait la Pologne de tout événement fâcheux.

D'après ce mémoire, le dédommagement accordé à Stanislas, c'est-à-dire la Lorraine, était peu de chose en comparaison du royaume, qui lui revenait légitimement. Et comme les intérêts de l'Empereur Charles et du grand-duc François avaient seuls reçu satisfaction par les arrangements de 1738, la France devait encore à Stanislas de lui rendre sa couronne.

La raison sur laquelle s'appuie ce document est qu'Auguste, s'il s'emparait de la Bohême tout en conservant la Pologne, pourrait un jour devenir redoutable pour ses voisins, surtout s'il demeurerait fidèle à son alliance avec la Moscovie ; il fallait prévenir ces dangers. La Pologne fortifiée deviendrait l'alliée éternelle de la France contre les Allemands et s'attacherait inviolablement à elle comme la Suède. Elle prendrait aussi l'engagement de soutenir ses intérêts et de ne placer sur son trône qu'un prince de sang français, choisi par le gouvernement français.

Mais c'est surtout l'attitude d'Auguste lui-même dans cette période qui nous intéresse.

Stockholm. M. de Lanmary à M. Amelot ; t. 201, p. 112, à Stockholm, le 19-30 mars 1742. M. de Lanmary à M. Amelot ; t. 201, p. 156, le 12 avril 1742, à Fontainebleau. M. Amelot à M. de Lanmary ; t. 201, p. 260, le 10 mai 1742, à Fontainebleau. M. Amelot à M. de Lanmary ; t. 201, p. 270, à Stockholm, le 30 avril-11 mai 1742. M. de Lanmary à M. Amelot ; t. 201, p. 286, copie d'une lettre écrite par M. le marquis de Lanmary à M. le comte de Loewenhaupt, le 11 mai 1742 ; t. 201, p. 302, le 18 mai 1742, à Stockholm. M. de Lanmary à M. Amelot ; t. 201, p. 332, à Stockholm, le 24-15 mai 1742. M. de Lanmary à M. Amelot ; t. 201, p. 309, à Versailles, le 24 mai 1742. M. Amelot à M. de Lanmary.

1. *Arch. des Aff. étrang. Saxe*, t. 23, p. 366, le 10 septembre 1741. Remarques données aux réflexions de M. le maréchal de Belle-Isle (sans signature).

Si les craintes de l'électeur de Saxe varient suivant que la confédération paraît devenir plus ou moins redoutable, du moins il ne pense jamais à s'unir à elle ; au contraire, il dément avec soin les agitateurs qui troublent les esprits en leur laissant entrevoir l'assentiment (1) possible du souverain. A plusieurs reprises, il sollicite l'intervention de la France, qu'il suppose être mêlée à cette agitation.

Ici se place l'affaire du comte d'Orlik, fils du commandant d'un corps de cosaques zaporogues.

M. Waliszewski (2) lui donne le nom de « condotière politique ». En effet, nous le voyons au service de la France, qui le charge tour à tour de missions soit auprès du roi Stanislas à Königsberg, soit à Stamboul, soit à Stockholm. Auguste le regarde comme un personnage très dangereux, capable uniquement d'exciter des troubles.

Sur la nouvelle de sa venue probable en Pologne, M. Desalleurs envoie à M. Amelot le 15 novembre 1741, une lettre de Poniatowski, qui le prie d'empêcher ce comte de faire le voyage projeté ; il fait observer que le père d'Orlik, en le rappelant en Pologne de la part du palatin de Kiovie, lui insinue que l'occasion est favorable pour agir.

La France avait bien l'intention de se servir d'Orlik ; et ces menées concordaient avec son action en Suède. La lettre de M. le comte de Tessin (3), chargé par la cour de Stockholm de

1. L'idée de faire accéder Auguste à la confédération n'était pas étrangère à la Suède (*Arch. des Aff. étrang. Suède*, t. 200 p. 8, le 23 octobre-4 novembre 1741. M. de Mondamert à M. Amelot).

A ce qu'il paraît, M. Poniatowski lui-même témoigna l'envie de travailler pour la confédération, mais il en avait renoncé bientôt parce qu'il n'avait jamais pu faire goûter ce projet au roi de Pologne (*Arch. des Aff. étrang. Suède*, t. 201, p. 260, le 10 mai 1742, à Fontainebleau. M. Amelot à M. de Lanmary).

2. Waliszewski, *Potoccy i Czartoryscy*, p. 21, 22.

3. *Arch. des Aff. étrang. Suède*, t. 201, p. 211 le 27 avril 1742 à Stockholm, M. le marquis de Lanmary à M. Amelot.

Déjà le 12 février 1741, M. Amelot écrivait à M. de Saint-Sévérin que M. Orlik offre d'aller à Stockholm pour y être employé soit pour faire passer des instructions secrètes à Constantinople, soit pour lier des correspondances avec des seigneurs polonais et les porter à une confédération générale, mais que son Eminence n'a point voulu accepter ces offres avant de savoir, s'il puisse être de quelque utilité (*Arch. des Aff. étrang. Suède*, t. 197, p. 120, le 12 février 1741. M. Amelot à M. le comte de Saint-Sévérin ; t. 197, p. 217, 27 février-10 mars 1741, à Stockholm. M. le comte de Saint-Sévérin à M. Amelot).

missions diplomatiques à Paris, annonçait le voyage de ce personnage comme aide de camp du maréchal de Belle-Isle.

Elle éveillait en Suède de grandes espérances en découvrant la mission réelle d'Orlik, qui était de se rendre à Dantzic pour s'y rencontrer avec un officier de la maison du roi Stanislas, et d'aller ensuite en Pologne travailler à préparer une confédération.

Sur la demande de Dresde ce voyage fut suspendu (1), à la joie du comte de Brühl, qui dans des lettres interceptées dudit Orlik, par lesquelles ce dernier invitait les Polonais à la confédération, lisait entre les lignes bien d'autres choses encore (2).

Autorisée par la courtoisie de Versailles, et peut-être forcée par la situation qui devenait plus critique, la cour de Saxe ne se borne pas à cette seule démarche.

Une lettre du 27 juin 1742, de M. Desalleurs (3) à M. Amelot, formule de nouvelles objections contre le comte Orlik. Elle contient des reproches très vifs à l'adresse de cet homme, qu'on accuse de se servir du nom du roi Stanislas, tandis que le confesseur de celui-ci, actuellement à Dresde pour liquider les dettes de Sa Majesté Polonaise, se porte garant de sa tranquillité. Ce qui ferait croire que M. d'Orlik agissait de son propre chef.

A vrai dire, on ne sait pas au juste si ce comte ne s'était pas entendu avec Stanislas ; on pourrait supposer qu'ils agissaient d'accord. D'Orlik était un des partisans les plus zélés du roi détrôné et était lié avec lui d'une façon très intime.

En tout cas, le moment choisi par lui pour susciter des troubles était propice ; car juste au moment de ces représentations de la cour de Saxe à la cour de Versailles, les projets de confédération battaient leur plein en Pologne.

Le 22 juin 1742, le courrier de Berlin (4) apporte à Stockholm

1. *Arch. des Aff. étrang. Suède*, t. 201, p. 309, à Versailles, le 24 mai 1742. M. Amelot à M. de Lanmary.

2. Une de ces lettres interceptées par le comte de Brühl a été communiquée à M. Desalleurs ; elle est un peu vive, elle propose la confédération mais avec Auguste (*Arch. des Aff. étrang. Saxe*, t. 24, p. 303).

3. *Arch. des Aff. étrang. Saxe*, t. 26, p. 252, le 27 juin 1742. M. Desalleurs à M. Amelot.

4. *Arch. des Aff. étrang. Suède*, t. 201, p. 440, le 11-22 juin 1742, à Stockholm. M. de Lanmary à M. Amelot.

la décision des palatinats de Pologne sur la confédération. Le comte Pierre de Sapieha, écuyer tranchant de Lithuanie, placé à leur tête, demande des secours. Bonnas se rend à Dantzig, afin de préparer la ville à l'arrivée des Suédois.

L'inquiétude d'Auguste est au comble, et, de la part de son gouvernement, le comte Poniatowski (1), en écrivant au Cardinal, fait une déclaration qui témoigne, que le nom de Stanislas était sérieusement mêlé aux desseins confédératifs.

Dans cette lettre, ce palatin s'en réfère aux protestations d'amitié que Sa Majesté Très Chrétienne l'avait chargé autrefois de transmettre à Auguste, et à la promesse, qui lui avait été faite, par Stanislas lui-même, de respecter le repos de la Pologne et même de contribuer au bonheur du pays et au paisible gouvernement du roi Auguste.

Devant la menace de confédération, il demande à Stanislas de faire publiquement savoir en Pologne qu'il ne cherche point à retourner sur le trône de ce royaume.

Voici ce que dit textuellement la dépêche du comte Poniatowski sur ce sujet :

« ... depuis le retour de Sa Majesté à Dresden, quelques esprits, séduits par la faction mentionnée, par des argents prodigués, par les promesses d'un débarquement de 12.000 Suédois en Pologne pour appuyer les prétentions de Sa Majesté le roi Stanislas et le mettre sur le trône, commencent à troubler notre tranquillité. Comme il n'y a qu'une déclaration prompte et publique, comme quoi il ne songe plus à la couronne de Pologne et qu'il se tienne religieusement au Traité de Vienne, moyennée par la médiation de la France, qui peut ramener les esprits de la séduction, j'ose Monseigneur réclamer votre puissant appui pour que Sa Majesté le roi Stanislas rende sa déclaration publique et même sans la retarder. »

En plus, la cour de Dresde par le comte de Loos (2), son ambassadeur à la cour de France, demande que le comte d'Orlik, qui trempe dans ce complot, soit arrêté afin de donner une preuve

1. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 227, p. 478, le 20 juin 1742. M. de Poniatowski au cardinal Fleury.

2. *Arch. des Aff. étrang. Saxe*, t. 26, p. 294 : remis par le comte de Loos, le 4 juillet 1742.

éclatante, que la France est loin de vouloir soulever la Pologne.

Malgré le désir visible de conserver de bonnes relations avec la cour de Dresde, malgré la grande circonspection de la politique française (1), le Cardinal ne donnait pas la réponse exigée. Et voici de quelle manière son Éminence s'expliquait :

« J'ai reçu, Monsieur, la lettre dont votre Excellence m'a honoré de Dresden et vous devez avoir reçu aussi ma réponse. Votre dernière est du 20 du mois dernier, mais ne marque point le lieu d'où elle est écrite. Il paraît seulement que votre Excellence est arrivée en Pologne et elle sera en état d'éclaircir par elle-même, si nous avons eu la moindre part directe ou indirecte aux mouvements qui se font dans votre patrie. Votre Excellence ne peut pas avoir oublié que quand vous me fîtes l'honneur de m'en parler la première fois, quoique avec quelque petite différence de ce que vous pensiez alors et de ce que vous pensez aujourd'hui, je ne balançais pas un moment à vous protester dans la plus exacte vérité, que la France ne se mêlait en aucune façon des affaires de la Pologne et que nous n'en avions même aucune connaissance. L'ordre que le roi a donné au seigneur Orlik de ne point partir met une nouvelle preuve et votre Excellence peut compter sur tout cela comme littéralement vrai. Je ne puis m'imaginer que le roi de Pologne Stanislas ait d'autres sentiments et qu'il voulut penser à changer une situation aussi douce que la sienne pour en chercher une autre, non seulement incertaine mais plus que douteuse et qui lui attirerait des embarras sans nombre. Ce prince est trop sage pour n'être pas content de son état et je répondrais bien qu'il ne songe pas à en sortir.

Je ne vous parle point du roi de Pologne, qui est à plaindre et se trouve forcé à accepter une neutralité. Je conserverai toujours

1. Par exemple, à propos d'un manifeste que la Suède devait répandre en Pologne pour exciter des troubles, la cour de Versailles dit, qu'on aurait dû adoucir, ce qui est dit de l'élection forcée et illégitime du roi régnant, car il n'est pas possible que Sa Majesté Polonaise n'en conçoive de très fortes allarmes, et s'en est assez pour que tous ceux qui lui sont attachés, fassent tous leurs efforts pour traverser la confédération (*Arch. des Aff. étrang. Suède*, t. 201, p. 345, le 29 mai 1742, à Versailles à M. de Lanmary); Il s'agit probablement du manifeste du mois de juin 1742 (*Skibinski Mieczyslaw, Europa a Polska*, t. 2, n. 24, str. 28-30).

pour sa personne sacrée le respect infini qui lui est dû et autre sincère attachement (*sic*) » (1).

C'est presque sur le ton de l'irritation que la cour de France (2) répond aux plaintes de M. de Loos, qui la mêle à cette affaire de confédération, malgré la parole qu'elle avait donnée.

On refuse absolument d'arrêter le comte d'Orlik, en disant qu'on a fait assez en ne le laissant pas aller en Pologne par suite des premières insinuations, alors qu'on n'avait rien découvert de suspect dans sa manière d'agir.

Il paraît que cette réponse fit constater au comte de Brühl la maladresse avec laquelle il avait lui-même traité l'affaire, et il expliqua (3) à M. Desalleurs que la nouvelle de la confédération fomentée par Bonnas, l'avait poussé à des demandes pareilles et que l'ouverture faite par le confesseur du roi Stanislas lors de son passage à Dresde l'y avait autorisé. Ce dernier avait affirmé que ce prince ne s'opposerait pas à faire, même par écrit, la promesse de ne point songer à retourner en Pologne, tant il désirait la paix des Polonais.

D'ailleurs, la manière dont le comte de Brühl justifie sa démarche devant la France n'a pas d'importance.

Le fait ne change guère et justifie jusqu'à un certain point les comptes-rendus de M. de Lanmary adressés à Versailles, où il parlait de la marche rapide et inattendue des événements dans la République (4).

Ces événements étaient considérés par la France et par la Suède comme une diversion contre la Russie; et de son côté le palatin de

1. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 227, p. 489, à Versailles, le 9 juillet 1742, le cardinal à M. le comte de Poniatowski (minute).

2. *Arch. des Aff. étrang. Saxe*, t. 26, p. 319, du 12 juillet 1742, à Versailles. M. Amelot à M. le comte Desalleurs.

3. *Arch. des Aff. étrang. Saxe*, t. 26, p. 380, à Dresde, le 24 juillet 1742. M. Desalleurs à M. Amelot.

4. *Arch. des Aff. étrang. Suède*, t. 202, p. 45, à Stockholm, le 13 juillet 1742. M. de Lanmary à M. Amelot.

La même chose est répétée par la cour de Versailles, qui dit qu'il n'y a pas lieu de juger, que ces premières tentatives produiraient aussi promptement un mouvement dans la nation polonaise, et qu'il est dommage que la Suède n'ait pas su en profiter.

Arch. des Aff. étrang. Suède, t. 202, p. 21, le 13 juillet 1742, à Versailles. M. Amelot à M. de Lanmary.

Kiovie les provoquait, paraît-il, pour soutenir Frédéric qui occupait la Silésie (1).

L'importance de ces mouvements dépassa les prévisions. S'ils échouèrent, soit à cause de la passivité des Suédois, soit en vertu d'autres circonstances, toujours est-il qu'ils nous donnent dans leur ensemble une preuve que le souvenir de Stanislas en Pologne avait conservé une grande vitalité, qui peut se mesurer à l'inquiétude d'Auguste devant l'évocation de ce souvenir.

1. Skibinski M., *Europa a Polska*, t. I, p. 193.

CHAPITRE V

Stanislas Leczinski de 1743 à 1766. — Divers projets de confédération en Pologne. — La Prusse accueille l'idée d'une restauration de Leczinski. — La Russie et les intelligences secrètes de la Prusse et de la Pologne. — Mort de Charles VII en 1745 : élection de François de Lorraine. — La France parle du rétablissement de Stanislas en Pologne. Peu de solidité de ce projet. — La Turquie et la Suède. — Négociations entre la Prusse et la France. — Frédéric et Stanislas. — Frédéric et la Pologne. — La Pologne abandonnée par la France. — Reprise de la politique franco-polonaise par le comte de Saint-Séverin en 1744. — Dispositions des Polonais envers la France et le roi Stanislas. — Les premiers débats sur la future élection en Pologne. — Les divers candidats. — Sympathie persistante des Polonais pour le roi Stanislas. — Les dernières années à Lunéville. — Mort d'Auguste III, et nouvelle élection en Pologne. — Dernières relations de Stanislas avec sa patrie. — Conclusion.

La paix d'Abo, qui devait mettre fin à la guerre entre la Suède et la Moscovie, ne fut conclue que le 17 septembre 1743. Cependant, déjà le 13 juillet 1742, M. de Lanmary, dans une de ses dépêches adressées à la cour de France, considère le projet de la confédération polonaise avec l'aide de la Suède « comme tombé dans un puits » (1).

Bientôt après, Bonnas est arrêté à Varsovie. Dès lors, cette question semble tout à fait abandonnée.

Les récentes agitations ont cependant laissé une atmosphère de perplexité, qui ne se modifie que lentement. Ce trouble permanent des esprits se manifeste par une série de tentatives isolées pour organiser des confédérations qui tendent toujours au rétablissement de Stanislas. Ces efforts, sans consistance, entretiennent cependant en Pologne une certaine confusion.

1. *Arch. des Aff. étrang. Suède*, t. 202, p. 45, le 13 juillet 1742, à Stockholm. M. de Lanmary à M. Amelot.

C'est probablement par suite de ces inquiétudes, que l'on sent encore imparfaitement calmées, que Versailles (1) se montre tellement précis dans les ordres donnés au comte d'Orlik, qui, vers la fin de l'automne 1742, se rend en Suède.

La cour de France lui défend strictement d'entrer en Pologne ou d'y entretenir une correspondance relative à la confédération, afin de ne pas donner de prétexte au mécontentement d'Auguste effrayé par ces troubles récents.

Malgré cette extrême réserve de la France, les Patriotes, écartés dans la distribution des charges et tenus en suspicion, conservent contre la cour une malveillance irréductible et ne laissent passer aucune occasion d'essayer de reprendre leur programme. Ils prennent même un moment pour prétexte l'attitude de la Prusse qui, par les sympathies qu'elle avait manifestées pour Stanislas, avait provoqué d'assez vifs mécontentements.

Bien qu'en réalité ils n'abandonnent rien de leur projet qui les rapproche de Frédéric, les Potocki feignent de défendre la cause d'Auguste et c'est cette intention qu'ils affichent pour fonder la confédération qui devait se réunir à Beszow ou à Rakow dans le palatinat de Sandomir, avec l'assentiment du roi (2).

Ensuite, toujours en 1743, au moment où Marie-Thérèse, couronnée à Prague, semble triompher de tous ses ennemis et songe à reprendre l'Alsace et la Lorraine à la France, les Potocki espèrent y trouver une occasion de ramener Stanislas en Pologne (3). Ils comptent sur le concours de la Prusse, qui demeure fidèle à ses tendances antisaxonnes pour ne pas dire antipolonaises.

En 1744, les machinations prussiennes en Pologne deviennent plus évidentes. Elles se rapprochent du programme national du parti Patriotique. Les adhérents de la maison de Saxe en profitent pour nuire aux Potocki en répandant, par exemple, le bruit (4) que Frédéric, d'intelligence avec la France, veut faire

1. *Arch. des Aff. étrang. Suède*, t. 202, p. 137, le 4 août 1742, à Paris. M. Amelot à M. de Lanmary ; t. 202, p. 188, le 13-24 août 1742, à Stockholm. M. de Lanmary à M. Amelot.

2. Skibinski M., *Europa a Polska*, t. I, p. 302-303.

3. Skibinski M., *Europa a Polska*, t. I, p. 343.

4. Skibinski M., *Europa a Polska*, t. I, p. 551-552.

En outre, le bruit courait qu'après la mort de Stanislas la couronne de Pologne passerait à un des frères du roi de Prusse.

disparaître le roi Auguste par l'intervention d'un de ses médecins ; après quoi, Stanislas, monterait sur le trône de Pologne soutenu par la force prussienne. En récompense, Frédéric recevrait la Prusse Polonaise, dont la République serait dédommagée du côté de la Russie.

La cour et le comte de Brühl se servent de ces rumeurs pour effrayer les Polonais et brouiller la Russie et la Prusse, afin de rendre impossible à Frédéric de nouer des intrigues en Pologne, ce qui ne veut pas dire que ces rumeurs soient dépourvues de toute vérité. On trouve dans toutes les intrigues la main de MM. de Wallenrodt et de Hoffmann, ministres du roi de Prusse en Pologne. Ils constatent que leur appui principal est le parti stanislaïste, dirigé par les Potocki et les Tarlo, ennemis de la cour à cause du dédain qu'elle leur témoigne (1). D'après eux, l'influence de ce groupe ne le cède qu'au parti de la cour et des Czartoryski qui, l'un et l'autre, bien qu'avec une certaine nuance, sont favorables à l'alliance russe.

Par exemple, ce qui se passe pendant que se tient la diète de Grodno, nous donne une idée des menées de Frédéric et des espérances que conservent ses partisans. En effet, le roi de Prusse qui ne désire que le maintien de l'anarchie, recommande à ses agents de s'opposer de toutes leurs forces au projet de l'augmentation des troupes, qui tient une place de plus en plus importante dans le programme des Potocki et des Czartoryski. Pour déterminer leurs amis polonais, MM. Wallenrodt et Hoffmann (2) vont jusqu'à offrir au nom de leur cour la couronne de Pologne au comte Jean de Tarlo, palatin de Sandomir, ou à Stanislas, à la condition cependant qu'on ne laisserait pas s'accomplir les projets de réforme que la cour polonaise présentait à la diète, et au contraire qu'on créerait une confédération contre Auguste. Le comte Tarlo prend ces promesses au sérieux, et il croit reconnaître une intention sérieuse dans des menées où il n'avait vu d'abord qu'une intrigue ou un vain commérage.

L'attitude de la Russie, en apprenant les compromis secrets de la Prusse pour amener Stanislas en Pologne, prouve que dans

1. Skibinski M., *Europa a Polska*, t. I, p. 606.

2. Skibinski M., *Europa a Polska*, t. I, p. 639-660.

aucun cas elle n'aurait consenti à sa restauration. Elle est convaincue qu'au cas où la France perdrait la Lorraine, le roi de Prusse et le roi de France s'entendraient pour replacer Stanislas sur son trône ; MM. Biestucheff et Kayserling sonnent l'alarme en montrant le danger que ferait naître pour toute l'Europe cette alliance éventuelle de la France, de la Pologne, de la Prusse, de la Suède et de la Turquie (1). Inquiétudes d'ailleurs bien peu justifiées.

Les bruits qui circulent sur Stanislas et sur la possibilité de son retour dans sa patrie (de 1743-1744), ne correspondent à aucun mouvement sérieux. Adroitement répandus par la Prusse, ils ne paraissent pas avoir rencontré en Pologne même de concours très actif. Si on y parle de Stanislas, c'est surtout par une sorte d'habitude et sans qu'aucune pensée précise se mêle à ces vagues et platoniques regrets. Même après la mort de Charles VII (20 janvier 1745), si le nom de Stanislas circule une dernière fois par toute l'Europe, sa candidature éventuelle ne prend pas de consistance sérieuse. La politique française pendant cette période est d'ailleurs particulièrement obscure et flottante. Ce qu'elle cherche, c'est d'entraîner le roi Auguste dans une alliance franco-russe et de le détourner d'une alliance avec Marie-Thérèse en le poussant à briguer la couronne impériale. Est-ce pour peser sur lui que la cour de Versailles, qui s'est toujours montrée si réservée et si sceptique, se met à parler du rétablissement de Stanislas ? Croit-elle réellement à ce retour de Leczinski ? Probablement non. Ce que l'on peut se demander, c'est s'il faut y voir un essai de pression sur Auguste ou simplement la preuve du désarroi provoqué par le décès de l'électeur de Bavière.

En effet, Charles VII par sa mort mettait ses alliés dans une situation très difficile. Son fils qui n'avait que dix-sept ans, était trop jeune pour qu'il fût même possible de présenter sa candidature à l'Empire. La France se trouvait donc devant deux éventualités : reconnaître Marie-Thérèse et François, ou essayer de placer Auguste III sur le trône impérial.

C'est par cette seconde hypothèse que Versailles se laisse séduire un instant. Comme l'avènement du Wettin provoquerait nécessai-

1. Skibinski M., *Europa a Polska*, t. I, p. 699-700.

rement sa renonciation au trône de Pologne, parce que la Russie ne consentirait jamais à laisser régner à Varsovie un souverain aussi puissant, la cour de France envisage la pensée d'une élection nouvelle dans la République, et elle se souvient alors de Stanislas.

Quoique les ministres du roi ne se fassent guère d'illusion sur les chances possibles de leur dessein et qu'ils n'y apportent pas de suite sérieuse, leur revirement momentané a une influence visible sur la situation. Le rapprochement inattendu des Czartoryski et du comte Saint-Sévérin (1) en est la conséquence. « Familia » discute avec l'ambassadeur de France l'idée de l'avènement de Stanislas, mais sous la condition expresse qu'après la mort du Duc-roi le prince Xavier, fils du roi Auguste, hériterait de la couronne : ce qui montre bien l'utopie de ce projet.

Les desseins qui auraient pu compromettre la tranquillité du souverain lorrain, devaient s'évanouir plus promptement que jamais.

La Turquie (2) à la nouvelle de la mort de Charles VII, s'était nettement déclarée contre Auguste comme candidat au trône impérial.

En Suède M. de Loubras (3), envisageant l'avènement d'Auguste au trône impérial, admet la possibilité d'une nouvelle élection polonaise, il en parle à M. de Lanmary et attire son attention sur ce que la Russie paraît incliner en faveur d'un Piaste ; en conséquence de quoi le roi de Pologne Stanislas pouvait être remis sur le trône.

Mais à peine l'ambassadeur de France avait-il fait part de ces propos à sa cour, que le ministère (4) mécontent lui répond, qu'il

1. Skibinski M., *Europa a Polska*, t. 1, p. 769.

2. *Arch. des Aff. étrang. Turquie*, t. 113, p. 282, à Constantinople, le 7 mars 1743. M. le comte de Castellane à M. d'Argenson ; t. 113, p. 292 à Constantinople, le 18 mars 1743, M. le comte de Castellane à M. d'Argenson ; t. 116, p. 51, à Constantinople, le 6 mai 1743. M. le comte de Castellane à M. d'Argenson.

3. *Arch. des Aff. étrang. Suède*, t. 209, p. 246, à Stockholm, le 1-12 janvier 1743. M. de Lanmary, compte rendu de son entretien avec M. de Loubras (général russe) ; M. de Loubras s'appuie sur ce que depuis la dernière élection les circonstances ont bien changé, que la Russie n'est plus avec Autriche et que c'est cette dernière, qui était la cause du revers de Stanislas.

4. *Arch. des Aff. étrang. Suède*, t. 209, p. 310 à Versailles, le 15 mars 1743. M. d'Argenson à M. de Lanmary ; t. 209, p. 361 à Stockholm, le 9 avril, 1745, M. de Lanmary à M. le marquis d'Argenson.

n'est pas encore temps de débattre la question de la succession polonaise. Il défend à M. de Lanmary d'aborder ce sujet, car en France on ne pense absolument pas à la couronne pour Stanislas, puisqu'il se trouve parfaitement bien à Lunéville, où il paraît se plaire de plus en plus dans le repos et la tranquillité.

Quant à la Russie (2) elle est tout à fait opposée aux projets du rétablissement de Stanislas, tellement elle redoute une entente entre la Saxe, la France et la Prusse, d'où pourrait surgir l'élévation du beau-père de Sa Majesté Très Chrétienne, ou d'une autre « créature » prussienne ou française sur le trône des Piastes.

Ainsi ces négociations stériles pour rétablir le roi détroné ne se poursuivent plus qu'entre Versailles et Frédéric. Le roi de Prusse les provoque jusqu'à un certain point. Les conditions difficiles, dans lesquelles il s'est plus d'une fois trouvé durant ses campagnes, l'y obligent.

Quand, par exemple, le 2 mai 1745, Frédéric (3) annonce à la cour de France la rupture entre la Saxe et la Prusse, il exploite les sentiments familiaux de Louis en lui demandant du secours « contre un prince vendu aux ennemis de la France » et qui a détrôné le beau-père de Sa Majesté.

Mais ce ne sont que de vaines paroles auxquelles lui-même n'attache aucune importance.

Aussi à la proposition qui lui est faite directement par la France, de faciliter au roi Auguste l'accès de l'Empire et de rétablir Stanislas en Pologne, il réplique (1) que bien qu'il puisse, après la rupture des négociations de Londres, se joindre à la France pour soutenir la Saxe, il regarde cependant le projet du retour de Stanislas comme « scabreux », et voici de quelle manière il justifie sa méfiance et sa réserve :

« Voilà cependant un dessein sur lequel je ne compte pas beaucoup. Les Saxons se sont trop liés les mains, Brühl est si fort vendu, qu'il n'a pas l'articulation libre, le roi trop bigot ; en un

1. Skibinski, *M. Europa a Polska w latach, 1740-1744*, t. 1, p. 790, M. Bestucheff à la czarine Elisabeth.

2. Frédéric II *Politische correspondenz* vol. IV, p. 142-143, n° 1824, au roi de France à Versailles. Quartier de Camenz, 2 mai 1745.

3. Frédéric II, *Politische Correspondenz*, vol. IV, p. 208, n° 1905, au ministre d'Etat, comte de Podewils à Berlin (camp de Divetz), 8 juillet 1745.

mot, je ne vois dans tout ce projet aucune apparence de réussite ; mais comme la politique demande que l'on tâte cette entreprise, je m'y prête. »

Singulière politique et étrange projet que celui qui n'est avoué par aucun de ceux qui le soutiennent, et que son inspirateur regarde comme condamné d'avance à un échec fatal. Frédéric n'en continue pas moins à exciter et à soutenir les plans de confédération dans la République (1). Encouragés par le roi de Prusse, les Potocki, encore au mois de juillet 1745, essayent de profiter de la situation internationale, et, au nom de quelques maisons de la Pologne et de la Lithuanie, ils lui exposent de nouveau leur projet du renversement d'Auguste. Les relations de Frédéric et de Stanislas devaient se prolonger jusqu'aux derniers jours du Duc-roi. Au moment où les complots formés contre Auguste se perdaient peu à peu en Pologne, parmi les soucis de la prochaine élection, leur union était très étroite. L'intérêt mutuel contribuait à resserrer ces relations des deux monarques.

Après la période de la guerre de la succession d'Autriche, c'est-à-dire après l'époque où malgré tout, l'Europe s'occupait de Stanislas, comme un sujet de combinaisons incessantes, poursuivies tantôt en Pologne, tantôt en Turquie, tantôt en Suède, le silence commence à se faire autour de la personne du Duc-roi (2). De plus en plus, on oublie en lui l'ex-roi pour ne le plus considérer que comme un Mécène des sciences et des arts. Sa cour brillante, que fréquentent les plus illustres écrivains, est un centre très actif et très animé (3).

Mais malgré le bonheur parfait que Sa Majesté paraît goûter

1. Skibinski M., *Europa a Polska*, t. I, p. 798-799.

MM. Trypolski, Solohub, Grodzicki, le prince Adam Jablonowski ont envoyé, au commencement du mois de juillet, à Chlum, un émissaire avec un projet de quelques familles polonaises et lithuaniennes contre la cour de Saxe, en demandant le consentement de Frédéric pour une confédération. Le roi de Prusse, craignant la Russie, donne une réponse orale bienveillante, mais ne peut pas appuyer directement cette idée.

2. Par exemple, en l'année 1746, le Khan des Tartares à cause des vues défavorables qui persistaient contre Auguste en Pologne et qui lui étaient exposées par M. Choquet, consul en Crimée, demande si le roi Stanislas vit encore (*Arch. des Aff. étrang. Turquie*, t. 117, p. 112, à Constantinople, le 13 juin 1746. M. de Castellane à M. d'Argenson).

3. Voir Pierre Boyé, *Stanislas et le Traité ; Dernières années du roi Stanislas* ; Maugras Gaston, *la Cour de Lunéville*.

dans sa vieillesse, il ne se résigne pas à renoncer à ce qui a été le rêve de sa vie entière, l'idée de retourner dans sa patrie.

Et sa confiance dans l'accomplissement de ses rêves lui est surtout inspirée par Frédéric, second Charles XII, de la main duquel il espère pour la troisième fois obtenir la couronne.

Rien de plus compliqué, que ces relations du monarque prussien et du roi détrôné (1). Elles sont fondées sur l'exploitation par Frédéric des relations du Duc-roi en Pologne et sur les espérances vaines de Stanislas.

En vérité, Frédéric n'a jamais pensé au rétablissement de Stanislas ; nous en avons la preuve évidente dans sa correspondance. En se servant sans vergogne du nom du Duc pour exciter des troubles en Pologne, il traite de haut ce souverain « toujours élu et toujours détrôné », « qui devint roi d'après Abdolonyme » (2). Il en parle sans ménagement dans son *Antimachiavel*. Stanislas en fut très affecté, et Voltaire (3) dans ses lettres à Frédéric, le supplie à plusieurs reprises d'effacer de cet ouvrage quelques passages spécialement douloureux pour le beau-père de Sa Majesté le roi de France, le meilleur prince qui fût au monde et le plus passionné admirateur du roi de Prusse.

Cependant, malgré le peu d'égard que Frédéric témoigne à Stanislas et le mépris qu'il garde pour la Pologne, qui est d'après lui « comme le tonneau des Danaïdes qu'on ne peut jamais remplir, et où on trafique si grossièrement du trône, qu'il semble que cet achat se fasse aux marchés publics » (4), il n'a garde de l'oublier dans ses calculs et ne s'en désintéresse qu'en paroles.

Les efforts qu'on faisait pour assurer cette couronne à la maison saxonne ne lui laissaient pas de repos. Sans aucun doute, il suivait la politique de son père, qui avait souffert de l'avènement d'Auguste III après Auguste II, craignant que le royaume de Pologne ne restât héréditaire dans la maison de Wettin.

Ainsi ayant jeté un vrai réseau d'intrigues sur le projet de

1. Pierre Boyé, *Correspondance inédite du roi Stanislas avec les rois de Prusse*.

2. Frédéric II : *Antimachiavel*, Hambourg, 1834, chap. 8, p. 59, 94, 95.

3. Voltaire, t. 53, p. 327. *Correspondance*, année 1749, le 1^{er}, p. 329. Lettre à Frédéric roi de Prusse, à Lunéville, le 31 août ; p. 352. année 1749. à Frédéric roi de Prusse, à Paris, le 15 octobre.

4. *Antimachiavel*, chap. XX, p. 160-161.

transmettre le trône de Pologne à un fils d'Auguste, il se hâte d'exploiter la malveillance naturelle de Stanislas pour les Saxons. De là ces demi-mots, qui piquent l'imagination du roi de Pologne, de là cette confiance de ce dernier pour son royal correspondant.

A un certain moment, par exemple, Frédéric (1) prête l'oreille aux bruits qui lui parviennent de la cour de Lunéville, par les bavardages de Versailles, sur le chagrin de Stanislas à la nouvelle qu'Auguste travaille pour transmettre sa couronne à son fils Xavier, chagrin compréhensible, car ce prince ne peut point oublier cette couronne, et il serait très fâché que le trône de Pologne devint héréditaire dans la maison de Saxe.

D'autre fois Stanislas lui-même rappelle l'importante affaire de l'élection et les dangers qui menaceraient la République et l'Europe si la Russie devenait prépondérante dans le Nord.

A toutes les insinuations de la cour de Lunéville, Frédéric ne répond par aucune promesse précise. Il déclare volontiers (2), qu'il lui est absolument égal qu'un duc de Parme, un prince de Saxe ou quelque Piaste reçoive la couronne, quand le trône sera vacant. Mais ces déclarations d'indifférence s'accordent assez mal avec d'autres aveux ; il reconnaît qu'il peut arriver toutes sortes de circonstances, qui permettront peut-être à la République d'accepter son roi de la main de la France et de ses alliés ; il rappelle aussi l'importance qu'aurait alors l'attitude de la Turquie, et qu'il faudrait qu'elle se déclarât contre la Russie ; car dans le cas contraire, le simple bon sens demandait qu'on ne fit rien, qui pût attirer une guerre ruineuse, ou tout au moins nullement avantageuse.

Et Stanislas se trouve tellement sous le charme de ces propos séduisants du roi de Prusse, que même au début de la guerre de Sept Ans l'incursion inattendue de Frédéric II en Saxe et la fuite de l'électeur en Pologne le font frémir de joie et d'anxiété.

En 1759 encore, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, dans une

1. Frédéric II, *Politische Correspondenz.*, vol. VI, n° 3261, p. 238-239, au conseiller baron Chambrier berichttet, 13 septembre 1748.

2. Frédéric II, *Politische Correspondenz*, vol. VIII, p. 97, n° 4548, au conseiller baron le Chambrier à Paris, Potsdam, 10 octobre 1750, vol. VIII, p. 112, n° 4568, au conseiller baron le Chambrier à Paris, Potsdam, 17 octobre 1750.

lettre adressée par lui à la reine Marie, il exprime sa conviction que si le roi de Prusse n'avait pas tant d'autres affaires en tête, la pensée lui viendrait de lui faire des avances (1).

Aujourd'hui on le sait très bien, ces lettres cordiales de Frédéric, qui jusqu'au dernier jour de la vie de Stanislas, donnaient à ce dernier la douce illusion d'une véritable amitié entre Berlin et Lunéville, ne brillaient pas par le désintéressement. Elles étaient très utiles au monarque prussien pour servir ses propres intérêts, et avancer ses affaires en Pologne. Peu à peu, il y prenait la place de la France qui, sans en avoir la volonté très nette, se détournait de plus en plus des affaires de Pologne.

Malveillant pour Stanislas et pour la reine sa fille, le cardinal Fleury, qui avait travaillé en 1733 à la chute du cardinal français en Pologne, n'avait jamais oublié les millions gaspillés, et son aversion contre une famille s'étendait à toute la nation.

Les espérances illusoire de Stanislas, et surtout les plaintes et les gémissements du parti français désenchanté à la suite de sa seconde élection, avaient développé chez lui une réserve native et cette indifférence absolue pour la question polonaise.

Vainement, après l'abdication de leur candidat, les Stanislaistes lui avaient-ils demandé du secours, et l'avaient-ils accablé de leurs promesses de fidélité et de dévouement. Le Cardinal n'avait eu qu'une pensée, couper tous les liens qui rattachaient les deux pays. Dès lors, la France n'eut même pas de résident en Pologne, et son attitude marqua par-dessus tout la peur de susciter une insurrection dans ce pays, et d'offenser la cour de Saxe, toujours un peu soupçonneuse envers la cour de Lunéville.

On pouvait supposer que les choses changeraient après la mort du Cardinal, et, en effet, la nomination du comte de Saint-Séverin, en 1744, parut marquer l'ouverture d'une nouvelle période.

Saint-Séverin (2) après avoir fait remarquer, qu'il ne serait pas mauvais d'entretenir la nation polonaise dans certains sentiments, ne serait-ce que pour rendre le terrain plus difficile à la cour de Saxe, avait accueilli la reconstitution du parti français.

1. Pierre Boyé, *Lettres inédites du roi Stanislas, duc de Lorraine et de Bar à Marie Leczinska* (1754-1766), p. 99, lettre du 27 mars 1739.

2. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 228, p. 266, à Varsovie, 23 décembre 1744. M. de Saint-Séverin à M. le marquis d'Argenson.

Les anciens adhérents de Stanislas lui en fournissaient les premiers éléments, malgré l'abandon définitif de leurs espérances au sujet de ce prince. S'ils renonçaient à la pensée de ramener Stanislas, ils acceptaient la direction de Versailles. Ce rapprochement de la France et de la Pologne coïncide avec le commencement des débats sur l'élection prochaine en Pologne.

Dès la fin du mois de janvier 1745, M. de Saint-Séverin (1) écrivait à M. d'Argenson que, probablement, le trône polonais serait bientôt vacant, que des médecins prévoyaient la mort du roi avant deux ans, qu'Auguste souffrait de la maladie de son père et que la cour de Saxe et les Czartoryski pensaient dans un avenir prochain s'emparer de la couronne, tandis que les Polonais ne voulaient ni des uns ni des autres.

Pour s'entendre avec la cour, M. de Saint-Séverin demande l'autorisation de revenir en France.

Depuis ce moment, l'affaire de la vacance probable du trône polonais devient l'objet de discussions quotidiennes.

Tour à tour, on voit se dessiner : les projets des Czartoryski pour eux-mêmes, avec le secours espéré de la Russie ; leur supposition que la France voudrait voir l'infant Don Philippe sur le trône de la République ; leurs plans secondés par la cour de Vienne, relatifs au prince Charles de Lorraine ; le désir de la cour de Saxe de se maintenir en Pologne, et même le dessein du roi de Prusse d'y établir son frère le prince Henri, qui, à cet effet, paraît-il, étudiait assidûment la langue polonaise.

Au milieu de tous ces projets, le nom de Stanislas tombe de plus en plus dans l'oubli.

Jugeant très clairement de l'avenir, la cour de France (2) conclut qu'il y aurait désormais de la folie à tout Piaste de vouloir devenir roi de Pologne, car il n'aurait jamais la force de défendre ce royaume contre les attaques de ses voisins, et une pareille élection serait le signal d'un démembrement rapide de la monarchie.

D'ailleurs, ayant pris à tâche de protéger les libertés et les pri-

1. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 228, p. 342, à Varsovie, le 31 janvier 1745. M. de Saint-Séverin au marquis d'Argenson.

2. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 229, p. 391, à Fontainebleau, le 11 novembre 1746, à M. Des Issarts.

villèges polonais, la France compense par son activité actuelle sa négligence antérieure.

Ainsi, à cette époque, nous trouvons beaucoup de renseignements sur les dispositions des Polonais vis-à-vis de la France et du roi Stanislas, dans les dépêches des ambassadeurs et des ministres.

Ces dépêches soulignent en même temps la décadence du parti stanislaïste, tout en constatant la sympathie fidèle des Polonais pour leur ancien roi. Elles affirment ainsi qu'il y a encore beaucoup de Stanislaïstes en Pologne, surtout parmi la petite noblesse (1) ; que le grand général de la couronne est toujours bon stanislaïste (2), ainsi que la meilleure partie de la noblesse polonaise (3) ; que, dans l'attente d'une révolution, la nation polonaise tourne presque universellement ses yeux vers la France : les uns par attachement pour le roi Stanislas, qu'ils ne peuvent pas oublier, les autres dans l'idée de n'avoir un roi que de la main du garant du traité d'Oliva (4).

En 1748, M. Des Issarts (5) considère M. de Dambski comme un homme influent et fort attaché au roi Stanislas.

La même année un registre (6) « dont on peut se servir utilement », énumère dans la Grande Pologne quatre différents partis, dont l'un est pour le roi de Pologne duc de Lorraine.

En 1749, M. Des Issarts (7), auquel on recommande le prince Jablonowski et le baron Jakobowski, dit que le comte de Brühl ne sera jamais bienveillant pour les Stanislaïstes.

Cependant depuis cette année le mot « Stanislaïste » disparaît. Quelques plans sur la succession prochaine, qui datent de cette époque 1744-1748, nous prouvent encore la sympathie des Polonais pour leur ancien roi, tout en indiquant qu'en Pologne l'amitié pour la France passe au premier rang.

En 1744, un certain abbé Juniewicz (8), chanoine polonais,

1. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 228, p. 350.

2. Tome 229, p. 426.

3. Tome 229, p. 455.

4. Tome 230, p. 30.

5. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 231, p. 301, à Varsovie, le 16 octobre 1748. M. Des Issarts à M. de Puyzieulx.

6. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 231, p. 470. Pologne, 1748.

7. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 232, p. 8, à Varsovie, le 4 janvier 1749. M. le marquis Des Issarts à M. de Puyzieulx.

8. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, 228, p. 3, à Versailles, à Saint-Antoine, 10 janvier 1744, l'abbé Juniewicz chanoine polonais au ministre

fort dévoué à la France, à Louis et au roi Stanislas, et dont le marquis de Monti se servait autrefois, présente sa candidature pour la place de résident français en Pologne, en appuyant sa demande d'un mémoire favorable aux affaires de France.

Dans ce mémoire il parle de la nécessité de l'union de la France, de la Suède, de la Pologne et de la Saxe, contre la Prusse. Il insinue l'idée d'un mariage entre une des Dames de France et un des princes saxons. Les biens du roi Stanislas en Pologne, qui appartenaient de droit à sa petite-fille, reviendraient par là à la maison de Saxe.

L'auteur du mémoire, convaincu de l'utilité d'envoyer un ambassadeur extraordinaire à la République, désigne comme propre à remplir cette mission M. le duc d'Ossolin...

Tout ce projet faible et dépourvu d'intérêt, ne mérite d'attention que parce qu'il met en avant la petite-fille de Stanislas et un des princes saxons, comme une sorte de sanction aux vues et aux sympathies polonaises.

Un second plan, qui exprime beaucoup mieux ces utopies sur la succession prochaine est tracé par un mémoire du M. Blendowski en 1746 (1).

M. Blendowski était venu en France, attiré secrètement à Versailles par M. de Saint-Séverin, afin de soumettre les vœux exprimés pour la prochaine élection au trône de Pologne.

Exposant l'opinion de ses compatriotes il s'appuie sur cette thèse, qu'ils veulent sacrer un Piaste roi, et qu'ils considèrent comme tels ceux qui descendent de cette famille par les femmes.

Donc un prince, qui épouserait une des Dames de France serait considéré comme Piaste, puisqu'il serait gendre du roi de France et d'une polonaise.

Par la même raison on pourrait admettre la candidature du prince de Conti ; dans ce cas, le roi Stanislas pourrait être élu et

pour les affaires étrangères, p. 4, le projet favorable aux affaires de France, 1744 ; l'abbé Juniewicz.

1. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 229, p. 239, à Paris, 29-30 septembre 1746, M. Blendowski ; t. 229, p. 272 le comte de Blendowski, 1^{er} octobre 1746, à Paris ; t. 229, p. 278. Mémoires de M. Blendowski, 1^{er} octobre 1746 à Paris ; t. 229, p. 286. Mémoire de M. Blendowski le 1^{er} octobre 1746, à Paris ; t. 229, p. 296, 3 octobre 1746 à Versailles, rendu-compte au roi de cette affaire.

régner quelques années; une fois l'ordre rétabli en Pologne, il abdiquerait en faveur du prince.

Le candidat véritable de M. Blendowski est le prince Charles Edouard Stuart, qui, d'après lui, aurait les meilleures chances de succès. Celui-ci serait deux fois Piaste, car il l'est déjà par sa mère et il peut l'être encore par sa femme.

Aussi M. Blendowski travaille-t-il la reine Marie, dans l'espoir de lui faire accepter le prince Édouard pour gendre, parce que « cette union rassemblerait le sang de Pologne qui coule dans leurs veines de tous deux » et « peut-être la Pologne redemanderait-elle les enfants issus des enfants Sobieski et Leczinski et voudrait elle fixer à jamais une succession permanente dans leur postérité » (1).

Toutes ces idées, qui ne répondaient à aucune réalité concrète, nous intéressent cependant à cause du nom de Stanislas; elles sont comme un dernier reflet de la sympathie polonaise pour le monarque deux fois détrôné.

En résumé, cette période est comme une transition dans la vie de la République par la transformation de l'ancien parti stanislaïste en une faction purement française. Elle est marquée par un grand nombre de citations se rapportant à l'attachement de la Pologne à la France; elles affirment que les Polonais aiment la France, que la France a en Pologne des gens réellement dévoués et de vrais amis, qu'elle a été toujours l'unique ressource de la nation polonaise, que la plupart des Polonais sont Français de cœur et d'âme, etc.

Peu à peu, à ce parti se rallieront les Potocki et les Tarlo, les Sapieha et les Jablonowski, qui garderont toujours leurs désirs de se mettre à la tête de la République en dépit de la « Familia », et de relever la Pologne avec l'aide de la Prusse et de la France, par les forces armées de la nation elle-même, dont la renaissance intellectuelle leur laissait espérer la réalisation de leurs rêves.

Cette nécessité de garantir la Pologne par les armes devenait comme le *credo* de tout Polonais s'occupant un peu de politique ;

1. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 229, p. 402, à Fontainebleau, le 13 novembre 1746, M. le comte de Blendowski; on le récompense de quelque manière, il remercie la France (t. 229, p. 387, à Fontainebleau, le 8 novembre 1746 au roi.)

elle s'exprimait dans toutes sortes de combinaisons militaires proposées ou par le comte Potocki, palatin de Belz, ou par M. Mokronowski, ardent patriote. Les nouveaux horizons qui s'ouvrent, font oublier les souvenirs du passé. Les rêves des Polonais de revoir Stanislas ont vécu. Chez le Duc-roi lui-même, l'espoir de recouvrer son trône semble changer un peu de caractère. Il a beau se persuader que les circonstances lui deviendront encore favorables ; parmi tous les obstacles, qui s'opposent à ses désirs les plus chers, il y en a un avec lequel ce prince ne compte pas suffisamment : c'est son âge avancé.

A son entrée à Lunéville, Sa Majesté avait presque soixante ans. De longs jours se sont écoulés dans sa retraite en Lorraine. Sans se rendre exactement compte de la force des liens qui l'attachent à sa nouvelle résidence, Stanislas ne peut méconnaître les facilités, qui en résultent pour lui.

Le voisinage de Versailles, les excursions charmantes, qu'il fait chaque année à la cour de France pour y jouir longuement de la société de la reine Marie et de ses petits-enfants, qu'il chérit de tout son cœur ; tout cela fait peut-être réfléchir Sa Majesté aux moments où les souvenirs du passé viennent l'obséder.

Si même ces projets du retour en Pologne étaient réalisables ne serait-il pas au-dessus des forces de Stanislas de s'y prêter.

Quoiqu'il en soit, ces sentiments ne peuvent pas détourner la pensée du roi détrôné de son ancien royaume. Pas une minute il ne cesse de s'occuper de l'avenir de la République.

Les témoignages, laissés par les ambassadeurs et les ministres de Sa Majesté Très Chrétienne MM. Des Issarts (1), de La Fayardie (2), M. Durand (3) et de Broglie, ne nous laissent aucun doute. Tour à tour ces personnages passent par la cour de Lunéville, en allant en Pologne ou à Dresde ; Stanislas les reçoit tous à bras ouverts, les munit d'indications, d'explications, de notes, pour leur dire ensuite au revoir avec une angoisse extrême à

1. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 229, p. 156 à Nancy, le 11 août 1746. M. Des Issarts (minute) ; p. 171 à M. le marquis Des Issarts à Versailles, le 22 août 1746.

2. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 239, p. 315 à Commercy, le 9 juillet 1753. M. de La Fayardie à M. Tercier.

3. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 244, p. 44 à Lunéville, le 16 janvier 1751. M. Durand à M. de Puyzieulx.

laquelle se joint une sorte de désir d'envoyer dans cette Pologne si chère et si mouvementée, comme une partie de lui-même.

La description d'une de ces réceptions faite par M. Des Issarts, indique combien l'âme de Sa Majesté était toujours avec la République.

Après un dîner magnifique, ce prince le prend à part et lui parle à cœur ouvert de la Pologne, inscrit sur ses tablettes les noms de quelques seigneurs, dont il connaît la probité et l'attachement pour la France, entre dans des détails sur la forme du gouvernement polonais, sur le véritable intérêt et les qualités de la nation polonaise, sur la manière dont un ambassadeur doit se conduire avec les sénateurs et la noblesse.

Il n'oublie rien et c'est son cœur, qui lui dicte ces recommandations ; toutes ses conversations reviennent toujours à la Pologne.

Que Stanislas soit profondément occupé de l'avenir de la Pologne c'est visible aussi dans son mémoire (1) de 1747. Il y prévoit qu'après la mort de Charles de Suède toute l'Europe se divisera en deux camps, dont l'un sera formé par la France, la Prusse, la Suède, la Turquie et la Pologne, et il en tire les conséquences.

Pendant l'interrègne de 1763, ayant sans cesse la Pologne pour objectif, il attire l'attention de Versailles sur les avantages de l'alliance turque (2).

Jusqu'à la nouvelle élection, par la force de ses espérances mal fondées, Stanislas lutte contre la triste réalité. Ses rêves font qu'il ne s'aperçoit pas de l'anéantissement du parti Stanislaïste ni du fameux « secret du roi », qui consiste en ce que Louis XV se met en tête de faire élire le prince de Conti roi de Pologne. Alors sans rien faire savoir de ces projets aux ministres, il s'amuse à former contre eux une sorte de complot, et, en agissant par l'entremise du comte de Broglie, ambassadeur dans la République, il y crée un parti auquel les Polonais se rattachent en se cachant les uns des autres. Ce qui produit quelques fois des situations

1. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 232, p. 69 : Mémoire sur l'état présent des affaires du nord relativement à la Pologne, envoyé de Lunéville, le 10 février 1747.

2. *Arch. des Aff. étrang. Lorraine*, t. 143, p. 130., Mémoires du roi Stanislas avec la lettre de M. de Lucé du 12 décembre 1763.

tout à fait bizarres, comme nous en avons un exemple dans l'entretien du palatin de Belz, Antoine Potocki, et du palatin de Smolensko, Sapieha. Tous deux, informés des intentions du roi de France, jouent à une sorte de colin-maillard en parlant de la politique française. Le palatin de Smolensko fait alors un aveu extraordinaire, que, si le roi de France songeait encore au trône de Pologne pour son beau-père, il ne serait pas de son avis (1).

Est-ce aveuglement réel ou bien Stanislas veut-il se cacher à lui-même un changement dont les signes sont évidents pour tout le monde ? C'est à ce moment que le palatin de Rava, qui a obtenu le cordon bleu, déclare dans sa reconnaissance à M. de Broglie qu'il donnerait la moitié de son bien, pour qu'un Bourbon fut placé sur le trône de Pologne (2).

Par-dessus tout, persistent vivaces les rêves anciens. Jamais Stanislas ne se contentera du titre de Bienfaisant, qui célèbre son amour pour la Pologne, son désir d'y étendre les connaissances humaines et d'y perfectionner les principes de l'éducation. Ses projets persistent jusqu'aux dernières années de son règne en Lorraine, où sa cour devient morne, d'une monotonie décourageante, jetant dans la nuit de l'oubli la brillante époque de Voltaire.

Alors le passé ne subsiste plus que dans les radotages du comte d'Orlik (3), qui garde son fidèle attachement à la cause du roi Stanislas. Il reproche à la Lorraine d'être une compensation insuffisante pour un prince, qui aurait dû faire « les délices de sa patrie », et de le retenir loin d'une République à la tête de laquelle il aurait été peut-être plus glorieux qu'il ne l'était.

Comme écho à ses regrets, on peut signaler les récriminations de Mokronowski (4), contre la Russie, qu'il accuse d'avoir enlevé la couronne à un roi, qui, s'il était resté dans son royaume, aurait évité à ses sujets les déboires que le roi Auguste ne leur épargnait pas.

1. *Arch. des Aff. étrang.*, Pologne, 1752 à 1757. Correspondance du prince de Conti et du comte de Broglie, p. 110, à Varsovie, le 23 décembre 1752, M. de Broglie à Mgr.

2. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 237, p. 378, à Varsovie, le 17 septembre à M. le marquis de Saint Contest, M. de Broglie.

3. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 240, p. 315, à la Malgrange, M. d'Orlik à M. Tercier; t. 241, p. 189. Dintenville par Château-Vilais-en Champagne, le 13 septembre 1754, M. d'Orlik à M. Tercier.

4. *Arch. des Aff. étrang. Pologne*, t. 249, p. 346. Déchiffrement de la lettre de M. Durand à M. Rouillé du 29 septembre 1756.

Enfin le silence, qui commençait à envelopper le souvenir de Stanislas, est encore troublé une dernière fois par un grand incident politique : la mort d'Auguste III (1), et la nouvelle élection qu'elle nécessite.

Malgré tous les précédents, cette mort trouve la Pologne mal préparée, et provoque dans le cœur vieilli de Stanislas un battement précipité, comme le dernier éclat de sa vie prête à s'éteindre, laissant se manifester ses espérances toujours étouffées et toujours renaissantes.

Ce moment est excessivement curieux pour la psychologie du roi Stanislas (2). Par induction, on en peut tirer au clair toute la vie du beau-père de Sa Majesté Très Chrétienne. La vieillesse affaiblissant sa volonté, trahit son secret, et, en mettant Stanislas en face de l'élection qui s'annonce, le jette dans une agitation extrême.

Alors, il fait part à M. de Lucé des lettres, qui lui parviennent de Pologne, par M. Dziuli, son premier écuyer ; elles manifestent l'intention de lui offrir la couronne polonaise pour la troisième fois (3).

Les lettres en question ne nous sont pas parvenues. Probablement, ce n'étaient que quelques témoignages de sympathie et de fidélité adressés au Duc-roi par ses anciens adhérents. Néanmoins, cette pensée de revenir en Pologne l'affole. Il en est obsédé, bien qu'il parle jovialement de son âge avancé, quand le ministre du roi lui demande quelle attitude il prendrait devant des propositions formelles.

Forçant sa tête fatiguée, il emploie toute son activité à écrire mémoires sur mémoires contre la Russie, et il les adresse au gouvernement français.

Il expédie aussi des lettres telles que : « Lettre écrite de Var-

1. En l'année 1763, le 5 octobre.

2. Voir P. Boyé, *Stanislas et le Traité*. Chap. X : « Dernier rêve d'un vieillard. »

3. Au sujet de cette candidature de Stanislas en 1763, nous n'avons qu'une mention dans les mémoires du primat (publiés par M. Askenazy : *Dnca stulecia*, 1910, t. II, p. 54, p. 92), et qui parlent à la date du 21 VIII^{bris} 1763, des propos qui ont été tenus sur Stanislas : on le considère comme trop vieux pour régner en Pologne, et on fait remarquer que les « Etats du Nord » (la Russie) seraient contraints à son rétablissement.

sovie, le 3 décembre 1763 », ou « Lettre d'un sénateur polonais au roi Stanislas, le 20 février 1764 ».

C'est M. de Solignac, son secrétaire, qui les compose, et d'après lui, elles ne contiennent que le précis de différentes lettres arrivées de Varsovie.

Il rédige de même des réponses éloquentes et paternelles, adressées aux partisans de Sa Majesté duc de Lorraine. Tout cela surtout pour attirer l'attention sur sa personne, dont on ne tenait plus compte.

Chose surprenante, dans les exigences que Stanislas formulait vis-à-vis de la Pologne, attendant d'elle comme une sorte d'hommage dû à ses vertus et à l'amour qu'il lui avait conservé, il trouve l'occasion de mettre encore en doute la validité de son abdication, comme en 1738, à la veille de la signature du traité de Vienne.

« La République a-t-elle consenti à son abdication ? et selon nos statuts en pareil cas, l'a-t-elle approuvée par quelque acte solennel ? Où est cet acte, qui seul peut la rendre valide et sans lequel nous ne devons ni ne pouvons la regarder que comme non avenue ?

« Avons-nous renoncé à Stanislas, comme Stanislas a été forcé de renoncer à nous » (1).

Voilà l'état des questions posées par le roi, qui attribue ces paroles à un cercle des plus distingués de la Pologne.

Les documents sur ce dernier épisode du rêve polonais de Stanislas sont assez nombreux. Ils ont été analysés par M. Pierre Boyé, et il suffit donc de renvoyer à son travail. Quel jugement porter sur cette candidature qu'il serait juste d'appeler une candidature posthume. Cet entêtement sénile serait presque odieux s'il n'avait un caractère touchant. Le roi, vieilli et faible, n'a d'autre pensée que de prouver à son entourage quel amour les Polonais ont conservé pour lui.

Il ne cherche que l'occasion de prononcer les mots pathétiques, qui répondraient au dernier hommage de ses compatriotes :

« Je connais un titre plus glorieux que de recommencer à régner sur ma patrie, c'est celui d'être un monument subsistant

1. *Arch. des Aff. étrang. Lorraine*, t. 145, p. 180. Lettre écrite de Varsovie le 3 décembre 1763 (imprimée à Francfort le 1^{er} février 1764).

de la liberté de ses suffrages, si rarement uniformes et tous néanmoins réunis en ma faveur (1). »

Cette suprême tentative éclaire du moins d'une lumière éclatante la psychologie du roi ; elle nous révèle le peu de valeur de l'amitié témoignée par Stanislas à la cour saxonne, contrairement aux panégyriques posthumes qui ont fait de cette amitié un des diamants les plus précieux de la couronne des vertus chrétiennes du Duc-roi.

On voit se ternir en même temps sa cordialité avec Christine de Saxe, qui sous le nom de comtesse de Henneberg, avait plus d'une fois séjourné à Lunéville dans l'espoir de gagner la voix du roi Stanislas pour son frère Xavier, candidat à la prochaine élection.

On oublie aussi les réceptions faites au prince Xavier lui-même, venu sous le nom de comte de Lusace, et au prince Cléments.

Et à mesure que tout cela se voile, d'autres détails surgissent :

Les réflexions suggérées par Sa Majesté Polonaise au roi de Prusse, où Stanislas lui-même se mettait sur les rangs ;

Les appréciations perspicaces du ministre prussien, qui comprend, que Stanislas ne veut pour rien au monde voir la couronne polonaise devenir héréditaire dans la maison de Saxe ; le contenu du mémoire de Stanislas lui-même, qui discute l'élection possible du prince Xavier. Si la couronne lui parvenait par l'assistance de la Russie, à qui on devait l'établissement sur le trône du roi Auguste régnant, la Pologne pouvait devenir « formidable » et dangereuse en restant pour toujours liée aux ennemis de la France.

A vrai dire, par la suite, Stanislas continue en disant qu'il serait à souhaiter qu'on pût trouver le moyen d'entraver la réussite de ce projet fatal à la liberté du royaume, que la France ferait bien de devancer la Russie dans son plan de favoriser les Wettin par le mariage du prince Xavier et d'une des Dames de France. Mais ces desseins disparaissent singulièrement à côté de la crainte qu'a Stanislas de voir la succession passer dans la main de Saxe, par l'entremise de la Russie, à côté aussi de l'avertissement qu'il jette : la Pologne deviendra un jour formidable contre la France, par sa fusion avec la Russie.

1. *Arch. des Aff. étrang. Lorraine*, t. 143, p. 183, 184. Réponse à la lettre d'un sénateur polonais au roi Stanislas de Varsovie, le 20 février 1764.

A la fin de cet ouvrage, après avoir suivi le Duc-roi pendant près de trente ans de sa longue vie, en analysant ses relations avec la Pologne, on arrive à la conclusion que ce point de vue qui lui était personnel, comme monarque deux fois détrôné, influa considérablement sur sa conduite vis-à-vis de la République.

Il ne pouvait pas faire abstraction de ses intérêts particuliers, quand ceux de sa patrie étaient en jeu.

Et si la pensée exacte du ministère français se résume à ceci : un Piaste en Pologne c'est le démembrement, une idée pareille ne germe jamais dans le cerveau de Stanislas, occupé de sa propre candidature.

En aimant la Pologne à sa manière, il croyait que son avènement la rendrait heureuse. Et comme la force lui manquait pour manifester son amour à ce pays par des grandes actions, il est resté toute sa vie vis-à-vis de la Pologne dans une position indécise, ou pour mieux dire provisoire, tout en n'ayant qu'une passion, sa patrie.

Ainsi, dans le moment où Stanislas-Auguste montait sur le trône, où l'oubli le plus profond commençait à envelopper Lunéville, le Duc-roi semble se survivre à lui-même.

Il cherche alors une compensation en se faisant le soutien moral de la Pologne, et il travaille à faire reconnaître par la France le roi qu'il voit à regret monter sur son trône.

Et il garde cette attitude désintéressée jusqu'à sa mort.

Le destin bizarre s'est accompli. Stanislas est passé à la postérité par des actions étrangères à sa nature personnelle : s'il s'est fait « philosophe bienfaisant », c'est pour lui un moyen et non pas un but.

Ses écrits lui ont fait un nom dans les générations futures en exaltant en lui le type du monarque sans couronne, qui n'exerce son influence que par la plume, et qui, en répandant ses idées philosophiques, contribue au développement du grand mouvement réformateur de l'époque du roi Stanislas-Auguste.

Vu et admis à soutenance :

Paris, le 23 février 1915,
Le Doyen de la Faculté des Lettres,
A. CROISSET

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD.

